

Jean-Pierre Durand

# La sociologie de Marx

NOUVELLE ÉDITION



***La Découverte***

9 bis, rue Abel-Hovelacque  
75013 Paris

## DU MÊME AUTEUR

- L'île Maurice, quelle indépendance ?* (avec DURAND-SEBAG J.), Paris, Anthopos, 1975.  
*L'île Maurice et ses populations* (avec DURAND-SEBAG J.), Bruxelles, Complexe, 1978.  
*L'Algérie et ses populations* (avec TENGOUR H.), Bruxelles, Complexe, 1982.  
*L'île Maurice aujourd'hui* (avec DURAND-SEBAG J. et MASSON H.), Paris, Éditions du Jaguar, 1983 (4<sup>e</sup> éd. 1993).  
*L'Enjeu informatique. Former pour changer l'entreprise* (avec DURAND-SEBAG J., LOJKINE J. et MAHIEU C.), Paris, Méridiens-Klincksieck, 1986.  
*Guide de l'informatisation. Informatique et société* (avec LÉVY P. et WEISSBERG J.-L.), Paris, Belin, 1987.  
*Sociologie contemporaine* (dir., avec WEIL R.), Paris, Vigot, 1989 (3<sup>e</sup> éd. 2006).  
*Sortie de siècle. La France en mutation* (dir., avec MERRIEN F.-X.), Paris, Vigot, 1991.  
*L'Après-Fordisme* (avec BOYER R.), Paris, Syros, 1993.  
*Vers un nouveau modèle productif ?* (dir.), Paris, Syros, 1993.  
*La Fin du modèle suédois* (dir.), Paris, Syros, 1994.  
*Le Syndicalisme au futur*, Paris, Syros, 1996.  
*The Hidden Face of the Japanese Model*, Clayton, Monash Asia Institute, 1996.  
*Teamwork in Automobile Industry. Radical Change or Passing Fashion ?* (dir., avec CASTILLO J.-J. et STEWART P.), Londres, MacMillan, 1998.  
*La Chaîne et Le Réseau. Peugeot-Sochaux, ambiances d'intérieur* (avec HATZFELD N.), Lausanne, Page 2, 2002.  
*La Chaîne invisible. Travailler aujourd'hui. Du flux tendu à la servitude volontaire*, Paris, Seuil, 2004 (rééd. 2012).  
*Bibliothécaires en prospective* (avec DURAND-SEBAG J. et PEYRIÈRE M.), Paris, Ministère de la Culture, 2005.  
*Les Ressorts de la mobilisation au travail* (dir., avec LINHART D.), Toulouse, Octarès, 2005.  
*La Question du consentement au travail. De la servitude volontaire à l'implication contrainte* (dir., avec LE FLOCH M.-C.), Paris, L'Harmattan, 2006.  
*Le Travail à l'épreuve des paradigmes sociologiques*, (dir., avec GASPARINI W.), Toulouse, Octarès, 2007.  
*Les Identités au travail. Analyses et controverses* (dir., avec CAUSER J.-Y. et GASPARINI W.), Octarès, Toulouse, 2009.  
*La Violence au travail* (dir., avec DRESSEN M.), Toulouse, Octarès, 2011.  
*Métiers du graphisme* (avec DURAND-SEBAG J.), Paris, La Documentation française, 2011.  
*Innovation dans le travail et travail d'innovation* (dir., avec MOATTY F. et TIFFON G.), Toulouse, Octarès, 2014.  
*La Fabrique de l'homme nouveau. Travailler, consommer, se taire ?*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2017.

**S**i vous désirez être tenu régulièrement informé des parutions de la collection « Repères », il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information mensuelle par courriel, à partir de notre site **[www.collectionreperes.com](http://www.collectionreperes.com)**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN : 978-2-3480-3614-9



Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir du livre, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage. Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute photocopie à usage collectif, intégrale ou partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 1995, 2018.

« Ce que vous appelez l'esprit de l'époque n'est autre que l'esprit des maîtres de l'époque. »

GOETHE, *Faust I.*

## Introduction

**K**arl Marx (1818-1883) a vécu dans le siècle de la maturation du capitalisme en Grande-Bretagne et de son développement en France et en Allemagne. Il a rencontré les associations et les luttes ouvrières dont il est devenu l'organisateur et le théoricien.

Le XIX<sup>e</sup> siècle fut aussi celui de la naissance de la sociologie dont Auguste Comte (1798-1857) invente le terme en 1839, cette science ayant pour objet d'expliquer les rapides changements sociaux liés au capitalisme. Si Marx n'a pas été sociologue, il y a au moins les prémisses d'une sociologie dans son œuvre, laquelle a influencé la grande majorité des théoriciens du XX<sup>e</sup> siècle\*.

### Karl Marx et Friedrich Engels

Né en 1818 à Trèves, en Rhénanie, d'un père avocat libéral, d'origine juive, converti au protestantisme, Marx fait des études de droit et de philosophie. Membre du cercle des hégéliens de gauche, il ne parvient pas à obtenir une chaire de professeur et devient directeur de la *Gazette rhénane* bientôt interdite. Il émigre à Paris où il fréquente les cercles d'ouvriers socialistes.

---

\* Les sources des citations de K. Marx et de F. Engels ne sont indiquées que par le titre, la tomaison et la pagination. Le lecteur en trouvera dans l'encadré p. 7 la première date de parution et l'édition utilisée ici. Les références précises des ouvrages des autres auteurs sont données dans la bibliographie en fin d'ouvrage, seuls le nom de l'auteur, la date de parution et la pagination apparaissent entre crochets dans le texte.

Il devient communiste, écarte l'idéal de la fraternité socialiste ou religieuse et pense la révolution ouvrière comme libératrice de l'humanité. Il rencontre Friedrich Engels (1820-1895) qui deviendra son compagnon de lutte et de recherches futures. Expulsé en 1845 par Guizot, il s'installe à Bruxelles, y structure la Ligue des communistes, première organisation ouvrière internationale, puis rejoint Cologne (1848) pour y organiser le mouvement socialiste. À nouveau expulsé en 1849, il se réfugie à Londres où il restera jusqu'à sa mort en 1883. Souvent malade, vivant misérablement des subsides de son ami Engels, il y prépare ses ouvrages fondamentaux et, en particulier, *Le Capital*. Il participe à la fondation de la première Association internationale des travailleurs (1864), suit attentivement toutes les luttes ouvrières en Allemagne, en France (la Commune), en Russie, etc. et ne cesse de publier textes et articles pour faire prévaloir ses thèses dans le mouvement ouvrier international.

Friedrich Engels, lui aussi né en Rhénanie en 1820, appartient à une famille d'industriels filateurs. Après des études de philosophie, il fréquente les cercles des hégéliens de gauche avant de rejoindre l'une des usines familiales à Manchester. Il y découvre la misère ouvrière et ne tarde pas à se transformer en révolutionnaire socialiste. Il rédige *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* [1844]. Dans sa collaboration avec Marx, Engels, restera très discret sur ses apports, imputant à Marx toutes les découvertes théoriques. Or, que ce soit dans leur rédaction commune de *L'Idéologie allemande* [1845] ou dans le soutien théorique d'Engels à la préparation du *Capital*, le marxisme est tout autant redevable à Engels qu'à Marx. Participant lui aussi à la fondation de la I<sup>re</sup> Internationale, il en devient le dirigeant effectif et intervient dans la création des Partis socialistes européens. À la mort de Marx, Engels publie les livres II et III du *Capital* à partir des premiers textes et des notes de Marx. Il montre ses capacités d'épistémologue en indiquant dans la Préface du livre II les apports et les ruptures théoriques effectuées par Marx.

## Les influences sur Marx

Parmi les influences qui ont contribué à la formation de la pensée de Marx, la première fut d'ordre philosophique : Marx connaissait bien les œuvres d'Aristote [Vadée, 1992, p. 322 *et seq*], de Démocrite et d'Épicure (objets de sa thèse) et celles des philosophes des Lumières ; mais c'est l'œuvre de Hegel (1770-1831) qui l'influença le plus et ce d'autant qu'elle était au cœur des débats dans l'Allemagne de la jeunesse de Marx (et d'Engels). Louis Althusser date de 1845 ce qu'il dénomme la « coupure épistémologique » opérée par Marx entre ses « œuvres de jeunesse » et celles de sa maturité [Althusser, 1965]. Ce sont en particulier les *Thèses sur Feuerbach*, où Marx critique le matérialisme mécaniste de Feuerbach, qui ouvrent la voie à ce qui deviendra le matérialisme dialectique chez les continuateurs de la pensée de Marx.

La deuxième influence fut, outre la fréquentation des cercles ouvriers socialistes français en 1843-1845, la lecture des socialistes utopiques, en particulier français (Saint-Simon, Fourier, Cabet). Marx a opéré un renversement en abandonnant la vision « petite-bourgeoise » de l'égalitarisme et du retour à la petite propriété privée : la description du capitalisme devient une nécessité historique qu'accomplira la classe ouvrière dont la lutte est universelle et qui conduira au communisme libéré de tout antagonisme de classe.

La troisième influence fut celle des économistes classiques à travers la lecture des travaux d'Adam Smith (1723-1790) et de David Ricardo (1772-1823). Il y découvre la théorie de la valeur travail qu'il transforme avec la découverte de la théorie de l'exploitation empruntée à William Thompson (1775-1833) et à Saint-Simon (1760-1825). Ce sont ces éléments fondamentaux qui lui permettent d'asseoir scientifiquement dans *Le Capital* les intuitions présentes dans ses œuvres de jeunesse sur l'ineluctabilité de la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie.

Au-delà de cette filiation qui apparaît assez nettement dans l'œuvre de Marx, il y a d'autres influences, plus diffuses et moins reconnues par les commentateurs de Marx et qui relèvent des idées et des courants de pensée dominants au XIX<sup>e</sup> siècle. L'idée de progrès était tout autant partagée dans les sciences de la nature que chez les moralistes et conduisait aux thèses évolutionnistes selon lesquelles chaque organisme, qu'il soit biologique ou social, allait vers un niveau d'organisation supérieur.

À la suite des philosophes des Lumières, mais aussi de l'avancée rapide des sciences et de la nature, la croyance infinie dans la raison humaine conduisait à rechercher des lois explicatives de chacun des phénomènes sociaux et de l'histoire. Marx a succombé à cette tentation d'une loi universelle permettant d'ouvrir un monde meilleur, voire parfait.

Marx est un continent théorique qui a donné lieu à une multiplicité d'interprétations divergentes ou contradictoires avec des histoires du marxisme fort nombreuses [Kolakowski, 1987 ; Anderson, 1977 ; Farro *et al.*, 2006 ; Keucheyan, 2013]. Il en est de même des ouvrages de présentation des grands principes du marxisme [Aron 1967, 2002 ; Bensaïd, 1995 ; Combemale, 2018] ou de ses concepts essentiels [Bensussan et Labica, 1985].

## **Marx et la sociologie**

Marx a été à la fois un militant et un savant. Est-il possible de dissocier les écrits de l'un et de l'autre ? C'est ce que tente ce livre à partir du cœur scientifique de l'œuvre de Marx, en montrant, à chaque fois que c'est possible, les dérives téléologiques, là où il semble attribuer quelque finalité à l'histoire des hommes.

Cette démarche permet de répondre aux questions suivantes : que reste-t-il de la critique du capitalisme par Marx ? Comment utiliser aujourd'hui cette critique du capitalisme dans les sociétés technologiquement avancées, mais aussi dans les régions périphériques dominées ?

La sociologie inscrite dans l'œuvre de Marx, qui s'est développée ultérieurement à travers l'emprunt de concepts, bien souvent altérés, suppose que soit connue la théorie de l'exploitation (chapitre i), fondement de tout l'édifice marxien. C'est dans la manufacture, puis dans la fabrique, qu'Engels et Marx se sont le plus rapprochés des observations et des analyses relevant de ce qu'est devenue la sociologie du travail durant la seconde moitié du <sup>xx</sup>e siècle (chapitre ii). Mais ce sont des théories à peine esquissées, celle des classes sociales et celle de l'État (chapitre iii), qui ont le plus influencé la sociologie moderne (chapitre v). Enfin, au-delà de la critique de l'idéologie et de l'aliénation, le chapitre iv montre les apports de Marx à la théorie de la connaissance. La conclusion brosse un tableau rapide des influences de Marx sur la sociologie contemporaine.

### Bibliographie chronologique de Karl Marx et Friedrich Engels

MARX K., *Manuscrits de 1844* (1844), Paris, Éditions sociales, 1962.

ENGELS F., *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1844), Paris, Éditions sociales, 1973.

ENGELS F. et MARX K., *L'Idéologie allemande* (1845), Paris, Éditions sociales, 1968.

MARX K., *Misère de la philosophie* (1846), Paris, Éditions sociales, 1961.

ENGELS F. et MARX K., *Manifeste du Parti communiste* (1847), Paris, Éditions sociales, 1967.

MARX K., *Travail salarié et capital* (1847), Paris, Éditions sociales, 1985.

— *Les Luites de classes en France* (1850), Paris, Éditions sociales, 1970.

— *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), Paris, Éditions sociales, 1969.

— *Grundrisse (Fondements de la critique de l'économie politique)* (1857-1858), Paris, UGE 10/18, 1968.

— *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), Paris, Éditions sociales, 1957.

— *Salaire, prix et profit* (1865), Paris, Éditions sociales, 1985.

— *Le Capital*, livre I (1867), Paris, Éditions sociales, 1948-1950.

— *Le Capital*, livre II (1885), Paris, Éditions sociales, 1953-1960.

— *Le Capital*, livre III (1894), Paris, Éditions sociales, 1960-1970.

— *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, UGE 10/18, 1971.

— *La Guerre civile en France* (1871), Paris, Éditions sociales, 1968.

ENGELS F. et MARX K., *Critique du programme de Gotha* (1875), Paris, Éditions sociales, 1972.

ENGELS F., *Anti-Dühring* (1878), Paris, Éditions sociales, 1973.

— *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884), Paris, Éditions sociales, 1954.

Note : la seconde date est celle de l'édition utilisée dans le présent ouvrage.

## I / Théorie de l'exploitation

**L**a théorie de l'exploitation, dite aussi théorie de la plus-value (ou du surtravail), est au cœur de l'œuvre économique de Marx. C'est la raison pour laquelle ce livre commence par la présentation de cette théorie que Marx situe au cœur de sa théorie. On peut dire que Marx cherche à démontrer l'exploitation de la force de travail, quand d'autres ne font que la constater (Thompson, Saint-Simon). Comme ce chapitre peut paraître ardu au lecteur qui entre dans la pensée de Marx, il peut débiter la lecture de cet ouvrage par les autres chapitres et revenir sur la thèse fondatrice contenue dans ce premier chapitre qui explique les autres.

Les prémisses de la théorie de l'exploitation étaient déjà chez Ricardo et chez A. Smith. Selon ce dernier, le capitaliste « n'aurait pas d'intérêt à employer ces ouvriers s'il n'attendait pas de la vente de leur ouvrage quelque chose de plus que ce qu'il fallait pour remplacer ses fonds avancés pour le salaire » [Smith, 1976]. Pour que cette intuition se traduise en une théorie, Marx a été conduit à distinguer le « capital constant » (les usines, les machines, les bureaux...) du « capital variable » qui achète la force de travail, laquelle produit plus de valeur qu'elle n'en contient elle-même, comme on le verra. C'est ici l'explication du mystère de la production du surplus économique dans le capitalisme et de son développement.

Si les conséquences macroéconomiques de la théorie de la plus-value (avec la périodisation du capitalisme jusqu'à sa financiarisation) ne relèvent pas du présent ouvrage, cette théorie ne peut pas être éludée puisqu'elle fonde tout l'édifice de la sociologie marxiste. En premier lieu, elle est à l'origine des



classes sociales chez Marx, de sa thèse de leur polarisation et de l'appauvrissement de la classe ouvrière. En même temps, la découverte de la « plus-value relative » explique — à l'encontre des prévisions de Marx — pourquoi le capitalisme perdure et domine aujourd'hui toute la planète. En deuxième lieu, la théorie de l'exploitation est omniprésente dans l'étude de la fabrique, du machinisme, de la coopération, de la division du travail, de la « population excédentaire » et plus généralement du développement des inégalités (entre classes, mais aussi entre ville et campagne). En troisième lieu, la théorie de l'exploitation sous-tend l'ensemble des démonstrations sur les contradictions de classes et sur leur nécessaire issue dans le communisme débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, selon Marx.

## **De la marchandise à la théorie de la plus-value**

La question que se posait Marx semble toute simple : tout en sachant que c'est bien le travail salarié des hommes qui procure des profits au capitaliste, comment le démontrer ? C'est-à-dire comment mettre à nu le processus au cours duquel une valeur A (avant la journée de travail) donne lieu à une valeur A' (A' étant plus grand que A) après la journée de travail ? Pour ce faire, Marx se propose d'exposer d'abord ce qu'est la marchandise en général, pour en tirer une analyse radicalement nouvelle de ce qu'est la force de travail en tant que marchandise spécifique.

### *Valeur d'usage et valeur de la marchandise*

Pour parvenir à cette démonstration, Marx distingue deux types de valeurs dans les marchandises : la « valeur d'usage » et la « valeur d'échange ». Pour qu'un acheteur souhaite posséder une marchandise, il est indispensable qu'il lui trouve une utilité, un usage. En même temps, ce qui apparaît utile pour l'acheteur est nécessairement une non-utilité pour le vendeur (soit il n'en a pas l'usage, soit il en dispose en trop grandes quantités). Ainsi, il ne peut y avoir de marchandise qui ne possède pas une quelconque valeur d'usage pour l'acheteur.

Ce qui est marchandise possède une valeur d'échange qui est un niveau ou une « proportion dans laquelle des valeurs

d'usage d'espèces différentes s'échangent l'une contre l'autre » [*Le Capital*, l. I, t. 1, p. 52]. C'est-à-dire que l'on peut, par exemple, échanger une bicyclette contre deux stylos de luxe ou contre dix nuits d'hôtel, selon ses propres besoins et selon ce que les autres offreurs proposent ; ainsi, chaque marchandise a une valeur d'échange spécifique. Accessoirement, on remarquera qu'il existe nombre d'objets utiles à l'homme qui ne possèdent pas de valeur d'échange et donc qui ne sont pas des marchandises : l'air, un sol vierge, la lumière, le soleil, etc.

Une question demeure : comment se fixe le niveau de l'échange, c'est-à-dire pourquoi tel objet *a* s'échange contre tel objet *b* ou *x* objets *c* ? Selon les économistes classiques, la valeur d'échange d'un objet est déterminée par le *quantum* de travail, ou le temps de travail, dépensé pour sa production. Sachant que l'on se situe à un niveau de raisonnement abstrait (loin d'une « comptabilité réelle », d'où le concept marxien de « travail abstrait », producteur de valeur qui s'oppose au « travail concret », producteur d'utilité), on considère que les hommes malhabiles ou paresseux sont écartés de la production et l'on parle de temps moyen socialement nécessaire à la production des marchandises [p. 54-55]. De même, s'il existe différentes catégories de travail, du plus complexe au plus simple, Marx propose de ramener une quantité donnée de travail complexe à une quantité plus grande de travail simple.

On peut donc rapporter toute marchandise à une somme de travail humain ; par exemple, la fabrication d'un crayon est la somme de :

- la matière première (bois, mine et peinture) ramenée à *x* minutes de travail ;
- l'usure de la machine ramenée à *y* minutes de travail ;
- le temps du travail de l'ouvrier réalisant le crayon sur la machine.

Ainsi, toutes les valeurs d'échange des marchandises peuvent être exprimées en temps moyen de travail socialement nécessaire qui fonctionne alors comme équivalent général de toutes ces marchandises (on laissera de côté ici la question des prix qui sont la forme phénoménale de la valeur des marchandises et qui fluctuent autour de celle-ci au gré de la conjoncture ; de même, on abandonnera les questions relatives à la monnaie, trop loin de nos présentes préoccupations).

En anticipant sur les apports méthodologiques de Marx (en partie empruntés à Hegel), nous pouvons montrer ici en quoi les rapports entre valeur d'usage et valeur sont un exemple de la dialectique marxiste (cf. chapitre IV) : d'une part, ces deux catégories s'opposent dans leur spécificité et leur irréductibilité l'une à l'autre ; d'autre part, elles ne peuvent pas être pensées individuellement, c'est-à-dire l'une sans l'autre. La marchandise produite en surnuméraire est inutile pour le vendeur et utile pour l'acheteur (valeur d'usage) tout en possédant une valeur d'échange (la quantité de travail qui s'y trouve cristallisée). Alors elles constituent, ensemble, les caractéristiques fondamentales de la marchandise. Pour le vendeur (dit l'échangiste chez Marx), « la marchandise n'a aucune valeur utile immédiate ; s'il en était autrement, il ne la mènerait pas au marché. La seule valeur utile qu'il lui trouve, c'est qu'elle est porte-valeur, utile à d'autres et, par conséquent, un instrument d'échange. Il veut donc l'aliéner pour d'autres marchandises dont la valeur d'usage puisse le satisfaire. Toutes les marchandises sont des non-valeurs d'usage pour ceux qui les possèdent et des valeurs d'usage pour ceux qui ne les possèdent pas. Aussi faut-il qu'elles passent d'une main dans l'autre. Mais ce changement de main constitue leur échange et leur échange les rapporte les unes aux autres comme valeurs et les réalise comme valeurs. Il faut donc que les marchandises se manifestent comme valeurs avant qu'elles puissent se réaliser comme valeurs d'usage. D'un autre côté, il faut que leur valeur d'usage soit constatée avant qu'elles puissent se réaliser comme valeurs [d'échange] ; car le travail humain dépensé dans leur production ne compte qu'autant qu'il est dépensé sous une forme utile à d'autres » [p. 95-96].

La distinction entre valeur d'usage et valeur conduit à la distinction devenue fondamentale chez Marx entre l'« échangiste » et la « marchandise », laquelle préfigure la séparation entre l'ouvrier et la force de travail dont il est le propriétaire avant l'échange salarial. Enfin, tout échange est fondamentalement un acte social.

### *La marchandise force de travail*

L'échange de marchandises traditionnelles (c'est-à-dire autres que la force de travail) ne crée pas de valeur, même en cas de spéculation : si un acheteur A paie un objet très au-dessus

de sa valeur (c'est-à-dire par exemple nettement au-dessus de ce que le vendeur B a pu lui-même l'acheter), la quantité de valeur (ou ici d'argent) dont disposent les protagonistes n'est pas plus grande qu'avant l'échange, elle a seulement changé de poche.

En revanche, ce qui intéresse le capitaliste, c'est de trouver une marchandise susceptible de créer de la valeur : « Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir au milieu de la circulation sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer serait réaliser du travail et, par conséquent, créer de la valeur. Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique ; elle s'appelle puissance de travail ou force de travail. Sous ce nom, il faut comprendre l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles » [p. 170].

Pour que cette marchandise force de travail existe, il est indispensable qu'elle soit, comme toute autre marchandise, indépendante de son propriétaire. Autrement dit, la marchandise force de travail ne saurait exister avec l'esclavagisme ou le féodalisme dans lesquels ni l'esclave ni le serf ne disposent librement de leur force de travail puisqu'elle appartient, au même titre qu'eux-mêmes, au maître.

En même temps, le détenteur de la force de travail ne doit pas posséder lui-même ses moyens de production (comme l'artisan ou le paysan par exemple). Sinon, il reste propriétaire du produit de son travail (les marchandises) qu'il peut alors échanger et n'est donc pas contraint de vendre le seul bien qui lui appartient, à savoir sa force de travail : « La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre et libre à un double point de vue. Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre ; être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse » [p. 172].

Ces deux conditions ne sont réunies que dans des situations historiques particulières. Non seulement la division du travail doit être suffisamment développée pour que soient séparées valeur d'usage et valeur d'échange (condition d'un niveau élevé des échanges de marchandises), mais surtout il doit exister un travailleur libre (sans moyens de travail). Ces conditions ne sont réunies qu'à la fin du féodalisme avec la décomposition des structures productives féodales et avec l'arrivée des serfs en ville ou bien l'apparition d'une petite paysannerie. Ni le « communisme primitif » (hommes libres mais avec un très faible échange d'objets) ni l'esclavagisme ou le féodalisme (échange plus élevé de marchandises mais asservissement des hommes) ne réunissaient ces conditions qui caractérisent le capitalisme. Ce n'est qu'avec ce dernier système productif que la monnaie se transforme en capital achetant cette marchandise spécifique qu'est la force de travail.

Revenons à la question centrale : comment l'achat de la marchandise force de travail (durant un temps nécessairement limité : sinon nous serions encore dans l'esclavagisme ou le féodalisme) et son usage par l'acheteur lui procurent-ils plus de valeur qu'il n'en a dépensé lors de son achat ?

### *La valeur de la force de travail*

La valeur de la marchandise force de travail est, comme la valeur de toute autre marchandise, égale à la quantité de travail nécessaire à sa production : « La force de travail n'existe en fait que comme puissance ou faculté de l'individu vivant. L'individu étant donné, il produit sa force vitale en se reproduisant ou en se conservant lui-même. Pour son entretien ou pour sa conservation, il a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance. Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se résout donc dans le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance » [p. 173-174].

De plus, le capitaliste doit pouvoir trouver sur le marché une force de travail de remplacement quand une génération est usée. La valeur de la force de travail doit donc être entendue comme valeur des biens nécessaires à sa reproduction au sens large, c'est-à-dire femme et enfants compris. Enfin, les besoins à satisfaire ne peuvent être définis de manière absolue : ils

dépendent à la fois des conditions géographiques (climat en particulier) et historiques, dans lesquelles vivent les hommes. Autrement dit, la valeur de la force de travail n'est pas une grandeur absolue et dépend de ces conditions (y compris des résultats des luttes sociales pour satisfaire de nouveaux besoins) ou des exigences capitalistes pour faire fonctionner des machines de plus en plus complexes (nécessité de l'éducation, par exemple).

Ainsi, le capitaliste achète à l'ouvrier sa force de travail, durant un temps limité, à sa valeur, correspondant à la quantité de travail (par exemple, six heures de travail). Le capitaliste peut utiliser cette force de travail durant huit heures. Alors, l'employeur aura utilisé l'ouvrier pendant deux heures qu'il n'aura pas payées : on dénomme ce temps de travail non payé le « surtravail ». Durant celui-ci, il aura créé de la valeur au-delà de la valeur de la force de travail proprement dite : on appelle cette valeur créée durant le temps de surtravail « survaleur » ou « plus-value ».

Comme la valeur cristallisée sur les objets de travail appartenant au capitaliste durant le temps de travail payé, cette plus-value appartient à l'employeur. Ainsi, la valeur d'usage de la marchandise force de travail est bien spécifique : elle cristallise sur l'objet de travail appartenant au capitaliste plus de valeur qu'elle n'en contient elle-même. Telle est la réponse aux questions complexes posées précédemment : la force de travail est cette marchandise spécifique dont l'usage (la mise au travail) produit plus de valeur qu'il n'en a été payé au moment de son achat.

On peut s'interroger : pourquoi, dans notre exemple, l'ouvrier accepte-t-il de travailler huit heures s'il n'est payé que six heures ? Il l'accepte parce que la forme phénoménale du salaire masque le surtravail et la production de plus-value : tout se passe comme si le capitaliste rémunérait la journée de travail dans sa totalité tandis que la mise à nu de cette exploitation a occupé plus de deux générations d'économistes. Le mystère de l'exploitation ayant été élucidé, pourquoi les ouvriers continuent-ils d'accepter cet échange qui leur est défavorable ? En effet, si les deux échangistes, ouvrier et capitaliste, se présentent l'un à l'autre comme juridiquement égaux avant l'échange (l'un possédant la marchandise force de travail et l'autre l'argent), ils ne le sont plus après l'usage de la force de

### Marx contre Malthus

Thomas R. Malthus (1766-1834), pasteur et économiste anglais, énonce la loi naturelle selon laquelle les être vivants cherchent toujours à accroître leur espèce au-delà de la quantité de nourriture dont ils disposent. D'où la nécessité de limiter la démographie humaine pour éviter les catastrophes : c'est cette limitation de la croissance démographique qui fut dès lors appelée malthusianisme.

Selon Malthus (*Essai sur le principe de population*, 1798), les biens de subsistance croissent selon une progression arithmétique tandis que la population augmente selon une progression géométrique. Il préconise donc une contrainte morale limitant les naissances par la chasteté et le recul de l'âge du mariage. Ces mesures s'appliquent spécialement aux pauvres à la charge des paroisses et incapables de produire les richesses.

Marx réfute totalement cette thèse naturaliste en montrant que l'accroissement du nombre de pauvres dans l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle n'est que le produit historique du capitalisme : « Les intérêts conservateurs, dont Malthus était l'humble valet, l'empêchaient de voir que la prolongation démesurée de la journée de travail, jointe au développement extraordinaire du machinisme et à l'exploitation croissante du travail des femmes et des enfants, devait rendre *surnuméraire* une grande partie

de la classe ouvrière, une fois la guerre terminée et le monopole du marché universel enlevé à l'Angleterre. Il était naturellement bien plus commode et bien plus conforme aux intérêts des classes régnantes que Malthus encense, en vrai prêtre qu'il est, d'expliquer cette *surpopulation* par les lois éternelles de la nature que par les lois historiques de la production capitaliste » [*Le Capital*, I, t. 2, p. 200].

Pour Marx, il n'y a pas de loi naturelle régissant l'ajustement réciproque de la population humaine et des biens disponibles sur la planète, mais des rapports de production et d'échange satisfaisant plus ou moins bien cet ajustement. Le débat entre les thèses de Marx et celles de Malthus a repris de la vigueur dans les années 1960 à propos de l'explosion démographique dans le tiers monde. Contre les partisans de la limitation autoritaire et coercitive des naissances, les marxistes défendaient la thèse selon laquelle le progrès technique, associé à la transformation des rapports de production (le socialisme, puis le communisme), pourrait permettre l'accroissement de la population contrairement aux affirmations de Malthus. Aujourd'hui, la question se pose différemment à la fois en raison de la problématique des ressources limitées de la planète, mais surtout en raison du refus des capitalistes et des gouvernements conservateurs de faire face aux dérèglements climatiques et à l'épuisement des ressources fossiles et naturelles.

travail par le capitaliste puisque ce dernier possède maintenant un capital plus grand qu'avant l'échange.

Cette acceptation du surtravail repose d'abord sur le fait que les ouvriers ne disposent ni des moyens de production pour produire des marchandises à échanger ni des moyens

de subsistance pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, c'est-à-dire pour reproduire leur force de travail. Enfin, les ouvriers se font concurrence et, si une partie d'entre eux accepte l'exploitation, les autres sont bien contraints de l'accepter sous peine de se laisser mourir de faim. D'où la nécessité, pour les capitalistes, d'entretenir une « population excédentaire » afin de favoriser cette concurrence entre ouvriers, en employant des Irlandais dans l'Angleterre du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, puis des paysans, des femmes, des immigrés dans l'Europe du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle (cf. encadré). On retrouve ici l'importance des conditions d'émergence du capitalisme : disposer de travailleurs libres, dépourvus de moyens de production et de moyens de subsistance. En fait, cette liberté est d'autant plus pernicieuse que l'ouvrier est contraint de se présenter au capitaliste pour lui vendre sa force de travail puisque « les *conditions objectives* du travail (moyens de production) et les *conditions subjectives* de travail (moyens de subsistance) font face à l'ouvrier comme capital et sont monopolisées par l'acheteur de la force de travail » [Un chapitre inédit du Capital, p. 202-203].

### *La reproduction du rapport de production capitaliste*

Cette double caractéristique de liberté de l'ouvrier et de sa dépossession des conditions objectives et subjectives de travail est essentielle pour comprendre la nature du capitalisme et la révolution qu'elle a opérée dans les rapports de production. Par un renversement dialectique dont il est coutumier, Marx souligne l'importance de ces moyens de travail (et de ceux qui les possède) puisque, sans eux, la production de plus-value ne pourrait avoir lieu : « Au sein du *procès de travail*, ces objets ont pour seule signification d'opérer comme *moyens de réalisation du travail, valeurs d'usage du travail* : par rapport au travail vivant, ils sont matière et moyen ; par rapport au produit, ils sont moyens de production et pour autant qu'ils sont eux-mêmes déjà des produits, ils sont des moyens de créer un produit nouveau. Mais ces objets ne jouent pas ce rôle dans le *procès de travail* parce que le capitaliste les a achetés ou parce qu'ils sont la forme modifiée de son argent, mais, au contraire, il les achète parce qu'ils jouent ce rôle dans le *procès de travail* » [Un chapitre inédit du Capital, p. 151].



Ainsi, parce qu'à la fin de sa journée de travail l'ouvrier se trouve tout autant démuné qu'au début, il est contraint de recommencer l'échange de sa force de travail contre les moyens de subsistance indispensables à lui-même et à sa famille : alors la reproduction du rapport de production capitaliste est un résultat plus important que la production matérielle des marchandises, nous dit Marx.

Cette reproduction tient au fait que le produit du surtravail n'appartient qu'au capitaliste. Ce dernier, devenu possesseur de la force de travail (capacité de travail) pour un temps donné, utilise la valeur d'usage de la marchandise acquise : c'est-à-dire qu'il lui fait cristalliser du travail (d'autrui) sur des moyens de travail (objets) qui lui appartiennent. « La matière première ne fait que s'imbiber d'une certaine quantité de travail. [...] Pour autant que le procès de production n'est que *procès de travail*, l'ouvrier y consomme les moyens de production comme de simples *aliments* du travail ; en revanche, pour autant qu'il est aussi procès de valorisation, le capitaliste y consomme la force de travail de l'ouvrier en s'appropriant le travail vivant comme sang vital du capital. La matière première et l'objet du travail, en général, ne servent qu'à *absorber* le travail d'autrui, l'instrument de travail faisant office de conducteur, de véhicule dans ce procès d'absorption. En incorporant à ses éléments matériels la force de travail vivante, le capital devient un monstre animé et se met à agir "comme s'il était possédé par l'amour" » [p. 171-172].

Durant toute la journée de travail, l'ouvrier transmet ainsi, à travers son travail, de la valeur à un objet qui appartient au capitaliste. Et il lui transmet cette valeur durant la partie de la journée qui lui est payée, tout autant que pendant la partie de la journée qui ne lui est pas payée, correspondant au surtravail effectué, moment de production de la plus-value. Voilà pourquoi la valeur produite dans la journée (dont la plus-value) appartient nécessairement au capitaliste : « Le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur échangeable et en aliène la valeur usuelle. Il ne saurait obtenir l'une sans donner l'autre. La valeur d'usage de la force de travail, c'est-à-dire le travail, n'appartient pas plus au vendeur que n'appartient à l'épicier la valeur d'usage de l'huile vendue » [*Le Capital*, l. I, t. 1, p. 194].

Puisque échange marchand il y a, tandis que la valeur d'usage de la force de travail est de produire de la valeur, celle-ci est aliénée pour le vendeur, au grand bénéfice de l'acheteur. Ainsi, l'ouvrier crée une valeur, mais une valeur étrangère à lui-même puisqu'elle lui échappe en tant que travail cristallisé sur un objet qui ne lui appartient pas durant un temps de travail qu'il a cédé au capitaliste. Ici, c'est donc bien le produit du travail de l'ouvrier qui lui est aliéné. Par extension et sachant que l'ouvrier est contraint de vendre sa force de travail pour survivre, on parle non plus de travail aliéné, mais de travailleur aliéné : cette acceptation extensive du concept d'aliénation n'est pas présente chez Marx ; elle est la création de commentateurs ultérieurs.

Marx montre la puissance dominatrice du capital, et plus particulièrement des conditions objectives et subjectives de travail qui se dressent face à l'ouvrier. Par sa démarche dialectique (cf. chapitre IV), il inverse les rapports entre vendeurs et acheteurs : « En réalité, l'acheteur de la capacité de travail n'est que la personnification du travail *objectivé* dont une fraction est cédée à l'ouvrier sous forme de moyens de subsistance pour que la force vivante du travail s'incorpore à l'autre fraction et qu'au moyen de cette incorporation le capital se conserve tout entier et croisse même au-delà de sa masse initiale. Ce n'est pas l'ouvrier qui acquiert les moyens de subsistance et de production, *ce sont les moyens de subsistance qui achètent l'ouvrier*, afin d'incorporer sa force de travail aux moyens de production » [Un chapitre inédit du Capital, p. 165]. D'où la personnification des objets et la réification des personnes qui constituent un autre résultat important du développement du capital [p. 250].

Dans le procès d'exploitation, dit aussi procès de production de la plus-value, chaque cycle est un processus de valorisation du capital : une somme d'argent A devient A' après l'achat de la marchandise M force de travail et sa mise en œuvre. En résumant ce procès : A–M–A' suivi de A'–M–A'', lui-même suivi de A''–M–A''', on signifie bien sûr l'accroissement permanent de A, mais aussi indirectement la nécessité, à chaque cycle, de trouver une nouvelle force de travail pour cristalliser du travail sur les conditions objectives de travail possédées par le capitaliste. Autrement dit, la reproduction du rapport capitaliste de production n'est pas seulement une reproduction

simple (l'ouvrier sans moyens de subsistance ni moyens de production doit retourner vendre sa force de travail chaque jour), mais c'est aussi une reproduction élargie qui met en œuvre à chaque fois un capital accru et de nouvelles forces de travail. Le travail ne produit donc pas seulement — en opposition à lui-même et à une échelle sans cesse élargie — les conditions de travail sous forme de capital, lequel produit à son tour, sur une échelle toujours élargie, les travailleurs salariés productifs dont il a besoin. Le travail produit ses propres conditions de production comme capital et le capital produit le travail, sous forme salariée comme moyen de le réaliser comme capital.

« La production capitaliste n'est pas seulement reproduction du rapport, elle en est la reproduction à une échelle toujours plus large. [...] La *croissance du capital* va donc de pair avec *l'augmentation du prolétariat* : ce sont deux produits jaillissant aux pôles opposés d'un seul et même procès » [p. 260-261]. C'est ici, en filigrane, la thèse de la polarisation des classes sociales à partir de la théorie de la production de la plus-value (cf. chapitre III).

## Les différents types de plus-values

### *Taux de plus-value et plus-value absolue*

Après avoir mis en évidence la production de plus-value (c'est-à-dire l'exploitation), on peut s'interroger sur sa quantité produite par unité de temps travaillée. Par exemple, dans une journée de travail de huit heures, quel est le temps de travail nécessaire, c'est-à-dire quelle est la durée pendant laquelle l'ouvrier produit la valeur nécessaire à son entretien (qui correspond donc à la valeur de la force de travail) et quel est le temps de surtravail pendant lequel il produit de la plus-value ? Ce ratio dépend largement des conditions historiques, sociales, voire géographiques. Le taux de plus-value (ou taux d'exploitation) s'évalue à partir du temps de travail non payé (plus-value ou *pl*) rapporté au temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, dit capital variable (*v*). Il s'exprime sous la forme  $\frac{pl}{v}$ .

On distingue le taux de plus-value  $\left(\frac{pl}{v}\right)$  du taux de profit, lequel est le rapport de la plus-value à la somme des capitaux avancés, soit la somme du capital variable  $v$  et du capital constant  $c$  (machines, usines, bureaux, etc.) ; le taux de profit est donc  $\frac{pl}{(v+c)}$ . La recherche du taux de plus-value le plus élevé passe par l'accroissement de  $pl$  ou par la réduction de  $v$ .

S'il est impossible de réduire  $v$ , c'est-à-dire si la valeur d'échange de la force de travail est incompressible à un instant donné, le capitaliste tente d'allonger la journée de travail sans accroître ses dépenses  $v$  correspondant à l'achat de la force de travail. C'est ce que Marx appelle l'augmentation du taux de plus-value par accroissement de la plus-value absolue, c'est-à-dire par l'allongement non payé de la journée de travail<sup>1</sup>.

### *La plus-value relative*

Dans d'autres situations historiques, l'employeur peut accroître son taux de plus-value  $\left(\frac{pl}{v}\right)$  à travers une réduction de  $v$ , c'est-à-dire à travers un abaissement de la valeur d'échange de la force de travail  $v$ . Cette réduction peut avoir lieu à travers une réduction de salaire imposée par la force par un employeur isolé : les ouvriers auront tôt fait d'aller travailler ailleurs, dans la mesure du possible. Plus généralement, les capitalistes, ou une entente entre capitalistes, ne peuvent réduire la valeur d'échange en deçà d'un certain niveau qui correspond au temps de travail socialement nécessaire pour fabriquer les biens indispensables à la reproduction de la force de travail : « La valeur de ces subsistances détermine la valeur journalière de sa force et la valeur de celle-ci détermine la durée quotidienne de son travail nécessaire. [...] Cela une fois admis, le temps de travail nécessaire à l'entretien de l'ouvrier ne peut pas être abrégé en abaissant son salaire au-dessous de la valeur de sa force, mais seulement en réduisant cette valeur même. Les limites de la journée étant données, la prolongation du surtravail doit résulter de la contraction du temps de travail nécessaire » [*Le Capital*, I, t. 2, p. 8-9].

1 Dans les sociétés contemporaines, cet allongement de la journée de travail peut être rémunéré, mais il est toujours moins coûteux que les heures de travail normales.

Celle-ci, c'est-à-dire la réduction de  $v$ , peut tout simplement avoir lieu à travers la baisse de la valeur des biens entrant dans la reproduction de la force de travail : cette baisse peut être réalisée par l'importation de biens à meilleur marché (d'où l'intérêt des capitalistes anglais au XIX<sup>e</sup> siècle à supprimer les barrières douanières freinant les importations de blé américain ; aujourd'hui l'importation à bas coût des vêtements et des produits agricoles bruts en Europe ou en Amérique du Nord jouent le même rôle), ou par la production à meilleur marché de ces biens, à partir d'une amélioration de la force productive du travail. Cette amélioration peut provenir de changements techniques ou de réorganisation du travail, voire des deux à la fois.

On appelle « *plus-value relative* la plus-value qui provient de la réduction du temps de travail nécessaire et du changement correspondant dans la grandeur relative des deux parties dont se compose la journée. [...] Quand un capitaliste, en accroissant la force productive du travail, fait baisser le prix des chemises, par exemple, il n'a pas nécessairement l'intention de faire diminuer par là la valeur de la force de travail et d'abrégé ainsi la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même ; mais, au bout du compte, ce n'est qu'en contribuant à ce résultat qu'il contribue à l'élévation du taux général de la plus-value » [p. 9-10].

### *La plus-value extra*

En mettant à nu l'importance des changements techniques et organisationnels pour réduire le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, on est conduit à s'intéresser à la mise en œuvre de l'innovation et à sa généralisation. En situation de concurrence, tout capitaliste cherche à réduire ses coûts par des améliorations techniques ou organisationnelles. Supposons que, dans une journée de travail, un ouvrier produise huit pièces valant chacune 100 euros se décomposant en 50 euros correspondant au travail cristallisé et 50 euros aux matières premières et à l'usure des moyens de production. Si un changement organisationnel ou une amélioration technique quasi gratuite permet au même ouvrier de produire maintenant seize pièces, la valeur de chaque pièce sera de 75 euros, correspondant aux mêmes 50 euros de matières

premières et d'usure des machines, additionnés de 25 euros de travail cristallisé : l'ouvrier fabriquant deux fois plus de pièces en une journée, il cristallise deux fois moins de travail sur chaque pièce (cf. tableau ci-dessous).

Cette nouvelle pièce valant 75 euros peut être vendue 90 euros sur le marché toujours caractérisé par l'ancienne norme de production. Non seulement le capitaliste trouvera facilement acquéreur, mais il bénéficie d'un avantage de 15 € par pièce que l'on dénomme plus-value extra. Cette situation n'est pas durable, et le capitaliste sera bientôt rattrapé ou dépassé par ses concurrents. On comprend toutefois :

- l'intérêt qu'il rencontre à innover pour bénéficier de la plus-value extra ;
- que l'innovation doit nécessairement se généraliser sous peine de voir disparaître les concurrents refusant l'innovation ;
- que la conséquence générale du phénomène est la réduction permanente de la valeur des produits.

Autrement dit, la recherche d'une plus-value extra, momentanée et toujours recommencée, participe, à travers la réduction du temps socialement nécessaire à la production de toute marchandise, à l'abaissement de la valeur d'échange de la force de travail qui consomme cette marchandise donc à l'accroissement de la plus-value relative.

Ainsi, la thèse de la plus-value relative mêle étroitement l'amélioration de la productivité du travail, grâce au développement des techniques productives (ou forces de production), et la nature capitaliste des rapports de production (production de plus-value extra dans la concurrence). Nous sommes au cœur d'un autre apport de Marx : la contradiction entre rapports de production et forces productives.

	Nombre de pièces produites par jour	Part de $v$ cristallisée sur chaque pièce	Valeur d'une pièce $= v + c$	Prix de vente	Plus-value extra
Situation A	8	$400 \text{ €} / 8 = 50 \text{ €}$	$50 \text{ €} + 50 \text{ €} = 100 \text{ €}$	100 €	–
Situation B	16	$400 \text{ €} / 16 = 25 \text{ €}$	$50 \text{ €} + 25 \text{ €} = 75 \text{ €}$	90 €	$90 \text{ €} - 75 \text{ €} = 15 \text{ €}$

## La contradiction entre forces productives et rapports de production

Dès *L'Idéologie allemande* [1845], Marx et Engels expliquent que « tous les conflits de l'histoire ont leur origine dans la contradiction entre les forces productives et le mode d'échange » [p. 91]. Dans ce texte, « mode d'échange » signifie approximativement ce qui deviendra plus tard chez Marx le concept de « rapports de production », dans lesquels se noue l'échange de la force de travail pour son usage (produire plus de valeur qu'elle n'en contient elle-même). Le concept de « forces productives » (ou « forces de production ») rassemble les forces productives matérielles (machines, outils, techniques productives en général, y compris les sciences) et les forces productives humaines, c'est-à-dire la force de travail.

Les rapports de production mettent en relation la force de travail et les forces productives matérielles (le capital), dénommées aussi les moyens de travail. La combinaison de deux termes, rapports de production et forces productives, constitue un mode de production dont Marx a dressé la liste dans l'histoire : modes de production esclavagiste, asiatique, féodal, capitaliste... Cette liste n'est pas exhaustive puisque certains textes font état d'un mode de production germanique qui aurait précédé le féodalisme dans des régions d'Europe centrale. Surtout, le passage d'un mode de production à un autre ne se fait pas de façon linéaire et simple, c'est-à-dire que l'histoire de chaque formation économique et sociale ne comporte pas nécessairement le passage par tous les modes de production : l'histoire est différente dans chacune des formations sociales réelles.

### *De la non-correspondance à la contradiction*

Dans la préface à la *Critique de la contribution à l'économie politique* [1859], Marx parle de « correspondance » entre rapports de production et forces productives : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. »



Mais cette correspondance entre les deux termes n'a lieu qu'à certains moments de l'histoire, durant des périodes d'équilibre et de stabilité. Cette correspondance exceptionnelle signifie une non-correspondance généralisée, c'est-à-dire des tensions entre les deux termes, en un mot des contradictions qui sont le moteur de l'histoire : « Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui ont fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination » [*Manifeste du Parti communiste*, p. 39].

Ce texte a souvent été interprété comme exprimant une détermination des rapports de production par les forces productives : ici, tout se passe comme si le développement rapide du machinisme conduisait à l'éclatement des rapports de production bourgeois, c'est-à-dire à la révolution : « Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires [...]. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables » [p. 40-41 et p. 52].

Le caractère messianique de la chute finale tient largement à la nature politique du *Manifeste du Parti communiste* : le développement des forces productives par le capitalisme conduira à sa perte car les rapports de production bourgeois ne sont pas en mesure de contenir les résultats de la production elle-même : « Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant

par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. À quoi cela aboutit-il ? À préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir » [p. 40].

Ce développement donnera lieu, chez les marxistes du <sup>xx</sup>e siècle, à la thèse de la contradiction entre le caractère privé de la propriété des moyens de production dans le capitalisme et la socialisation toujours plus poussée des forces productives : les sciences et les techniques productives impliquent de plus en plus de personnes et de branches de l'économie nationale et internationale pour la production des marchandises même les plus simples, tandis que la plus-value continue à échapper à la force de travail pour s'accumuler à l'autre pôle.

### *Le rejet de la détermination simple*

La thèse de la détermination des rapports de production par les forces productives a été aussi accréditée par la fameuse phrase de Marx, souvent citée en dehors de son contexte : « Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel » [*Misère de la philosophie*, p. 119].

En fait, la détermination n'est pas à sens unique et tous les travaux de Marx sur l'émergence des commerçants dans le féodalisme qui s'emparent des applications techniques nouvelles (métiers à tisser, machine à vapeur...) montrent que la transformation rapide des techniques a lieu sous l'impulsion de rapports de production eux-mêmes en pleine évolution : des commerçants devenant capitalistes instaurant de nouveaux rapports de production qui dominent peu à peu toute la formation sociale. « L'ancien mode d'exploitation féodal ou corporatif de l'industrie ne suffisait plus aux besoins qui croissaient sans cesse à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture prit sa place [...]. Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse : la demande croissait toujours. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors, la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture : la moyenne bourgeoisie manufacturière céda la place aux

millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes » [*Manifeste du Parti communiste*, p. 30-31].

Voici en quoi la bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les conditions de la production, c'est-à-dire tous les rapports sociaux » [p. 35]. Ici, la boucle se ferme : la bourgeoisie (entendons la classe dominante, acteur dans les rapports de production capitalistes) révolutionne les forces productives (à la fois les instruments de production et la force de travail) qui à leur tour transforment la totalité sociale, y compris les rapports de production.

Marx rejette ici les schémas classiques de la causalité simple pour envisager une sorte de spirale ascendante (le développement du capitalisme) dans laquelle rapports de production et forces productives se transforment, se développent, tandis que les modifications de l'un des termes accélèrent les mutations de l'autre. Autrement dit, Marx ne pense pas l'un des termes isolément : il les conçoit dans leur unité contradictoire (le mode de production avec ses tensions internes). De même, et en raison de ces tensions, de cette non-correspondance, de cette contradiction entre les deux termes, les transformations ou l'évolution du mode de production ne sauraient être linéaires : Marx fait état des énormes gaspillages lors de chaque crise de surproduction [*Manifeste du Parti communiste*, p. 39].

La démarche qui consiste à penser en même temps deux éléments en tension parce que leur rapport est producteur de faits nouveaux et de changements, c'est-à-dire le rejet d'une pensée analytique qui sépare, se retrouve dans le texte suivant sur les rapports entre infrastructure et superstructure : « L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. [...] Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le

bouleversement matériel — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques » [*Contribution à la critique de l'économie politique*, préface, p. 4].

Ce texte, maintes fois cité, a pu conduire à des interprétations mécanistes, y compris avec le soutien d'Engels qui, pour des raisons pédagogiques, a divisé la formation sociale en divers niveaux ou instances : l'économique, le politico-juridique et l'idéologique, que l'on pourrait compléter par un découpage plus exhaustif.

### *Le débat moderne sur la détermination*

Dans les années 1970, Nicos Poulantzas est venu conforter ce découpage analytico-structuraliste, pour compléter la détermination marxienne de la superstructure par l'infrastructure économique : « Le type d'unité qui caractérise un mode de production est celui d'un tout complexe à dominance, en dernière instance, de l'économique : dominance en dernière instance à laquelle on réservera le terme de détermination. [...] Il s'agit d'un type de rapport, à l'intérieur duquel la structure à détermination du tout commande la constitution même — la nature — des structures régionales, en leur assignant leur place et en leur distribuant des fonctions : les rapports qui constituent ainsi chaque niveau ne sont jamais simples, mais surdéterminés par les rapports des autres niveaux » [Poulantzas, 1971, p. 8].

Ainsi, la détermination de l'économique sur les autres niveaux s'accompagne d'une surdétermination de ces derniers sur chacun des éléments de l'édifice. Par exemple, l'idéologique agit sur le politique, lequel ne manque pas, à son tour, d'avoir des effets sur l'économique (par exemple la politique économique keynésienne de l'État).

Raymond Aron critique assez sévèrement ce recours à la magie dialectique : « On voudrait trouver une formule intermédiaire entre la détermination de l'ensemble de la société par l'infrastructure — proposition réfutable — et le conditionnement qui n'a pas grande signification. Comme d'habitude en pareil cas, la solution miraculeuse est la solution dialectique. Le conditionnement est dit dialectique et on pense avoir franchi un pas décisif » [Aron, 1967, p. 185].

Pour débattre des rapports entre infrastructure et superstructure dans l'unité contradictoire des rapports de production et de l'état des forces productives, on ne peut que souligner la diversité de nature de ces dernières pour ne pas avoir à recourir au miracle de la dialectique. En effet, les forces productives appartiennent elles-mêmes à la totalité des instances énumérées précédemment. Les forces productives matérielles (machines, usines, outillage, laboratoires...) relèvent de l'économie mais elles sont la cristallisation de connaissances scientifiques et techniques qui en font leur essence même et qui appartiennent à la superstructure. On remarquera que les installations de production (machines complexes, organisations entre bureaux et ateliers, etc.) figent et cristallisent aussi la division du travail [Durand et Merrien, 1991, p. 47-55 ; Lojkine, 1992, chapitres II et III] directement issue des rapports de production : raison de plus pour penser en même temps forces productives et rapports de production.

Les forces productives humaines transgressent encore un peu plus la distinction entre infrastructure et superstructure : d'un côté, l'usage de la force de travail crée de la valeur et de la plus-value (résultats éminemment économiques), mais la quantité de plus-value (en particulier extra, puis relative) dépend étroitement de facteurs culturels (niveau de connaissance), idéologiques (motivation au travail), voire physiques, qui relèvent de l'État (fatigue liée à la qualité de l'habitat ou des transports en commun, donc des politiques publiques).

De même, les rapports de production et d'échange, composante centrale de la base économique, sont étroitement régis par le droit : le droit de propriété des biens de production industriels et de services, qui peut être perçu comme la manifestation des rapports de production, mais garantissant leur reproduction, en particulier dans l'État de droit. Mais aussi le droit commercial, qui gouverne les échanges, et surtout le droit du travail, qui règle les conditions d'usage de la force de travail et bien souvent son prix. Enfin, on ne peut séparer la sphère de la circulation des marchandises (pour que la valeur et la plus-value soient réalisées) du cycle de leur production. La sphère de circulation des marchandises, qui participe à la reproduction de la force de travail, est donc aussi celle de la consommation, c'est-à-dire des choix personnels (dans des

limites évidentes), de l'individualité, de la subjectivité, travaillés par l'idéologie et la culture.

Ce sont autant de raisons qui conduisent à écarter les interprétations mécanistes et univoques des rapports entre infrastructure et superstructure. Ces catégories ne possèdent chez Marx et Engels que des vertus pédagogiques et ne participent pas de leur démarche théorique. Au contraire, toute la pensée de Marx, dans ses longs développements du *Capital*, vise à écarter la démarche disjonctive qui sépare les éléments d'un tout complexe et les analyse un à un. La pensée de Marx est celle de l'imbrication des processus, comme on va le voir à nouveau dans sa sociologie de la fabrique.

## **II / Vers une sociologie du travail**

**S**i la théorie de l'exploitation est au cœur des écrits de Marx, le travail, qui en est le support, se trouve nécessairement aux premiers rangs des préoccupations marxiennes. En même temps, Marx a souvent été présenté comme le « penseur de la technique ». Travail et technique, tels qu'ils ont été abordés par Marx, ont été à l'origine de la sociologie du travail après la Seconde Guerre mondiale, en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Allemagne ou en Italie.

Les représentations du travail chez Marx éclairent sa conception des rapports entre les hommes et la nature. Comme ses contemporains, il analyse les différentes formes de division du travail et leur rôle dans l'histoire. Il se fait aussi sociologue, après Engels, pour décrire la manufacture, les conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière, en particulier britannique. Concurrence entre ouvriers, coopération et division du travail se combinent pour accroître l'efficacité du système productif.

Les analyses marxiennes du changement technique, du machinisme à l'automatisation, restent d'actualité : paradoxalement, le développement de l'efficacité technique favorise l'intensification du travail, l'allongement de sa durée et l'exclusion de la force de travail de la sphère de production.

### **La place du travail dans l'humanité**

Pour Marx, le travail est une médiation entre l'homme et la nature dans laquelle l'homme, par son activité, s'approprie

la nature et ses éléments. C'est-à-dire que l'homme, à travers le travail, cherche à domestiquer et à dominer la nature. Nous sommes donc loin des conceptions extrême-orientales des rapports de l'homme à la nature caractérisées par une recherche de l'harmonie. Chez Marx, comme chez nombre de ses contemporains, cette domination peut avoir lieu dans le registre de la violence et elle est animée par la raison qui ne lui fixe aucune limite. C'est dans le communisme, présenté comme un aboutissement de l'histoire où règne la raison, que se résout le conflit entre l'homme et la nature : « Ce communisme en tant que naturalisme achevé = humanisme, en tant qu'humanisme achevé = naturalisme ; il est la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme, la vraie solution de la lutte entre existence et essence » [*Les Manuscrits de 1844*, p. 87].

### *Travail et dialectique*

À travers le travail et sa recherche de l'appropriation de la nature, l'homme la transforme en permanence. Ce faisant, il se transforme lui-même. La conception du travail comme ensemble de rapports dialectiques entre l'homme et la nature se trouve concentrée dans le passage suivant du *Capital* : « Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même, vis-à-vis de la nature, le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillent » [*Le Capital*, I, I, t. 1, p. 180-181].

Ainsi, quoique l'homme appartienne à la nature, il s'en distingue profondément et son travail n'a plus rien à voir avec celui du règne animal : « Une araignée fait des opérations qui ressemblent à celles du tisserand et l'abeille confond par la structure de ses cellules de cire l'habileté de plus d'un architecte. Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans



l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles ; il y réalise du même coup son propre but dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action auquel il doit subordonner sa volonté. Et cette subordination n'est pas momentanée. L'œuvre exige pendant toute sa durée, outre l'effort des organes qui agissent, une attention soutenue, laquelle ne peut elle-même résulter que d'une tension constante de la volonté » [p. 182].

L'imagination, la conscience ou la volonté sont autant de qualités spécifiquement humaines qui font du travail une spécialité de l'homme. Animal social, l'homme est d'abord un travailleur.

### *La domination de l'homme sur la nature*

Dans leur recherche de la domination de la nature, les hommes s'organisent et entrent en des relations particulières. Cette organisation du travail pour la domination de la nature repose fondamentalement sur la division du travail. Historiquement, celle-ci fut d'abord technique (chasse, pêche, cueillette...), puis sociale avec l'apparition lente de la propriété privée. Dans l'histoire, la division du travail, le recours à de nouvelles techniques et l'évolution des formes de propriété se confortent. La division du travail participe à la désagrégation et à la constitution des groupes sociaux, des classes et des fractions de classes. Autrement dit, si le travail est médiation entre les hommes et la nature, les hommes s'organisent et se constituent en classes à l'occasion de leur tentative de dominer la nature. Ainsi, non seulement le travail humain a ses effets sur la nature (et sur le développement de l'homme lui-même), mais il est aussi au cœur des transformations du social.

À partir de ce double point de vue, Marx fait du travail une valeur positive pour l'humanité. Certes, le travail est aliéné dans le capitalisme, au sens où le résultat du travail (la création de valeur) n'appartient pas à son producteur, l'ouvrier, mais au détenteur du capital qui a fait travailler l'ouvrier. Mais, selon Marx, cette situation n'est que provisoire et le communisme redonnera au prolétaire toute la jouissance des résultats de son travail. Alors le travail reprendra son sens perdu, celui de la libération de l'homme des contingences que la nature lui impose.

Pourtant, cette vision libératrice de l'humanité par le travail mérite d'être amendée par d'autres écrits de Marx lui-même. Car si, globalement, le travail libère l'homme des tyrannies naturelles, Marx donne au temps libre des vertus d'épanouissement de l'individu que le travail ne possède pas : « Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs » [*Manifeste du Parti communiste*, p. 57].

Dans ce passage, le travail accumulé, c'est-à-dire le surplus économique, ne vise pas la reproduction des rapports de production (comme dans le capitalisme), mais l'enrichissement et l'embellissement de l'existence des hommes, soit aussi la possibilité de s'adonner à leurs plaisirs et à leurs joies : ce qui laisse à penser que ces derniers ne résident pas nécessairement dans le travail comme une morale marxiste (issue de la laïcité de Jules Ferry ?) l'a affirmé durant tout le xx<sup>e</sup> siècle.

Le travail, libérateur de l'humanité à l'échelle de l'histoire, peut donc aussi être pensé comme monotone et rebutant dans son exercice quotidien : la société à venir (le communisme) pourrait alors lui faire une place aussi réduite que possible (grâce au développement des techniques), au bénéfice d'autres activités individuelles ou sociales d'épanouissement des individus.

## **Division du travail et coopération**

L'accroissement de l'efficacité du travail des hommes et l'amélioration de l'utilisation des techniques constituent deux voies complémentaires à travers lesquelles le capitaliste améliore sa position dans la concurrence et plus généralement augmente la plus-value issue du procès de production : on retrouve ainsi les concepts de plus-value extra (face à la concurrence) et de plus-value relative (réduction des coûts des biens entrant dans la reproduction de la force de travail). Toute la problématique de la division du travail, sociale d'une part et technique d'autre part, dans l'industrie, interroge les modalités de l'accroissement de l'exploitation capitaliste.

Dans sa sociologie du travail, Marx combine l'analyse macrosociologique (la division sociale du travail) à l'analyse

microsociologique (la division de détail du travail, division technique, que l'on dénommerait aujourd'hui parcellisation des tâches). Il adopte un point de vue diachronique, celui de l'évolution des sociétés, en montrant le rôle de la division du travail dans les transformations des formes de propriété et dans le passage d'un mode de production à l'autre ; cette approche historique donne quelques pages sur l'évolution des rapports ville/campagne en étroite symbiose avec les transformations de la division du travail. Marx nous propose un va-et-vient incessant entre les modifications du travail et les changements techniques ou bien entre la division de détail (technique) du travail et la coopération entre les ouvriers. C'est ici un exemple de la mise en œuvre de sa méthode dialectique. Tous ces thèmes entrecroisés parcourent son œuvre, en particulier *L'Idéologie allemande*, la *Contribution à la critique de l'économie politique*, les *Grundrisse*, mais c'est dans *Le Capital* que l'on en trouve l'expression achevée, en particulier dans le tome 2 du livre I.

### *La division sociale du travail*

Historiquement, la division sociale du travail provient de l'échange entre sphères de production différentes et indépendantes les unes des autres : des communautés vivant dans des environnements naturels différents échangeaient leurs surplus. Toute l'histoire est faite de ces échanges entre artisanat et agriculture ou entre ville et campagne, qui accélèrent les processus de division sociale du travail. D'une part, les échanges appellent eux-mêmes de nouvelles productions à échanger, ce qui accroît les spécialisations dans le travail pour le rendre plus efficace ; d'autre part, la séparation puis l'opposition ville/campagne nécessitent une organisation plus complexe qui multiplie les nouvelles fonctions sociales jusqu'à diviser la société en classes (cf. encadré).

Dans les villes, la séparation des fonctions commerciales et des fonctions industrielles constitue un degré nouveau dans la division sociale du travail. L'apparition d'une classe de commerçants, puis l'extension de ses activités au-delà des abords immédiats de la ville accélère la demande de biens manufacturés. Les échanges entre villes accroissent la diffusion des techniques nouvelles et conduisent à la spécialisation productive des villes. Celle-ci a ensuite pour conséquence le

développement des manufactures, branches de la production qui échappent aux corporations.

Le début des manufactures (xv<sup>e</sup>-xvii<sup>e</sup> siècles selon les pays) correspond à une période de vagabondage née de la disparition des groupes armés de la féodalité et du renvoi des armées levées par les rois contre des vassaux infidèles. Par ailleurs, l'amélioration de l'agriculture et la transformation en pâturages de larges zones de terres de culture libèrent la main-d'œuvre agricole.

Non seulement le féodalisme est définitivement détruit, mais l'industrie utilise la main-d'œuvre qu'il a libérée. La ville, hier dominée par la campagne, prend sa revanche sur celle-ci tandis que l'industrie se transforme elle aussi radicalement. La concentration du commerce et de la manufacture dans un seul pays, l'Angleterre, créa peu à peu ce qui pourrait s'apparenter à un marché mondial. La manufacture ne pouvant plus répondre à la demande en raison des limites de ses forces productives industrielles, la grande industrie naquit, utilisant de façon plus poussée le machinisme et la division du travail.

La création de la grande industrie renforce la division technique du travail. De fait, cette dernière n'existe que là où la division sociale elle-même est déjà parvenue à un certain degré de développement. Leurs liens intrinsèques et leur nécessaire contemporanéité les font souvent se confondre l'une avec l'autre. Il y a pourtant, malgré leurs nombreuses analogies, une différence d'essence. Dans la division sociale du travail, les différents producteurs individuels créent des marchandises qu'ils échangent tandis que les travailleurs parcellaires de l'industrie (division technique du travail) ne produisent pas de marchandises : ce n'est que leur produit collectif qui devient marchandise. Si l'analogie réside dans leur complémentarité (l'éleveur, le tanneur et le cordonnier dans la division sociale du travail ; le traceur, le coupeur et l'assembleur du cuir dans la division technique) ou dans la concurrence qu'ils se livrent, les acteurs de l'une ou de l'autre participent à des constructions et des logiques sociales totalement étrangères.

La division manufacturière du travail associe un nombre croissant d'ouvriers à la fabrication d'un même objet en quantité toujours plus grande en vue d'en abaisser le prix. Ainsi, elle ne peut être pensée sans son contraire, la coopération, qui est aussi son corollaire.

### L'opposition ville/campagne

« La plus grande division du travail matériel et intellectuel est la séparation de la ville et de la campagne. L'opposition entre la ville et la campagne fait son apparition avec le passage de la barbarie à la civilisation, de l'organisation tribale à l'État, du provincialisme à la nation et elle persiste à travers toute l'histoire de la civilisation jusqu'à nos jours (Ligue contre la loi sur les blés). L'existence de la ville implique du même coup la nécessité de l'administration, de la police, des impôts, etc., en un mot, la nécessité de l'organisation communale, partant de la politique en général. C'est là qu'apparut pour la première fois la division de la population en deux grandes classes, division qui repose directement sur la division du travail et les instruments de production. Déjà, la ville est le fait de la concentration de la population, des instruments de production, du capital, des plaisirs et des besoins, tandis que la campagne met en évidence le fait opposé, l'isolement et l'éparpillement. L'opposition entre la ville et la campagne ne peut exister que dans le cadre de la propriété privée. Elle est l'expression la plus

flagrante de la subordination de l'individu à la division du travail, de sa subordination à une activité déterminée qui lui est imposée. Cette subordination fait de l'un un animal des villes et de l'autre un animal des campagnes, tout aussi bornés l'un que l'autre et fait renaître chaque jour à nouveau l'opposition des intérêts des deux parties. Ici encore le travail est la chose capitale, la puissance *sur* les individus et aussi longtemps que cette puissance existera, il y aura aussi une propriété privée. L'abolition de cette opposition entre la ville et la campagne est l'une des premières conditions de la communauté et cette condition dépend à son tour d'une masse de conditions matérielles préalables que la simple volonté ne suffit pas à réaliser, comme tout le monde peut le constater du premier coup d'œil. (Il faut que ces conditions soient encore développées.) On peut aussi saisir la séparation de la ville et de la campagne comme la séparation du capital et de la propriété foncière, comme le début d'une existence et d'un développement du capital indépendants de la propriété foncière, comme le début d'une propriété ayant pour seule base le travail et l'échange » [*L'idéologie allemande*, p. 80-81].

### La coopération

Marx distingue la coopération simple, rencontrée dans la manufacture, et la coopération complexe qui caractérise la grande industrie avec ses machines-outils. Les principes essentiels de la seconde se trouvent dans la première, qu'il est plus facile d'analyser tant elle est clairement exposée à notre regard dans la manufacture.

En rassemblant les ouvriers sous un seul toit, dans un seul atelier, le capitaliste réduit ses investissements : un bâtiment

abritant vingt ouvriers coûte moins cher à la construction et en entretien que dix bâtiments où travaillent deux ouvriers. Cette économie réalisée en matière de bâtiment (à laquelle on ajoutera, dans la grande industrie, des économies en machines et en énergie) signifie une réduction des coûts des marchandises produites, c'est-à-dire un abaissement du coût de la force de travail et donc une augmentation de la plus-value relative ; elle participe aussi à une augmentation des taux de profit puisque le capital constant y est plus réduit qu'avec la dispersion des ouvriers dans dix bâtiments.

La coopération augmente l'efficacité du travail individuel : si des ouvriers isolés ne peuvent réaliser une tâche, leur association le permet facilement ; c'est à travers leur coopération que des ouvriers soulèvent un fardeau, tournent les manivelles ou déplacent les obstacles. En effet, « il s'agit non seulement d'augmenter les forces productives individuelles, mais de créer par le moyen de la coopération une force nouvelle ne fonctionnant que comme force collective » [*Le Capital*, I. I, t. 2, p. 19]. La coopération transforme les capacités individuelles de travail en un travailleur collectif dont l'efficacité est bien plus grande que la somme des efficacités individuelles. Par exemple, vingt ouvriers couvreurs garnissent un toit en dix jours en montant individuellement les tuiles par paquets de cinq ; s'ils y travaillent ensemble et se passent les tuiles sur l'échelle, ils le réaliseront en seulement six journées : le collectif de travail accroît son efficacité non seulement par la combinaison de ses forces individuelles, mais parce qu'il a des yeux et des mains par-devant et par-derrrière, qu'il veille à tout et qu'il est présent partout.

Le travailleur collectif intervient en plusieurs points simultanément, ce qui réduit les délais de réalisation : l'agriculture, mais aussi les industries saisonnières recourent généralement à la coopération ouvrière pour réaliser dans un court laps de temps, les travaux spécifiques qui sont les leurs. « Comparée à une somme égale de journées de travail individuelles et isolées, la journée de travail combinée rend plus de valeur d'usage et diminue ainsi le temps nécessaire pour obtenir l'effet voulu. [...] La force productive spécifique de la journée combinée est une force sociale du travail ou une force du travail social. Elle naît de la coopération elle-même. En agissant conjointement avec d'autres dans un but commun et d'après un plan concerté, le

travailleur efface les bornes de son individualité et développe sa puissance comme espèce » [p. 21-22].

La coopération dans le travail n'est pas un fait nouveau dans l'histoire : on peut citer les corvées médiévales, la construction des cathédrales et au-delà toutes les réalisations des temples, des édifices religieux ou des nécropoles de l'Antiquité ou de l'Égypte ancienne. Ce qui est nouveau, avec le capitalisme, réside dans le fait que le travail accompli n'a pas pour objet une œuvre collective, mais que les ouvriers rassemblés, hommes libres, travaillent pour le bénéfice d'un seul. En même temps, pour que cette coopération de plusieurs centaines d'ouvriers libres soit possible, il est nécessaire que soit déjà concentré le capital pour que celui-ci puisse à la fois rémunérer ces ouvriers et leur distribuer les moyens de travail : c'est dire que cette situation n'est pas celle des corporations du Moyen Âge, mais celle de la classe émergente des commerçants. C'est cette concentration d'ouvriers qui, à travers l'efficacité de la coopération (et de la division du travail) révolutionnera ensuite la manufacture pour donner naissance à la grande industrie.

Pour le capitaliste, tout l'intérêt de ce que l'on pourrait appeler l'effet coopération réside dans le fait qu'il ne le paie pas. S'il paie à chacun de ses ouvriers sa force de travail indépendante, il ne paie pas leur force combinée : « Comme personnes indépendantes, les ouvriers sont des individus isolés qui entrent en rapport avec le même capital mais non entre eux. Leur coopération ne commence que dans le procès de travail ; mais là ils ont déjà cessé de s'appartenir. Dès qu'ils y entrent, ils sont incorporés au capital. En tant qu'ils coopèrent, qu'ils forment les membres d'un organisme actif, ils ne sont même qu'un mode particulier d'existence du capital. La force productive que des salariés déploient en fonctionnant comme travailleurs collectifs est, par conséquent, force productive du capital » [p. 25].

Dire que la coopération apparaît comme une force productive appartenant au capital, c'est en faire une force immanente au capital. Pour Marx, l'effet coopération ne bénéficie qu'au capital puisqu'il a lieu durant la journée de travail ; il ne peut pas être revendiqué par les ouvriers comme leur propriété ou comme l'une de leurs qualités. Mais la coopération et le rassemblement des ouvriers en un seul lieu révèlent quelques inconvénients pour le capitaliste : quoiqu'ils entrent en concurrence entre eux,

comme on l'a vu, les ouvriers peuvent aussi s'associer pour se dresser ou se rebeller contre le capitaliste. En même temps, la coopération et l'organisation du travail des ouvriers sont les moyens d'aboutir à ses fins, c'est-à-dire le prélèvement d'une plus-value dans le procès de production.

Peu à peu, à mesure que le nombre d'ouvriers croît, que leur coopération et que le procès de travail se complexifient, la fonction d'organisation prend de l'importance et le capitaliste doit de plus en plus contrôler et vérifier que l'emploi de ces ouvriers a lieu de manière convenable. « Si la direction capitaliste, quant à son contenu, a une double face, parce que l'objet même qu'il s'agit de diriger est, d'un côté, procès de production coopération et, d'un autre côté, procès d'extraction de plus-value, la forme de cette direction devient nécessairement despotique. Les formes particulières de ce despotisme se développent à mesure que se développe la coopération » [p. 24].

Alors le capitaliste ne peut plus assumer seul ces fonctions de surveillance immédiate des ouvriers et les confie à une « espèce particulière de salarié ». Au fur et à mesure que s'accroît l'armée industrielle, le nombre des officiers qui commandent au nom du capital augmente. C'est donc l'un des résultats non négligeables de la coopération (et de l'effet coopération tellement avantageux pour le capitaliste) que de réclamer le développement d'un corps de surveillants, fort onéreux, mais indispensable à la poursuite de l'extraction de la plus-value.

Autrement dit, le développement de la coopération produit son contraire : le développement d'une catégorie de surveillants chargée d'organiser et de contrôler cette coopération. La complexité toujours croissante du procès de production a imposé tout au long de l'histoire une augmentation de cette catégorie d'officiers commandant au nom du capital qui s'est adjointe un nombre toujours plus important de sous-officiers, selon le vocabulaire de Marx. Du point de vue sociologique, la question posée est celle du maintien de la loyauté de ces officiers et surveillants, question que ne pouvait se poser Marx tant ils étaient encore peu nombreux, mais qu'il aborde indirectement à travers la division du travail, en particulier entre manuels et intellectuels.



### *La division technique du travail*

La manufacture des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles repose sur deux types de division du travail : soit elle rassemble sous un même toit des opérations accomplies hier par divers artisans ou diverses corporations (dans le travail du cuir, chez les papetiers, par exemple), soit elle divise et parcellise un travail hier unitaire comme par exemple dans la fameuse fabrication d'épingles : à la série de vingt opérations successives effectuées par un seul ouvrier ont été substitués vingt ouvriers n'exécutant chacun qu'une seule opération.

C'est principalement dans cette parcellisation des opérations que s'engage la manufacture car elle accroît considérablement l'efficacité du travail ouvrier : plus les opérations sont simples, moins l'ouvrier met de temps pour les accomplir. La simplification des opérations à l'extrême conduit à un accroissement des rendements des ouvriers, c'est-à-dire de la productivité du travail. Dans *Le Capital*, Marx décrit la parcellisation des tâches qui réduit les pores de la journée de travail en supprimant les temps morts : « Un artisan qui exécute les uns après les autres les différents procès partiels qui concourent à la production d'une œuvre doit changer tantôt de place, tantôt d'instruments. La transition d'une opération à l'autre interrompt le cours de son travail et forme pour ainsi dire des pores dans sa journée. Ces pores se resserrent dès qu'il emploie la journée entière à une seule opération continue ou bien ils disparaissent à mesure que le nombre de ces changements d'opération diminue. L'accroissement de productivité provient ici soit d'une dépense de plus de force dans un espace de temps donné, c'est-à-dire de l'intensité accrue du travail, soit d'une diminution dans la dépense improductive de la force » [p. 32].

À travers cette parcellisation du travail, le capitaliste estropie les populations ouvrières en limitant leur champ d'intervention. Si la manufacture révolutionne le travail, elle fait de l'ouvrier « quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail, en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs » [p. 49]. Ultérieurement, dans la grande industrie, on retrouve les mêmes phénomènes dans les secteurs dits de main-d'œuvre (confection, activités de montage...), par opposition aux secteurs fortement capitalistiques comme la sidérurgie, la chimie, la verrerie, la

cimenterie, etc. Si les conditions techniques d'exercice du travail diffèrent d'une situation à l'autre, la volonté capitaliste d'occuper l'ouvrier à un travail effectif producteur de valeur, le plus longtemps possible dans la journée, est une constante : la voie de la parcellisation et de l'atomisation des tâches en est la voie royale.

Selon la nature des tâches à accomplir, le capitaliste sélectionne les facultés des ouvriers puis les développe en fonction des besoins de la production. Il crée ce travailleur collectif comme une sorte de « machine humaine » dans laquelle chaque ouvrier devient un organe infailible agissant avec la régularité d'une pièce de machine. C'est tout aussi vrai dans la grande industrie où les ouvriers occupés sur les machines relèvent de catégories hiérarchisées et reçoivent des salaires différenciés.

La simplification toujours plus poussée des tâches, d'abord dans la manufacture, ensuite dans la grande industrie, réduit d'autant les besoins d'apprentissage. Les *feeders* qui alimentent les machines sont formés en quelques jours et atteignent le rendement moyen de l'atelier après une semaine d'embauche. La force de travail perd de sa valeur puisque se réduisent ou disparaissent les frais d'apprentissage entrant dans le temps nécessaire à sa production : la plus-value s'en trouve d'autant augmentée.

En même temps, cette parcellisation du travail n'a de sens que si elle est organisée afin que la combinaison des tâches atomisées conduise à un produit complet : on retrouve ici la coopération, cette fois sous sa forme complexe. C'est l'arrangement ou la combinaison technique d'opérations différentes qui constitue la marchandise, à la différence de la coopération simple où il ne s'agissait que d'économie de moyens de production ou de l'effet d'association (pour soulever une charge, travailler en simultané, etc.). Ainsi, la parcellisation des tâches, cette division du travail en détail, ne peut être pensée qu'avec son contraire et son complément, la coopération pour reconstituer le tout, objectif de la mise au travail des ouvriers. Et, comme l'effet de coopération, l'efficacité de la parcellisation du travail n'est pas payée aux ouvriers. En achetant la force de travail pour une durée déterminée, le capitaliste dispose de sa valeur d'usage et c'est dans celle-ci que s'inscrivent les avantages résidant dans la division technique du travail et dans la coopération. Plus l'usage que le capitaliste fait de la force de travail est efficace,

plus il en retire une plus-value extra-supplémentaire, moins les coûts des marchandises seront élevés et plus la plus-value relative sera élevée.

### *Actualité de Marx : critique du taylorisme*

Le travail parcellisé et la coopération, qui lui est intrinsèquement liée, exigent une organisation préalable du travail assez précise pour éviter des gaspillages qui annuleraient les avantages dont ils sont porteurs : chaque ouvrier doit réaliser sa tâche parcellaire de telle façon que les résultats de chacun soient cohérents avec l'ensemble du produit à fabriquer. La logique de la parcellisation et de la lutte contre la porosité de la journée de travail conduit à ce que ce travail d'organisation soit réalisé par d'autres travailleurs que les ouvriers occupés à ces tâches parcellisées. Et cela d'autant que, dans leurs tâches de plus en plus parcellisées, ils possèdent de moins en moins une vision globale du produit fini et un savoir général de plus en plus atrophie.

En analysant ces logiques à l'œuvre dans la manufacture, Marx découvre déjà les grands principes du taylorisme : « Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent se concentre en face d'eux dans le capital. La division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme le pouvoir qui les domine. Cette scission commence à poindre dans la coopération simple où le capitaliste représente, vis-à-vis du travailleur isolé, l'unité et la volonté du travailleur collectif ; elle se développe dans la manufacture qui mutile le travailleur au point de le réduire à une parcelle de lui-même ; elle s'achève enfin dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital » [p. 50].

Ce passage rassemble toute l'histoire taylorienne de l'industrie moderne avec la constitution d'un corps de spécialistes devenu le bureau des méthodes qui organise le travail des ouvriers. Ce corps de spécialistes concentre la puissance intellectuelle qui organise les tâches des travailleurs manuels, eux-mêmes toujours un peu plus dépossédés de la connaissance. Enfin, comme le déclare Taylor (1856-1915) lui-même, la démarche du corps

### L'ouvrier spécialisé dans la grande industrie

« [Dans la fabrique] la classification fondamentale devient celle de travailleurs aux machines-outils (y compris quelques ouvriers chargés de chauffer la chaudière à vapeur) et de manœuvres, presque tous enfants, subordonnés aux premiers. Parmi ces manœuvres, se rangent plus ou moins tous les *feeders* qui fournissent aux machines leur matière première. À côté de ces classes principales prend place un personnel numériquement insignifiant d'ingénieurs, de mécaniciens, de menuisiers, etc., qui surveillent le mécanisme général et pourvoient aux réparations nécessaires. C'est une classe supérieure de travailleurs, les uns formés scientifiquement, les autres ayant un métier placé en dehors du cercle des ouvriers de fabrique auxquels ils ne sont qu'aggrégés. Cette division du travail est purement technologique.

Tout enfant apprend très facilement à adapter ses mouvements au mouvement continu et uniforme de l'automate [...]. La rapidité avec laquelle les enfants apprennent le travail à la machine supprime radicalement la nécessité de le convertir en vocation exclusive d'une classe particulière de travailleurs. Quant aux services rendus dans la fabrique par les simples manœuvres, la machine peut les suppléer en grande partie et, en raison de leur simplicité, ces services permettent le changement périodique et rapide des personnes chargées de leur exécution.

La spécialité qui consistait à manier pendant toute sa vie un outil parcellaire devient la spécialité de servir, sa vie durant, une machine parcellaire. On abuse du mécanisme pour transformer l'ouvrier, dès sa plus tendre enfance, en parcellaire d'une machine qui fait elle-même partie d'une autre. [...] Dans la manufacture et le métier, l'ouvrier se sert de son outil ; dans la fabrique, il sert de

des spécialistes de l'organisation du travail est scientifique. Or les ouvriers sont écartés de cette démarche scientifique, soit parce que leur formation coûterait trop cher, soit parce qu'ils n'ont pas le temps de la mettre en œuvre, occupés qu'ils sont à leur travail parcellaire.

Que ce soient les « puissances intellectuelles de la production » chez Marx ou le « corps de spécialistes » chez Taylor, tous ont pour objectif l'amélioration des outils des ouvriers pour accroître l'efficacité capitaliste du travail. Car la productivité du travail ne dépend pas seulement de la virtuosité de l'ouvrier, mais aussi de la perfection de ses instruments. À la spécialisation et à la parcellisation des tâches correspondent donc une transformation des outils, leur multiplication et leur différenciation dans la manufacture. Cette simplification des outils prépare d'ailleurs la mécanisation dans l'industrie qui utilise à ses débuts

machine. Là, le mouvement de l'instrument de travail part de lui ; ici, il ne fait que le suivre. Dans la manufacture, les ouvriers forment autant de membres d'un mécanisme vivant. Dans la fabrique, ils sont incorporés à un mécanisme mort qui existe indépendamment d'eux [...].

En même temps que le travail mécanique surexcite au dernier point le système nerveux, il empêche le jeu varié des muscles et comprime toute activité libre du corps et de l'esprit. La facilité même du travail devient une torture en ce sens que la machine ne délivre pas l'ouvrier du travail, mais dépouille le travail de son intérêt. Dans toute production capitaliste en tant qu'elle ne crée pas seulement des choses utiles, mais encore de la plus-value, les conditions du travail maîtrisent l'ouvrier, bien loin de lui être soumises, mais c'est le machinisme qui le premier donne à ce renversement une réalité technique. Le moyen de travail converti en automate se dresse devant l'ouvrier, pendant le procès de

travail même, sous forme de capital, de travail mort qui domine et pompe sa force vivante. La grande industrie mécanique achève enfin, comme nous l'avons déjà indiqué, la séparation entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production qu'elle transforme en pouvoirs du capital sur le travail. L'habileté de l'ouvrier apparaît chétive devant la science prodigieuse, les énormes forces naturelles, la grandeur du travail social incorporées au système mécanique, qui constituent la puissance du Maître.

La subordination technique de l'ouvrier à la marche uniforme du moyen de travail et la composition particulière du travailleur collectif d'individus des deux sexes et de tout âge créent une discipline de caserne, parfaitement élaborée dans le régime de fabrique. Là, le soi-disant travail de surveillance et la division des ouvriers en simples soldats et sous-officiers industriels sont poussés à leur dernier degré de développement » [*Le Capital*, I. 1, t. 2, p. 102-106].

des instruments simples. Du point de vue technique, la division du travail dans la manufacture crée les conditions de l'emploi de machines qui caractérise la grande industrie. Dans celle-ci, la division du travail est plus complexe, en raison même de l'utilisation de machines. Marx propose une analyse du double mouvement de qualification des uns et d'appauvrissement du travail des autres qui a été maintes fois reprise pour décrire le fordisme du <sup>xx</sup>e siècle (cf. encadré).

En même temps, il montre une autre contradiction dans laquelle se débat le capitalisme : le développement du machinisme, indispensable à l'élévation de la plus-value relative, exige une qualification accrue des ouvriers, qu'ils n'ont pas et qui est coûteuse du point de vue du capital (temps de formation et reconnaissance des qualifications à travers l'augmentation des salaires).

Comme la concentration ouvrière — corollaire de la coopération simple dans la manufacture — créait les conditions de l'insubordination, la division technique du travail et la parcellisation des tâches ouvrent la voie à d'autres rébellions : celles des ouvriers de métier toujours présents dans la manufacture et qui refusent la dépossession de leur savoir professionnel ou qui la négocient au prix fort. Là où la manufacture adapte ses instruments au travail parcellaire des femmes et des enfants, « cette tendance se heurte généralement aux habitudes et à la résistance des travailleurs mâles. [...] Les travaux de détail difficiles exigent toujours un temps assez considérable pour l'apprentissage ; et lors même que celui-ci devient superflu, les travailleurs savent le maintenir avec un zèle jaloux. L'habileté de métier restant la base de la manufacture, tandis que son mécanisme collectif ne possède point un squelette matériel indépendant des ouvriers eux-mêmes, le capital doit lutter sans cesse contre leur insubordination » [*Le Capital*, l. I, t. 1, p. 41].

On retrouvera la même insubordination de certaines catégories ouvrières avec l'avènement du machinisme puis de l'automatisation, insubordination qui peut prendre la forme d'une destruction de machines en tant que présence immédiate du capital.

### **Le changement technique : du machinisme à l'automatisation**

Selon les économistes libéraux, les progrès techniques ou, tout simplement, la mécanisation ou l'automatisation sont les résultats de la concurrence entre producteurs qui cherchent à abaisser leurs coûts de production (et aujourd'hui à accroître leur réactivité au marché). Pour Marx, la mécanisation est une méthode particulière pour produire de la plus-value extra et, au-delà, de la plus-value relative, c'est-à-dire que, en réduisant les coûts des marchandises, grâce à la mécanisation, les capitalistes réduisent le coût de la force de travail et augmentent par là la part de travail non payé qui leur revient.

Dans tous les cas, l'objectif de la mécanisation est bien la réduction des coûts de fabrication des marchandises et la question théorique posée est celle du passage de la manufacture à la grande industrie. Traditionnellement, c'est à l'avènement de

la machine à vapeur que l'on attribue cette première révolution industrielle. Marx s'inscrit en faux face à cette interprétation et montre que la révolution industrielle repose sur la naissance de la machine-outil, c'est-à-dire sur le maniement d'un outil (hier manipulé par l'homme) par un mécanisme : que ce dernier soit mû par une énergie humaine, animale, naturelle (le vent ou l'eau) ou artificielle (la vapeur) importe peu. Le fait déterminant est que l'instrument (l'outil) soit sorti de la main de l'homme et qu'il soit manié par un mécanisme. Ainsi, la machine-outil est constituée de trois parties : le moteur, qui donne l'impulsion à tout le mécanisme à partir d'énergies domptées, la transmission, faite de courroies, de poulies, d'engrenages, etc., qui transmet le mouvement du moteur à l'outil, lequel attaque l'objet de travail pour en modifier la forme.

### *Marx et la « révolution de l'intelligence »*

Le fait de situer le fondement de la révolution industrielle (c'est-à-dire le passage de la manufacture à la grande industrie) dans la machine-outil et non dans la machine à vapeur possède une importance fondamentale pour comprendre aujourd'hui la nature de la « révolution de l'intelligence » (ou « révolution informationnelle »). En effet, pour de nombreux observateurs, il s'agirait d'une troisième révolution industrielle après celle de la vapeur, puis celle de l'électricité (et du moteur à explosion). En fait, si l'on suit Marx, la révolution informationnelle constitue plutôt l'achèvement de la révolution industrielle née de la machine-outil. La séparation de l'outil de la main de l'homme signifie la médiation du rapport homme/outil par la machine. D'abord mue par l'énergie humaine (ou animale) puis artificielle (la vapeur, l'électricité), la machine est conduite par l'homme ou effectue des mouvements simples si elle est autonome. Toute l'histoire industrielle des <sup>XIX</sup><sup>e</sup> et <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècles, jusque dans les années 1970, est celle des tentatives vaines pour que les progrès énergétiques appliqués aux machines s'accompagnent de progrès semblables dans la conduite autonome (« intelligente ») des machines-outils. C'est désormais chose faite, les machines pouvant, grâce à l'informatique et à la micro-électronique, s'autoréguler (dans les limites des technologies de l'information elles-mêmes).

Ainsi, si le dépassement de la manufacture — la révolution industrielle — prend son origine dans la machine-outil, la

révolution de l'intelligence actuelle n'est que l'aboutissement ou le parachèvement de la révolution industrielle. Dit plus simplement, l'automatisation est l'achèvement de la mécanisation : les deux se situent sur le même *continuum*, la différence résidant dans le degré d'autonomie de fonctionnement des machines, c'est-à-dire dans leur capacité à remplacer plus ou moins durablement l'intelligence humaine. Ce que Marx décrit lui-même comme système automatique en parlant de « la machine-outil qui exécute tous les mouvements nécessaires au façonnement de la matière première sans le secours de l'homme et ne le réclamant qu'après coup » [*Le Capital*, I, 1, t. 2, p. 66-67].

En résumé, si Marx n'a pas pu traiter de la révolution de l'intelligence, mais seulement de l'automatisation, la substitution de l'énergie humaine puis de l'intelligence humaine à des énergies et par des intelligences « artificielles » participe du même mouvement : le remplacement des hommes par des machines, c'est-à-dire le remplacement du travail vivant par du travail mort [Lojkine, 1992].

Il existe une dynamique intrinsèque au développement des techniques dans le capitalisme. La machine-outil, née de la manufacture, bouscule toute l'organisation productive de celle-ci et pose de nouveaux problèmes techniques. Elle en fait éclater le carcan à la fois social (une certaine division du travail reposant sur la dextérité de l'ouvrier parcellaire) et technique : les dimensions croissantes du moteur et de la transmission, jointes à la variété des machines-outils, contraignent au changement d'échelle de la production et à sa régularité mécanique. Puis le bouleversement technique s'étend de branche en branche, soit par imitation, soit par fourniture de biens d'une branche à l'autre. La fabrication de machines par des machines exige que ces dernières atteignent des tailles « cyclopéennes », écrit Marx : le tour, la machine à raboter deviennent des monstres de fer et d'acier qui doivent travailler avec une précision croissante. Enfin, les moyens de communication et de transport sont révolutionnés à leur tour avec les bateaux à vapeur, le chemin de fer, le télégraphe, etc.



### *La neutralité des techniques*

Dans ces pages sur les révolutions techniques du XIX<sup>e</sup> siècle et sur leur dynamique interne, il y a une sorte d'ébahissement de Marx face à la rapidité des transformations : on y retrouve l'élan pour le progrès qui gomme pendant quelques pages le rapport de ces techniques à leur usage par le capitaliste, même s'il existe en toile de fond. Les techniques et leur cristallisation dans les machines-outils éblouissent Marx qui leur attribue des qualités que l'ouvrier ne peut posséder. Reprenant à son compte un texte d'un auteur britannique, il considère qu'on réussit ainsi à « produire les formes géométriques voulues avec un degré d'exactitude, de facilité et de vitesse qu'aucune expérience accumulée ne pourrait prêter à la main de l'ouvrier le plus habile » [p. 70].

L'engouement marxien pour les techniques ne remplace-t-il pas l'autonomie de leur développement dans leur contexte socioéconomique par une totale indépendance de ce développement, très à l'écart des exigences de l'accumulation capitaliste ?

D'une part, Marx a pensé le développement de la technique dans ses rapports à la valorisation du capital ; d'autre part, il voit dans le développement des techniques un signe du progrès, sans anticiper les risques qui peuvent l'accompagner. En simplifiant, on pourrait dire que, pour Marx, les techniques ne sont ni bonnes ni mauvaises et que tout dépend de l'usage que l'on en fait. Comme, par exemple, dans le remplacement des hommes par les machines.

Ce remplacement paraît infini. L'histoire du capitalisme n'a été que celle de cette substitution jusqu'à l'automatisation actuelle qui écarte cette « population excédentaire » dont parlait Marx. Pour lui, les effets naturels découverts par la science (l'élasticité de la vapeur, la force hydraulique, la puissance de l'électricité, le rôle des impuretés dans le silicium...) ne sont pas payés par le capitaliste. Seules les installations qui en permettent l'usage sont construites et payées. Mais elles sont devenues tellement géantes dès l'ère de la fabrique qu'elles ne transmettent qu'une faible valeur à chaque produit pris individuellement : on pourrait dire que leur service est quasi gratuit, ce qui justifie d'autant leur utilisation de plus en plus intensive.

Ailleurs, Marx critique l'illusion de gratuité chez ses prédécesseurs (Ricardo, Say) qui évacuent la question de la transmission

de l'usure des biens d'équipement aux produits. Il montre aussi que la mobilisation, toujours croissante de capital constant, tend à faire baisser le taux de profit  $\left(\frac{pl}{v+c}\right)$  et donc nuit aux intérêts capitalistes à long terme.

Ainsi, le machinisme puis l'automatisation apparaissent comme un mode de subordination technique du travailleur au capital ou, mieux encore, une technique de subordination des travailleurs au capital. Si l'ouvrier de la manufacture se servait de ses instruments, l'avènement de la grande industrie fait que c'est l'ouvrier qui sert la machine. Laquelle accumule ou cristallise de plus en plus de savoirs, hier possession de l'ouvrier lui-même, et l'écarte chaque jour un peu plus de la production.

*Mécanisation, automatisation  
et exclusion de la force de travail*

Les travaux de Marx, et peut-être encore plus ceux d'Engels, procèdent d'une observation aiguë des relations de travail et de leur évolution avec l'avènement du machinisme ou le développement des luttes sociales. Fondés sur l'observation directe chez Engels ou sur les rapports des inspecteurs des fabriques anglaises pour Engels et Marx, ces travaux d'ordre sociologique prennent sens en s'intégrant à leur interprétation générale de la société qui oppose les ouvriers aux capitalistes ou les prolétaires aux bourgeois.

Le débat qu'ils introduisent autour de la tendance paradoxale à l'accroissement de la durée du travail avec l'avènement du machinisme est tout à fait actuel. Ils constatent que, contre toute attente, le machinisme multiplie le nombre des ouvriers et augmente la longueur de la journée de travail.

En effet, les machines réduisant le besoin de force musculaire, les femmes et les enfants peuvent dès lors travailler en usine. Il s'ensuit une très forte réduction du coût de la force de travail individuelle puisque trois, quatre ou cinq personnes travaillent maintenant contre une seule hier (à savoir l'homme disposant de la force musculaire). « Il faut maintenant que quatre personnes fournissent non seulement du travail, mais encore du travail extra au capital afin qu'une seule famille vive. C'est ainsi que la machine, en augmentant la matière humaine

exploitable, élève en même temps le degré d'exploitation » [p. 79]. Plus encore, on trouve ici des analyses fordienues avant l'heure : puisque les femmes travaillent, les travaux domestiques, tels que la couture, le raccommodage, doivent être remplacés par des marchandises toutes faites. Cette marchandisation de la consommation domestique absorbe l'éventuel surplus de recette familiale et pousse les membres de la famille ouvrière à travailler plus longtemps.

En raison du coût élevé des machines, le capitaliste veut les utiliser un temps maximal pour incorporer aux marchandises qu'elles produisent le plus possible de valeur qu'elles contiennent. De façon moderne, on parlerait d'accélération de la rotation du capital constant. Par ailleurs, la production permanente de machines nouvelles, toujours plus performantes, accélère l'obsolescence (l'« usure morale », selon Marx) des machines possédées. D'où la nécessité d'accroître la durée de leur utilisation quotidienne pour contrecarrer cette obsolescence. Enfin, Marx montre combien il y a toujours un avantage au machinisme et plus généralement à l'innovation qui encourage le capitaliste à « exploiter à fond cette lune de miel au moyen de la plus grande prolongation possible de la journée : la grandeur du gain aiguise l'appétit » [p. 89].

Toutes ces nécessités réunies le poussent à « tendre l'élasticité humaine et à broyer toutes ses résistances ». Qu'aujourd'hui le débat remplace élasticité par flexibilité ne change rien à l'affaire car c'est toujours l'utilisation maximale des installations [Taddei, *in* Boulín *et al.*, 1993] pour un coût salarial minimal qui est recherchée [Boyer et Durand, 1993]. C'est aussi la solution partielle et jamais définitive à la baisse tendancielle du taux de profit mise au jour par Marx : pour compenser l'élévation du capital constant liée au machinisme, le capitaliste tente d'accroître le surtravail relatif (baisse du coût de la force de travail par réduction du coût des marchandises nécessaires à sa reproduction) et le surtravail absolu par l'allongement de la durée du travail.

Le résultat global est la production — à travers le machinisme et l'automatisation — d'une population ouvrière surabondante qui est contrainte de se laisser dicter la loi, c'est-à-dire qui permet au capitaliste d'imposer à ses ouvriers ou à ses salariés un allongement de la durée du travail ou une réduction de salaire, voire les deux, ou bien encore comme aujourd'hui une

réduction-flexibilisation du temps de travail avec une réduction du salaire. Le paradoxe des crises face au machinisme et à l'automatisation est le suivant : tandis que ceux-ci accroissent la productivité du travail (et excluent des travailleurs de l'entreprise), les salariés qui restent en poste voient la durée ou l'intensité de leur travail croître ; moins il se fait d'affaires, plus le bénéfice doit être grand sur les affaires réalisées (on pense ici au chantage patronal en Europe qui monnaie la stagnation des salaires et l'augmentation des cadences contre des promesses de maintien des emplois). Ou bien les temps de pause des ouvriers sont supprimés au mépris de la loi, comme dans les entreprises britanniques du XIX<sup>e</sup> siècle, ou bien les dépassements horaires croissants des cadres ne sont pas rémunérés comme aujourd'hui dans les pays industrialisés (autant de transformations introduites en France à l'occasion de la mise en place des trente-cinq heures durant les années 1980-1990).

### *L'intensification du travail*

La prolongation de la journée de travail a trouvé ses limites sociales dans la réaction organisée des ouvriers (*cf.* ci-dessous) sanctionnée par des lois limitant la journée de travail selon le sexe et l'âge. Immédiatement, les capitalistes ont réagi en intensifiant le travail pour accroître la production de plus-value extra et de plus-value relative. « L'énorme impulsion que le raccourcissement légal de la journée de travail donne au développement du système mécanique et à l'économie des frais contraint l'ouvrier aussi à dépenser, au moyen d'une tension supérieure, plus d'activité dans le même temps, à resserrer les pores de sa journée et à condenser ainsi le travail à un degré qu'il ne saurait atteindre sans ce raccourcissement » [*Le Capital*, I, t. 2, p. 92]. Alors, la journée de dix heures contient autant ou plus de travail et de dépense en force vitale que la journée de douze heures car elle est plus dense et minimise les pores d'inactivité. On tend ainsi à gagner en efficacité dans l'instant ce que l'on perd en durée, dans certaines limites évidemment (ce qui a été exigé des travailleurs en France qui ont dû, pour la plupart d'entre eux, réaliser en trente-cinq heures ce qui se réalisait précédemment en trente-neuf heures).

Marx peut alors montrer que le salaire aux pièces est la meilleure solution pour intensifier le travail : non seulement

le salaire aux pièces ne diffère guère du salaire moyen versé dans une branche, mais chaque capitaliste fixe les normes de production à un niveau suffisamment élevé pour ne pas avoir à payer des salaires supérieurs à la moyenne. Malgré les différences de formes entre le salaire aux pièces, la direction par objectifs, puis l'organisation par projets hier réservée aux cadres et aujourd'hui généralisée au travail d'exécution, les observations de Marx sont tout à fait d'actualité. Dans l'un et l'autre cas, « la qualité et l'intensité du travail étant assumées ainsi par la forme même du salaire, une grande partie du travail de surveillance devient superflue » [p. 224]. La réduction actuelle de la ligne hiérarchique dans les usines et dans les bureaux est la conséquence de cette nouvelle forme du salaire dans laquelle les salariés acceptent de lier leurs revenus à des objectifs individuels plus ou moins négociés avec leurs supérieurs, par exemple à partir de la mise en place du *lean management* [Durand, 2004 ; 2017].

Si, hier, c'était une certaine quantité déterminée de produits qui devait être réalisée, mobilisant l'habileté, la force, l'énergie et la persévérance des travailleurs individuels — ce que Marx dénomme la mobilisation de l'individualité —, aujourd'hui c'est par exemple le temps utile d'une installation automatisée qui constitue l'objectif fixé par la direction. Celui-ci mobilise les savoirs, les savoir-faire, l'intelligence et l'adhésion des salariés aux objectifs, ce que l'on dénomme généralement la « subjectivité ». Salaires aux pièces et management par projets sont tous deux des moyens d'accroître la plus-value, soit en accroissant l'intensité durant le travail, soit en allongeant la journée de travail selon les catégories socioprofessionnelles, selon les branches d'activité et selon les périodes de l'histoire.

Les analyses de Marx et d'Engels des procès de travail dans la manufacture et dans la grande industrie ont porté sur la division du travail, sur la parcellisation des tâches, sur la coopération, sur l'intensification du travail, etc. La majeure partie des questions posées et des concepts utilisés ont traversé les siècles jusqu'à la sociologie du travail moderne, car si les techniques ont transformé les contenus du travail, les rapports de production capitalistes demeurent.

### **III / Classes sociales, État et lutte des classes**

**L**a théorie marxiste de l'exploitation repose sur la contradiction entre travail et capital, eux-mêmes constitués en classes sociales antagonistes, le prolétariat et la bourgeoisie. Marx a complété cette thèse de la polarisation sociale par un exposé plus complexe dans ses écrits politiques : ce sont au moins sept classes et fractions de classes qui s'opposent et s'allient.

L'État est le garant de l'ordre économique et social capitaliste à travers le maintien de la propriété privée des moyens de production : en ce sens, il est l'État de la domination d'une classe. Marx envisage son dépérissement dans la société communiste après que le prolétariat s'en sera emparé pour imposer sa dictature sur la classe bourgeoise.

L'avènement du communisme pose la question théorique de la fin de l'histoire et du devenir des luttes de classes dans celui-ci. N'y a-t-il pas, dans cette nouvelle harmonie sociale caractérisant le communisme, l'influence de l'évolutionnisme des sciences de la nature qui a tant marqué les sciences sociales du XIX<sup>e</sup> siècle ?

#### **Classes et rapports de classes**

« Le concept de classe n'est jamais demeuré longtemps inoffensif. Appliqué en particulier aux êtres humains et à leurs conditions sociales, il s'est toujours révélé singulièrement explosif » [Dahrendorf, 1972, p. 3]. Ainsi commence l'ouvrage de Ralph Dahrendorf qui reprend les thèses de Marx un siècle plus tard pour les achever et pour les actualiser. Marx tenait

pour suffisamment importante la question des classes sociales (et de l'État) pour lui réserver le dernier chapitre du *Capital*. En même temps, le report de cette question à la fin de l'ouvrage, si logique soit-il, témoigne de sa complexité et des difficultés rencontrées par Marx pour la traiter : les principaux textes de Marx sur les classes sociales sont loin d'être homogènes et laissent entrevoir un certain embarras théorique.

### *Définition des classes sociales*

Si le concept de classe provient historiquement du classement, c'est-à-dire de la constitution de groupes d'objets et ici de groupes d'individus (les groupes sociaux), chez Marx et Engels les classes ne se constituent qu'en rapport les unes aux autres. Ainsi, le concept de rapport de classes est constitutif du concept de classes. On ne peut penser la classe sans son rapport avec une autre classe. « Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe » [*L'Idéologie allemande*, p. 93]. Et cette subordination des individus à une classe déterminée ne prend fin qu'avec l'avènement du communisme là où la classe dominante ne défend plus des intérêts particuliers (de classe), mais les intérêts généraux de toute la société.

Le rapport de classes étant consubstantiel à la définition de la classe, on comprend pourquoi, par exemple, la paysannerie parcellaire française ne saurait constituer une classe. Le texte encadré qui suit contient en creux tous les éléments de définition du concept de classe. En particulier, la classe sociale se dote, justement pour se constituer en classe, d'une organisation politique. Ce sur quoi nous reviendrons au chapitre iv.

Les textes de Marx sur les classes sociales sont en fait de deux natures différentes et semblent alors inconciliables tant ils affirment des thèses qui peuvent apparaître divergentes [Aron, 1967, p. 189-193]. Dans les textes politiques comme *Les Luites de classes en France 1848-1850* ou *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, ce sont six à sept classes et fractions de classes qui sont décrites, tandis que dans les textes plus théoriques relevant de la critique de l'économie politique n'apparaissent que trois classes, avec surtout la thèse de la polarisation des classes sociales. En particulier, à la fin du *Capital* où devait figurer sa théorie des classes sociales, Marx fonde trois classes, les ouvriers

### La paysannerie parcellaire est-elle une classe ?

« Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et par la pauvreté des paysans. L'exploitation de la parcelle ne permet aucune division du travail, aucune utilisation des méthodes scientifiques, par conséquent aucune diversité de développement, aucune variété de talents, aucune richesse de rapports sociaux.

Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature

que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. Un certain nombre de ces familles forment un village et un certain nombre de villages un département. Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique » [*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 126-127].

salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers, à partir des trois types de revenus : le salaire, le profit et la rente foncière, issus respectivement de la mise en valeur de la force de travail, du capital et de la propriété foncière.

Ces trois classes sociales sont constituées comme telles à travers les rapports qu'elles entretiennent : ouvriers/capitalistes où la vente de la force de travail des premiers conduit au profit réalisé par les seconds ; capitalistes/propriétaires fonciers où les premiers (exploitants agricoles non propriétaires des terres travaillées par les ouvriers agricoles) versent aux seconds la rente foncière qui est une partie de plus-value réclamée par les propriétaires fonciers aux capitalistes.

Ce même texte précise qu'il s'agit des « trois grandes classes » tandis qu'il énumère un peu plus loin les variétés d'intérêts



et de situations à l'intérieur de ces mêmes classes. C'est ici le fondement théorique du concept de fractions de classes tant utilisé dans les textes politiques relatifs aux révolutions françaises.

### *Sept classes et fractions de classes*

Selon Marx, la France de la monarchie de Juillet serait constituée d'au moins sept classes et fractions de classes qui vont faire et défaire leurs alliances durant les grands conflits allant de février 1848 au coup d'État du 2 décembre 1851 [*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*]. Leur énumération n'a pas tant d'intérêt en soi que pour la méthode d'analyse sociologique des classes sociales qu'elle sous-tend : Marx va sans cesse des parties (les classes et fractions de classes) au tout (les rapports entre classes) pour expliquer les contenus (économiques, sociaux, idéologiques, etc.) et les frontières de chacune des classes et fractions de classes.

— *L'aristocratie financière*, fraction de la bourgeoisie française qui régnait sous Louis-Philippe — banquiers, rois de la Bourse, rois des chemins de fer, propriétaires de mines de charbons et de fer, propriétaires de forêts —, pillait l'État ; chaque nouveau budget extraordinaire, chaque initiative étatique était l'occasion de nouvelles spéculations et source d'enrichissement de l'aristocratie financière. Sous Louis-Philippe, une partie des propriétaires fonciers s'était ralliée à l'aristocratie financière. D'où ces pages de Marx dans *Le 18 Brumaire* sur l'opposition entre orléanistes et légitimistes qui recouvrait l'opposition ville/campagne et surtout l'opposition capital/propriété foncière. Elles constituent un exemple de la méthode de Marx présentant à la fois les rivalités et les conflits internes aux classes sociales pour en déduire les représentations, les illusions et les conceptions qui se constituent dans l'affrontement. Sans oublier l'importance des conditions matérielles dans la constitution de ces représentations (*cf.* encadré).

— La *bourgeoisie industrielle*, qui constituait l'opposition officielle sous Louis-Philippe, prit le pouvoir (avec le soutien de la classe ouvrière parisienne et de la petite-bourgeoisie) en février 1848 en tant que fraction bourgeoise républicaine jusqu'à son élimination du gouvernement par Louis Bonaparte.

— La *petite-bourgeoisie*, constituée d'artisans et de commerçants, s'opposait aussi à Louis-Philippe. Elle fut mal récompensée

### Fractions de classes dans la bourgeoisie et représentations

« Sous les Bourbons, c'était la *grande propriété foncière* qui avait régné avec ses prêtres et ses laquais. Sous les Orléans, c'étaient la haute finance, la grande industrie, le grand commerce, c'est-à-dire le *capital* avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs. La royauté légitime n'était que l'expression politique de la domination héréditaire des seigneurs terriens, de même que la monarchie de Juillet n'était que l'expression politique de la domination usurpée des parvenus bourgeois. Ce qui, par conséquent, divisait entre elles les fractions, ce n'étaient pas de prétendus principes, c'étaient leurs conditions matérielles d'existence, deux espèces différentes de propriété, le vieil antagonisme entre la ville et la campagne, la rivalité entre le capital et la propriété foncière. Qu'en même temps de vieux souvenirs, des inimitiés personnelles, des craintes et des espérances, des préjugés et des illusions, des sympathies et des antipathies, des convictions, des articles de foi et des principes les aient liées à l'une ou à l'autre maison royale, qui le nie ? Sur les différentes formes de propriété, sur les conditions d'existence sociale s'élève toute une superstructure d'impressions, d'illusions, de façons de penser et de conceptions philosophiques particulières. La classe tout entière les crée et les forme sur la base de ces conditions matérielles et des rapports sociaux correspondants. L'individu qui les reçoit par la tradition ou par l'éducation peut s'imaginer qu'elles constituent les

véritables raisons déterminantes et le point de départ de son activité. Si les orléanistes, les légitimistes, si chaque fraction s'efforçait de se persuader elle-même et de persuader les autres qu'elles étaient séparées par leur attachement à leurs deux maisons royales, les faits montrèrent dans la suite que c'était bien plus la divergence de leurs intérêts qui interdisait l'union des deux dynasties. Et, de même que dans la vie privée on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage, dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité. Orléanistes et légitimistes se trouvaient dans la république les uns à côté des autres avec des prétentions égales. Si chaque fraction se proposait contre l'autre la restauration de sa propre dynastie, cela signifiait uniquement que les deux grands intérêts divisant la bourgeoisie — propriété foncière et capital — s'efforçaient, chacun de son côté, de rétablir sa propre suprématie et la subordination de l'autre. Nous parlons de deux intérêts de la bourgeoisie car la grande propriété foncière, malgré sa coquetterie féodale et son orgueil de race, s'était complètement embourgeoisée par suite du développement de la société moderne. C'est ainsi qu'en Angleterre les *tories* se sont longtemps imaginés qu'ils étaient enthousiastes de la royauté, de l'Église et des beautés de la vieille Constitution anglaise jusqu'au jour où le danger leur arracha l'aveu qu'ils n'étaient enthousiastes que de la rente foncière » [Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, p. 47-48].

au lendemain des journées de juin 1848 et s'allia à la classe ouvrière pour s'opposer à la bourgeoisie républicaine triomphante. Cette alliance dans le Parti social-démocrate nous vaut les pages mémorables de Marx sur la petite-bourgeoisie, pages qui restent d'actualité dans la vieille Europe tout autant que dans la plupart des pays dits en voie de développement (cf. encadré « Alliance de classes », p. 63).

— La *classe ouvrière*, salariée par la bourgeoisie industrielle, a conduit avec cette dernière la révolution de février 1848. Parce qu'elle n'était pas organisée politiquement, ses représentants ont pu être écartés du pouvoir d'État par la bourgeoisie républicaine en juin 1848 au nom de la fraternité, c'est-à-dire au nom de la négation de la lutte des classes. Selon Marx, c'est seulement avec le développement de la bourgeoisie industrielle que se développe le prolétariat industriel. C'est contre celle-ci qu'il s'affirme et par là peut élever sa révolution au rang d'une révolution nationale. C'est seulement en faisant surgir une contre-révolution puissante et en la combattant que le prolétariat construit un parti vraiment révolutionnaire.

De son côté, Engels a écrit une véritable sociologie de la classe ouvrière dans son ouvrage *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* en définissant le prolétaire comme celui qui « n'a que ses deux bras, qui mange aujourd'hui ce qu'il a gagné hier » et dont la survie dépend du hasard de l'emploi. Engels montre aussi la segmentation de la classe ouvrière, ouvriers de l'industrie (subdivisés selon les branches d'activité) les mieux instruits de leurs propres intérêts, ouvriers des mines, ouvriers agricoles. Marx complètera cette segmentation en distinguant les ouvriers affectés au chargement des machines (les *feeders* qui seront les OS du xx<sup>e</sup> siècle) et les ouvriers professionnels (menuisiers, charpentiers...) chargés de l'entretien des machines et des bâtiments.

— Le *lumpenproletariat* (prolétariat en haillons ou sous-prolétariat) n'appartient pas, à proprement parler, au prolétariat. Il est le fruit de l'exode rural ou de l'exclusion des ouvriers de la grande industrie par le machinisme. Il est la surpopulation relative dont parle Marx, produite en permanence par le capitalisme et qui entretient par sa simple présence la concurrence entre les ouvriers. C'est dans ce *lumpenproletariat* que la bourgeoisie républicaine recruta les gardes mobiles qui allaient écraser l'insurrection ouvrière de juin 1848. Il s'agit d'une

### Alliance de classes

« En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation [entre classe ouvrière et petite-bourgeoisie]. On esquaissa un programme commun, on créa des comités électoraux communs et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite-bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie [...]. Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique,

mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite-bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit, au contraire, que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée. Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des *shopkeepers* (boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite-bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit-bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquels leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits-bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent » [*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 50-51].

« masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu, différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne démentant jamais le caractère de lazzaroni » [*Les Luites de classes en France*, p. 48].

Les développements d'Engels sur cette « population excédentaire » sont l'occasion d'une véritable critique écologiste de la grande ville [*La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*,

p. 140-148] où le *zoning* des quartiers est mis en évidence [p. 62] avec des descriptions très contemporaines de l'exclusion sociale par le chômage.

— La *paysannerie parcellaire*, dite aussi classe paysanne, n'est pas une classe au sens fort du concept (cf. encadré « La paysannerie parcellaire est-elle une classe ? », p. 59) puisque ses membres sont dispersés (au même titre que le *lumpenproletariat*) et inorganisés politiquement parce que sans ennemi bien désigné. Parce qu'elle est inorganisée politiquement et incapable de défendre ses intérêts de classe, la paysannerie parcellaire doit se faire représenter. Voilà pourquoi les paysans ont joué à travers le suffrage universel un rôle important dans la vie politique française. « Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. L'influence politique des paysans parcellaires trouve, par conséquent, son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif » [*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 127]. C'est la dynastie des Bonaparte qui captura leurs suffrages pour les représenter à son profit.

— Les *grands propriétaires fonciers* dont une fraction était alliée à l'aristocratie financière sous Louis-Philippe (cf. encadré « Fractions de classes dans la bourgeoisie et représentations », p. 61), constituent une classe au sens où elle entre en rivalité avec le capital dans le partage de la plus-value : tandis que les capitalistes exploitent les ouvriers agricoles sur des terres qui ne leur appartiennent pas, les propriétaires de ces terres exigent une partie de la plus-value (sous forme de rente foncière) prélevée par les capitalistes-exploitants agricoles.

À travers l'énumération de ces sept classes et fractions de classes, Marx expose sa conception politique des classes sociales qui associe à la lutte des classes les concepts de fractions de classes (rivaux à l'intérieur de la même classe) et d'alliance de classes et de fractions de classes (comme ici entre petite-bourgeoisie et prolétariat ou entre aristocratie financière et grands propriétaires fonciers). Cette conception politique des classes ne préjuge donc en rien de la situation économique qui fonde les trois grandes classes sociales déjà citées.

En effet, selon Marx, les classes sociales se définissent d'abord dans un rapport de classes ; c'est-à-dire que chaque classe se

définit en contradiction avec une autre classe dans le partage du surplus économique (la plus-value dans le capitalisme). C'est aussi à travers cette contradiction que se constitue une communauté, puis une conscience de classe, qui peuvent conduire une classe à s'organiser en parti politique distinct de ces deux autres classes.

### *Polarisation et paupérisation*

Dans la théorie de Marx, la lutte des classes, moteur de l'histoire du capitalisme, est celle qui oppose la classe ouvrière aux capitalistes (prolétaires et bourgeoisie en termes politiques). La rivalité et les conflits entre grande propriété foncière et capital ne sont qu'un phénomène secondaire. La thèse de la polarisation si souvent affirmée donne les premiers rôles à la classe ouvrière et aux capitalistes. Les classes intermédiaires, comme la petite-bourgeoisie, étant ruinées, « tombent dans le prolétariat : d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, elles succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population » [*Manifeste du Parti communiste*, p. 43]. Ces classes moyennes sont paradoxales : d'une part, elles apparaissent politiquement conservatrices et réactionnaires ; d'autre part, se sachant menacées par le développement industriel, elles abandonnent leur propre point de vue politique pour adopter celui du prolétariat. À travers cette dernière alliance, l'éducation ouvrière se trouve renforcée, si bien que la bourgeoisie fourbit des armes contre elle-même.

Pour Marx, le capitalisme s'organise autour d'un conflit central entre capitalistes et classe ouvrière, entre détenteurs des moyens de production et propriétaires de leur seule force de travail, exploités par les premiers. Selon cette thèse de la polarisation des classes sociales, la petite-bourgeoisie est appelée à disparaître, absorbée par le prolétariat, tandis que celui-ci ne cesse de s'appauvrir : on retrouve ici la thèse de la plus-value relative selon laquelle les améliorations techniques dans la grande industrie et l'accroissement de la productivité d'une fraction d'ouvriers de plus en plus instruits abaissent le coût des marchandises entrant dans la reproduction de la force de

travail, donc réduisent régulièrement le coût de la force de travail. Ainsi, « le travailleur devient un pauvre et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse » [*Manifeste du Parti communiste*, p. 51].

Ce paupérisme ne doit pas être compris comme absolu, car Marx envisage une augmentation réelle du niveau de vie de la classe ouvrière, justement à travers la production à des prix de plus en plus bas des biens entrant dans la reproduction de la force de travail. Toutefois, cette augmentation du niveau de vie de la classe ouvrière reste en deçà de l'accroissement global des richesses, comme l'indique la métaphore du palais et de la chaumière : une maison « peut s'agrandir tant qu'elle veut si le palais voisin grandit aussi vite ou même dans de plus grandes proportions, celui qui habite la maison relativement petite se sentira de plus en plus mal à l'aise, mécontent, à l'étroit entre ses murs. Une augmentation sensible du salaire suppose un accroissement rapide du capital productif [...]. Donc, bien que les plaisirs de l'ouvrier se soient accrus, la satisfaction sociale qu'ils procurent a diminué, comparativement aux plaisirs accrus du capitaliste qui sont inaccessibles à l'ouvrier » [*Travail salarié et capital*, p. 32-34].

C'est la thèse de la paupérisation relative que l'on trouve encore plus clairement exprimée dans le passage suivant : « Que le salaire réel reste le même, qu'il augmente même, le salaire relatif n'en peut pas moins baisser. Supposons, par exemple, que tous les moyens de subsistance aient baissé de prix des deux tiers, alors que le salaire journalier ne baisse que d'un tiers, c'est-à-dire tombe, par exemple, de 3 marks à 2 marks. Bien que l'ouvrier, avec ses 2 marks, dispose d'une plus grande quantité de marchandises qu'auparavant avec 3 marks, son salaire a cependant diminué par rapport au bénéfice du capitaliste » [p. 36].

### *La lutte universelle du prolétariat*

La contradiction entre classe ouvrière et capitalistes est indépassable et ne peut se résoudre, selon Marx, que par la disparition d'un des deux termes de la contradiction. Dès *L'Idéologie allemande*, Marx et Engels formulent cette thèse à l'échelle de l'histoire en affirmant que « la classe révolutionnaire se présente d'emblée non pas comme classe, mais comme représentant la

société tout entière, elle apparaît comme la masse entière de la société en face de la seule classe dominante » [*L'Idéologie allemande*, p. 77]. Valable pour la bourgeoisie qui entraîna la classe ouvrière dans son sillage pour vaincre l'aristocratie, la démonstration vaut aussi pour le prolétariat qui l'emportera sur la bourgeoisie. Voilà en quoi, selon Marx, la lutte du prolétariat est universelle et sera nécessairement victorieuse malgré les vicissitudes de l'histoire.

Tout le *Manifeste du Parti communiste* est la démonstration de cette thèse de l'inéluctabilité de la révolution prolétarienne renversant l'ordre bourgeois. Et si Marx et Engels cherchent à doter le prolétariat d'un parti révolutionnaire, c'est pour accélérer le rythme de l'histoire qui pourrait se fourvoyer dans le socialisme idéaliste des proudhoniens, par exemple. En effet, Marx et Engels savent que la situation économique d'une classe (classe en soi), et ici de la classe ouvrière (classe pour soi), ne produit pas immédiatement une conscience de classe [*Misère de la philosophie*]. D'où la nécessité, pour le prolétariat, de se doter d'une idéologie et d'un parti qui lui soient propres pour mener à bien la révolution universelle.

Comme l'a fait apparaître la révolution de février 1848, l'universalité de la révolution bourgeoise s'est soldée par une confiscation du mouvement social au seul bénéfice de la bourgeoisie. Car « tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité » [*Manifeste du Parti communiste*, p. 49]. On peut s'étonner de l'assurance avec laquelle Marx et Engels invalident l'universalité bourgeoise pour affirmer l'universalité prolétarienne. Pourquoi n'y aurait-il pas une fraction de classe du prolétariat qui demain, dans un mode de production postcapitaliste, confisquerait la révolution universelle à son seul bénéfice ?

C'est peut-être l'affirmation tranchée de la polarisation (pour des raisons politiques) qui empêche Marx de tenir compte de la complexité du mouvement de création de fractions et de segments de classes dans la classe ouvrière et parmi les salariés en général. Car Marx décrit en plusieurs endroits ce mouvement ambigu de diversification des catégories sociales parmi les salariés, en particulier à propos de l'émergence des salariés du commerce [*Le Capital*, l. III, t. 1, p. 302-303], qui,



d'une certaine manière, préfigurent les classes moyennes du siècle suivant.

Mais la thèse de la polarisation qui fait disparaître la petite-bourgeoisie, absorbée par le prolétariat, empêche Marx de prendre en compte les mouvements centrifuges à l'intérieur de la classe ouvrière et plus généralement parmi les salariés. Pourtant, avec les concepts de fractions de classes et d'alliance utilisés dans les textes politiques de Marx, il y a tous les éléments pour construire une théorie des classes, ce que les marxistes modernes ont tenté (cf. chapitre v).

## **L'État chez Marx**

Comme pour les classes sociales, Marx n'a fait que reporter la rédaction d'une théorie de l'État ; elle existe toutefois de façon éparse dans ses textes et dans ceux d'Engels. Mais, surtout, les héritiers, et en premier lieu Lénine, n'ont cessé de parachever l'œuvre de Marx, les uns en affinant ses thèses et en les modernisant, les autres en traitant plus particulièrement de la dictature du prolétariat ou de la transition du capitalisme vers le communisme. Cet aboutissement de l'histoire dans le communisme n'est pas la moindre des interrogations que pose l'ensemble de l'œuvre de Marx et d'Engels : eschatologie ou déduction scientifique ? Certains pourront affirmer que l'histoire a déjà tranché ; mais est-ce si simple ?

### *L'État de la domination d'une classe*

« Au fur et à mesure que le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait, intensifiait l'antagonisme de classes entre le capital et le travail, le pouvoir d'État prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social d'un appareil de domination d'une classe. Après chaque révolution, qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'État apparaît de façon de plus en plus ouverte » [*La Guerre civile en France*, p. 60-61]. La conception marxiste de l'État est ici résumée dans son principe essentiel : l'État capitaliste est l'appareil de domination de la classe ouvrière par la bourgeoisie, y compris par la violence comme ce fut le cas par exemple

durant les journées de juin 1848. Durant celles-ci, la république bourgeoise a montré le despotisme absolu d'une classe sur les autres classes.

Ainsi, l'État n'est pas extérieur ou au-dessus de la société. « Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais, pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas — elles et la société — en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'“ordre” ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État » [*L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, p. 156].

Si l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes des classes, pour les mêmes raisons, l'État ou les différents États qui se sont succédé dans l'histoire, ont toujours été ceux de la domination d'une classe sur les autres, dans le but de maintenir — souvent par la violence [*Anti-Dühring*, p. 208 *et sq*] — l'ordre social. D'où l'idée d'une disparition de l'État dans une société sans classes, le communisme, avec quelques difficultés sur les moyens d'y parvenir.

### *Le dépérissement de l'État*

En effet, si le communisme met fin à l'antagonisme de classes, il n'y a plus de raison d'être d'un État dont la fonction est d'assurer la domination d'une classe sur les autres. Le principe d'une « administration des choses » qui remplacerait le « gouvernement des personnes » contient à lui seul le programme communiste. Alors, l'État n'est pas aboli, il s'éteint [*Anti-Dühring*]. De même, la démocratie, l'une des caractéristiques de la république bourgeoise, n'a plus sa raison d'être puisque l'État a disparu. La disparition de la démocratie peut, à première vue, paraître étrange. « Pourtant, ce n'est inintelligible que pour quiconque n'a pas réfléchi à ce fait que la démocratie, c'est aussi un État et que, par conséquent, lorsque l'État aura disparu, la démocratie disparaîtra également » [Lénine, 1917, p. 24]. Dans le communisme, « les hommes s'habitueront graduellement à respecter

les règles élémentaires de la vie en société, connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions morales, à les respecter sans violence, sans contrainte, sans soumission, sans cet appareil spécial de coercition qui a pour nom : l'État » [p. 117].

Comme le rappelle Raymond Aron dans sa critique du marxisme [1967, p. 199], l'avènement du communisme suppose que les gestionnaires ou les dirigeants du plan prennent des décisions correspondant aux intérêts de tous ou aux intérêts suprêmes de la collectivité, en admettant qu'ils puissent être définis. De plus, cela suppose que les rivalités existantes n'aient qu'un fondement économique (auquel la propriété collective des moyens de production met fin), ce qui est loin d'être prouvé tandis que rien n'indique que d'autres rivalités devenues tout aussi importantes n'émergent pas.

Pour répondre à cet argument, Lénine, en bon héritier de Marx, explique que, dans la phase supérieure du communisme, là où l'humanité pourra écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! », le travail des hommes sera si productif qu'ils travailleront volontairement selon leurs capacités. À partir de là, Lénine se démarque de Marx en donnant au développement des forces productives un rôle et une priorité que Marx ne leur a jamais accordés dans la construction de la société future [Lénine, 1917, p. 125]. Lénine établit un lien de causalité entre le développement des forces productives et la fin de la division du travail. N'est-ce pas une première « naturalisation » de l'histoire qui allait gommer l'importance de la lutte des classes durant l'étape transitoire (le socialisme) vers le communisme ?

### *La dictature du prolétariat*

De la même manière que le passage du féodalisme au capitalisme a été fort lent, le passage du capitalisme au communisme ne saurait être immédiat et il y a, à partir de Marx, un véritable débat sur la transition entre les deux modes de production. Ce débat porte en fait sur deux étapes étroitement confondues que l'on peut distinguer pour l'analyse : celle de la révolution, par laquelle le prolétariat remplace la bourgeoisie comme classe dominante (en s'emparant des moyens de production et de l'État), et celle de la dictature du prolétariat, processus long

durant lequel ce dernier transforme la production et l'État selon ses intérêts de classe pour aboutir au communisme. La phase transitoire est celle du socialisme.

Cette double question a occupé Marx dans la I<sup>re</sup> Internationale des travailleurs contre les anarchistes ou contre les réformistes, puis dans le Parti social-démocrate allemand contre les partisans de Ferdinand Lassalle (1825-1864), socialiste réformiste de tendance nationaliste [*Critique du programme de Gotha*, 1875]. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, il est au cœur des écrits des socialistes européens et de ceux de Lénine [*L'État et la Révolution*, 1917] toujours en lutte contre les réformistes ou les « gauchistes » [*La Maladie infantile du communisme. Le « gauchisme »*, 1920]. Le même débat et les mêmes désaccords conduisent à la scission des partis ouvriers en « partis révolutionnaires » (communistes) et « partis réformistes » (socialistes ou sociaux-démocrates). Durant les années 1960, les affrontements théoriques reprennent de plus belle, en particulier en France, en Italie et en Amérique latine, sur les modalités de la révolution (insurrection populaire ou voie pacifique *via* le suffrage universel). En même temps, le débat s'approfondit sur la transition vers le communisme à partir, non pas seulement des pays du socialisme réel d'Europe et d'Asie, mais surtout des pays nouvellement indépendants (Algérie, Congo, Corée du Nord, Égypte...) ou ayant réalisé leur révolution (Cuba, Chili...).

Chez Marx, la dictature du prolétariat possède des aspects assez différents selon les textes : plutôt jacobine et centralisée dans la *Critique du programme de Gotha* ou dans le *Manifeste du Parti communiste*, elle apparaît plus décentralisée dans *La Guerre civile en France*, qui rend compte de la Commune de Paris.

Pour Marx, celle-ci est exemplaire à plus d'un titre : d'une part, tous ses membres sont élus au suffrage universel et reçoivent un salaire d'ouvrier ; d'autre part, ils sont révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. En supprimant l'armée permanente (remplacée par le peuple en armes) et le fonctionnarisme d'État, la Commune réduit d'autant deux grandes sources de dépenses. Par ailleurs, elle abolit le travail de nuit des compagnons boulangers ainsi que, plus généralement, les amendes infligées aux ouvriers par les employeurs ; elle loue aux ouvriers les fabriques abandonnées par les capitalistes. Telles étaient les mesures indiquant la tendance de l'action d'un gouvernement du peuple par le peuple.

*L'État dans la révolution*

Pour Lénine, en pleine lutte politique contre ses adversaires de classe et contre ses ennemis politiques dans le Parti social-démocrate, la question de la démocratie durant la dictature du prolétariat se pose de façon violente : « Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiters, les oppresseurs du peuple ; telle est la modification que subit la démocratie lors de la transition du capitalisme au communisme » [Lénine, 1917, p. 116].

Ces principes posés, leur mise en œuvre n'est pas aussi évidente qu'il y paraît car non seulement les fonctions sociales de l'État transitoire sont complexes et en perpétuelle évolution, mais les hommes sont issus du capitalisme et formés par celui-ci à ses méthodes de commandement pour des objectifs devenus différents. En fait, le social et, plus généralement, l'économique et les rapports sociaux ne se gèrent ni ne se transforment aussi facilement que l'avaient imaginé Marx et Engels et plus tard Lénine. Ce dernier, après quelques années de gouvernement, dut en particulier transformer de fond en comble sa conception de la dictature du prolétariat en prenant conscience de l'importance et de la complexité des techniques de commandement, de gestion, de comptabilité et bien sûr de production, jusqu'à recruter des spécialistes capitalistes (occidentaux) pour faire fonctionner l'appareil de production soviétique. On peut invoquer le « retard » industriel et économique de l'URSS naissante pour expliquer le recours au taylorisme dans les usines soviétiques ou pour justifier la Nouvelle politique économique (NEP) mise en place en 1921. Mais on peut aussi invoquer la surestimation par Lénine des capacités des hommes à diriger le changement économique et social, c'est-à-dire à faire leur histoire.

Le politique ne peut pas tout, et une meilleure connaissance scientifique de l'État et du politique est apparue comme une priorité pour les continuateurs de l'œuvre de Marx. Ou, pour le dire autrement, peut-on réduire aussi facilement l'ordre politique à l'ordre économique, comme le fait Marx lorsqu'il considère qu'a lieu le dépérissement de l'État à partir du moment où s'imposent la propriété collective des instruments de production et la planification ? Car, nous rappelle Aron,

« l'ordre du politique est aussi essentiel et autonome que l'ordre de l'économie. Ces deux ordres sont en relations réciproques. La manière dont sont organisées la production et la répartition des ressources collectives influence la manière dont est résolu le problème de l'autorité et, inversement, la manière dont est résolu le problème de l'autorité influence la manière dont est résolu le problème de la production et de la répartition des ressources » [Aron, 1967, p. 119-120]. Autrement dit, il y a une épaisseur sociologique et politique de l'État. Celle-ci a été largement travaillée par les marxistes modernes à partir d'une théorie de l'État contenue, en filigrane, dans l'œuvre de Marx (*cf.* chapitre v) et reposant sur sa thèse des luttes de classes comme mouvement de l'histoire.

## Histoire et luttes des classes

Pour Marx et Engels, l'histoire est faite de modes de production qui se succèdent, de manière non linéaire et non nécessaire. C'est-à-dire que telle formation sociale n'aura pas connu le mode de production asiatique, telle autre aura échappé au mode de production esclavagiste, etc. La transition d'un mode de production dominant une formation sociale à un autre a lieu par la décomposition du premier et par l'émergence de nouvelles conditions techniques et sociales de production.

La question posée devient : pourquoi un mode de production disparaît-il ? Quel est donc le moteur de la dynamique sociale et historique ? C'est la contradiction, entre rapports de production et développement des forces productives, qui fonde le mouvement de l'histoire (*cf.* encadré). Autrement dit, le développement des forces productives et les transformations des rapports de production s'étaient mutuellement — dans leur contradiction — pour produire le changement social et technique, c'est-à-dire l'évolution historique [*L'Idéologie allemande*, p. 98]. La conception marxiste de l'évolution historique apparaît donc comme une théorie endogène, au sens où la théorie économique et sociale de Marx ne fait pas entrer comme facteur déterminant explicatif des causes autres qu'économiques et sociales, à la différence de nombre d'autres théories qui font entrer le climat ou la technique comme facteur explicatif de l'histoire [Durand et Weil, 2006, chapitre xv].

### La transition vers le capitalisme

« Des serfs du Moyen Âge naquirent les bourgeois des premières communes ; de cette population municipale sortirent les premiers éléments de la bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés de l'Inde et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution.

L'ancien mode d'exploitation féodal ou corporatif de l'industrie ne suffisait plus aux besoins qui croissaient sans cesse à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture prit sa place. La petite-bourgeoisie industrielle supplantait les maîtres de jurande ; la division du travail entre les différentes

corporations céda la place à la division du travail au sein de l'atelier même.

Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse : la demande croissait toujours. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors, la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplantait la manufacture ; la moyenne bourgeoisie manufacturière céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement réagit à son tour sur l'extension de l'industrie ; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait, décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le Moyen Âge » [*Manifeste du Parti communiste*, p. 30-31].

La lutte des classes qui, selon le *Manifeste du Parti communiste*, est constitutive de toute société jusqu'à nos jours apparaît comme la conséquence, ou plus exactement la forme que prend la contradiction entre rapports de production et développement des forces productives. C'est parce que le niveau de développement des forces productives (dû au rapport de production capitaliste), ou bien encore leur socialisation, entre en contradiction avec les rapports de production capitalistes (accumulation à un seul pôle) que ceux-ci doivent disparaître : la lutte des classes apparaît ainsi comme la manifestation de cette contradiction et comme le moyen de dépasser les rapports de production capitalistes en instaurant un nouveau mode de

production. Pour Marx, le déroulement de l'histoire et, ici, la fin du capitalisme sont inéluctables.

### *La vision marxienne du communisme*

Selon Marx, le travail, libéré de l'aliénation issue de la propriété privée des moyens de production, donnera naissance à une société sans classes. En effet, le prolétariat constitué en classe dominante détruit par la violence l'ancien régime de production et anéantit par là même les conditions de l'antagonisme des classes. En mettant fin à celui-ci, il détruit aussi sa propre domination comme classe [*Manifeste du Parti communiste*, p. 69-70]. Les détracteurs de Marx, et en premier lieu Proudhon, ont vu, dans cette proposition d'une société communiste sans classes, la fin de l'histoire. Prenant appui sur la maxime du *Manifeste du Parti communiste* selon laquelle « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes », ces détracteurs avançaient qu'une société sans classes était une société sans histoire. Marx, au contraire, considère que l'histoire continue dans le communisme, au-delà de l'antagonisme de classes qui est détruit. Tous les textes de Marx et d'Engels s'accordent sur ce point, des textes philosophiques de jeunesse au *Manifeste du Parti communiste* et au *Capital*, ou aux textes plus sociologiques d'Engels : « Dans son principe, le communisme se situe au-dessus de l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat ; il le reconnaît dans sa signification historique pour le temps présent, mais ne le considère pas comme justifié pour l'avenir ; il veut précisément abolir cet antagonisme » [*La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, p. 359].

La fin de l'antagonisme de classes, avec l'abolition de la propriété privée et de toutes les aliénations qui lui sont liées, signifie « le retour de l'homme hors de la religion, de la famille, de l'État, etc., à son existence humaine, c'est-à-dire sociale » [*Manuscrits de 1844*, p. 88]. C'est l'occasion pour Marx de définir la place de l'homme dans la société et dans la nature et de développer sa conception de l'individu en tant qu'être social [p. 88-89]. En même temps, le communisme n'est défini que par antithèse : « Il n'est pas en tant que tel le but du développement humain, la forme de la société humaine » [p. 99]. Plus encore, écrivent Marx et Engels, il « n'est pour nous ni un *état* qui doit être créé ni un *idéal* sur lequel la réalité devra se régler »



[*L'Idéologie allemande*, p. 64]. Dans la société communiste pourront émerger de nouvelles tensions ou de nouvelles contradictions, évidemment fort éloignées de celles que nous connaissons dans le régime de la propriété privée des moyens de production.

### *L'approche téléologique de Marx*

Les thèses de Marx ont été qualifiées d'eschatologiques et de téléologiques puisqu'elles traitent des fins de l'homme, ou bien de messianiques quand elles donnent au prolétariat le rôle de libérateur de l'humanité. Car Marx a donné un sens à l'histoire et cela dans une double dimension : d'une part, en orientant l'histoire vers une direction absolue, le communisme ; d'autre part, en lui donnant une signification, celle du progrès vers plus d'humanité à travers la fin de l'exploitation et de la domination. Que la transformation et l'évolution soient endogènes ne change rien au fait qu'elles conduisent quelque part et que ce quelque part est envisageable.

Cette philosophie de l'histoire a été de tout temps débattue [en particulier, Aron, 1967 ; Balibar, 1993] et contestée parce qu'elle contient un certain déterminisme ou une nécessité historiques. De ce point de vue, il y a une réelle continuité entre les œuvres philosophiques de jeunesse empreintes d'hégélianisme et les travaux de maturité, qu'ils soient politiques ou économiques comme *Le Capital*. L'œuvre de Marx semble nettement influencée par l'évolutionnisme présent dans les sciences de la nature au XIX<sup>e</sup> siècle : ce dernier considère que les espèces évoluent vers une organisation supérieure ou disparaissent. Le communisme serait cette organisation supérieure de l'humanité. Et elle serait d'autant supérieure qu'elle serait organisée rationnellement [pour une critique plus développée du rôle de la raison dans l'histoire, voir Durand, 1997]. En effet, Marx est aussi très influencé, comme ses contemporains, par une croyance irraisonnée dans la raison et donc dans les sciences de la nature. Il pense, par exemple, que les hommes peuvent connaître les lois naturelles présidant au mouvement des sociétés car, dit-il, « le développement de la formation économique de la société est assimilable à la marche de la nature et à son histoire » [*Le Capital*, I, t. 1, p. 20].

Le communisme, chez Marx, peut être interprété comme une traduction des thèses de Hegel sur la fin de l'histoire et sur la

réalisation de l'Idée. C'est en fait la raison qui occuperait chez Marx la place de l'Idée chez Hegel : non seulement la raison — comme ailleurs la philosophie — permet de comprendre l'histoire et l'économie politique, mais la raison est le fondement de la réalisation du communisme ; il s'agit d'un mode de production construit rationnellement à partir de la connaissance des lois sociales, économiques et historiques.

Marx fut ainsi très influencé par les visions d'harmonie sociale qui traversent les écrits sociologiques ou ceux des socialistes utopiques. Auguste Comte, Claude-Henri de Saint-Simon, Charles Fourier, Charles Owen, mais aussi Émile Durkheim (puis toute la sociologie académique) ont développé des conceptions conduisant à l'ordre social par la satisfaction des attentes et le règlement des conflits. Marx n'échappe pas à la tendance générale : si la situation du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle fonde sa théorie économique et la lutte des classes, l'évolution historique conduit à l'harmonie sociale à travers l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Ce qui démontre, s'il le fallait encore, combien les théories scientifiques sont tributaires des idées qui les entourent et des conditions sociales de leur production. Ce que la théorie de la connaissance, inscrite dans les travaux de Marx, ne cesse de répéter à sa manière.

## IV / Idéologie et sociologie de la connaissance

**A**vant d'observer et de comprendre ce qu'est la méthode de l'économie politique, ou la dialectique matérialiste, ou bien leurs rapports avec la *praxis*, en tant que composantes d'une « théorie de la connaissance » chez Marx, un retour sur ce que n'est pas la connaissance scientifique s'impose. On traitera en particulier de l'idéologie qui, tout comme l'aliénation, empêche de connaître le réel. Rappelons que, selon la conception matérialiste du monde adoptée par Marx et Engels, le réel existe indépendamment de l'esprit ou de l'intelligence qui pense ce réel et se le représente. D'où la fameuse formule selon laquelle Marx aurait remis sur ses pieds la dialectique hégélienne : « Ma méthode dialectique, non seulement diffère par la base de la méthode hégélienne, mais elle en est même l'exact opposé. Pour Hegel, le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'idée, est le démiurge de la réalité, laquelle n'est que la forme phénoménale de l'idée. Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme » [*Le Capital*, I, I, t. 1, p. 29]. Cette conception matérialiste du savoir et des représentations a conduit Marx à se préoccuper de leurs modes de constitution dès ses œuvres de jeunesse.

### L'idéologie

Le terme « idéologie » a été forgé par Destutt de Tracy (1754-1836) et ses amis qui entendaient constituer une « science des idées », mais sa signification a peu à peu dérivé jusqu'à

contenir une connotation péjorative. Dans la démarche critique de Marx et d'Engels, l'idéologie n'est plus la « génétique des idées », mais devient objet de l'analyse elle-même lorsqu'il s'agit d'étudier les représentations caractéristiques d'une époque et d'une société. Marx cherche à fonder une théorie des représentations sociales. « L'idéologie est alors le système des idées, des représentations, qui domine l'esprit d'un homme ou d'un groupe social » [Althusser, 1976, p. 110]. D'où, par exemple, son étude de l'idéologie allemande pour caractériser les idées des philosophes allemands du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Une grande partie de ses œuvres de jeunesse porte sur l'idéologie et sur la puissance des idées dans le mouvement historique. « Pour Marx, l'analyse des idéologies est beaucoup plus qu'un domaine privilégié du matérialisme historique, elle constitue la véritable introduction à la connaissance scientifique des formations sociales. Plutôt que de démontrer patiemment les contradictions économiques et de suivre, par voie de déduction, l'émergence des systèmes intellectuels, il s'attarde à recomposer et à analyser l'imaginaire collectif, ainsi qu'à utiliser les idéologies comme des symptômes privilégiés des contradictions sociales » [Ansart, 1977, p. 54 ; voir en particulier sa bibliographie complète sur l'idéologie]. Mais, insatisfait de sa démarche, Marx n'utilise plus ce terme après 1852 et lui préfère celui de fétichisme qui donnera lieu au fameux développement du *Capital* sur le « caractère fétiche de la marchandise et son secret » [*Le Capital*, I, I, t. 1]. Dans ce texte, Marx cherche à dissiper le nuage mystique qui voile la nature sociale des échanges entre capital et travail. La critique du fétichisme de la marchandise est bien la poursuite dans un champ plus restreint, mais plus important stratégiquement, du même objet : la genèse ou la production de représentations sociales qui rendent compte de façon imparfaite ou erronée du mouvement du réel.

### *La problématique de l'idéologie dominante*

L'idéologie « serait donc, pour l'essentiel, une théorie de la méconnaissance ou de l'illusion, l'envers d'une théorie de la connaissance » [Balibar, 1993, p. 43]. Pourtant, l'idéologie s'impose à l'individu et au groupe social : c'est cette puissance de l'idéologie qui a préoccupé Marx très tôt avec la volonté

d'en comprendre le fonctionnement et l'émergence. Il en trouvera l'explication dans les rapports de domination qui correspondent aux rapports d'exploitation d'une classe par une autre : « Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante » [*L'Idéologie allemande*, p. 75].

Il ressort de cette citation que l'on pourrait parler de rapports de production des idées comme l'on parle de rapports de production des marchandises, ces derniers jouant un rôle dominant dans l'histoire économique et sociale. Comme le capitaliste détient un rôle privilégié dans l'échange inégal qu'est le rapport salarial, l'idéologue de la classe économiquement dominante possède une position privilégiée dans la production des idées. Et ces idées seront celles de la domination, c'est-à-dire expliquant le monde à partir de son point de vue, donc justifiant consciemment ou non l'ordre social tel qu'il existe. Ainsi, l'idéologie ou les idées dominantes ne sont pas un produit de la domination, elles sont inhérentes à la domination, constitutives de celle-ci. « Marx ne fait pas une théorie de la constitution des idéologies comme discours, comme système de représentation particuliers ou généraux, pour se poser seulement après coup la question de la domination : elle est toujours déjà incluse dans l'élaboration du concept » [Balibar, 1993, p. 45].

### *De la « fausse conscience » au relativisme*

Si l'idéologie est l'expression de la domination, le concept d'idéologie devient d'un usage difficile car il conduit à deux thèses opposées : ou bien l'idéologie signifie l'illusion, la représentation erronée (celle de la classe dominante qui a érigé ses représentations particulières en valeurs universelles), ou bien la tentative de transformation de la classe dominée en classe dominante produit une autre idéologie (plus « vraie » parce qu'elle est porteuse d'histoire) et la diversité des idéologies conduit au relativisme.

Depuis Marx, les deux théories ont eu leurs adeptes. Georg Lukács [1960] et Joseph Gabel [1962] ont vu dans l'idéologie la « fausse conscience » tandis que Raymond Aron [1967] y découvrait la « conscience fausse » ou la « représentation fausse ». À l'opposé, l'idéologie prolétarienne est pensée comme vraie à partir des conditions matérielles du prolétariat dans le capitalisme et de son rôle universel dans la révolution [Lukács, 1960]. Cette conception de l'idéologie prolétarienne prend ses racines dans les écrits de Marx qui à la fois font de toute classe révolutionnaire le vecteur de l'universalité et mettent en garde contre le caractère momentané de cette universalité : « Chaque nouvelle classe n'établit donc sa domination que sur une base plus large que la classe qui dominait précédemment, mais, en revanche, l'opposition entre la classe qui domine désormais et celles qui ne dominent pas ne fait ensuite que s'aggraver en profondeur et en acuité » [*L'Ideologie allemande*, p. 77]. Pour éviter le relativisme dû à cette diversité des idéologies et des représentations du réel, un certain marxisme a opposé l'idéologie à la science et plus particulièrement l'idéologie bourgeoise (erronée et trompeuse) à la science prolétarienne (vraie et libératrice), ou bien a fait de la science bourgeoise une sorte d'idéologie [Bogdanov, 1977 ; Lecourt, 1976].

Par ailleurs, le communisme faisant disparaître l'antagonisme de classes, il met fin à l'idéologie en tant que manifestation de la domination d'une classe. Et ce d'autant plus que l'universalité est réalisée : en général, « le reflet religieux du monde réel ne pourra disparaître que lorsque les conditions du travail et de la vie pratique présenteront à l'homme des rapports transparents et rationnels avec ses semblables et avec la nature. La vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagée du nuage mystique qui en voile l'aspect que le jour où s'y manifestera l'œuvre d'hommes librement associés agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social » [*Le Capital*, l. I, t. 1, p. 91]. Ce passage est doublement intéressant : non seulement on y retrouve le rôle de la raison dans la mise en œuvre du communisme, mais surtout les rapports sociaux deviendront transparents. Henri Lefèbvre, à son tour, a insisté sur les rapports entre le caractère mystique de la marchandise (son fétichisme) et l'opacité des rapports sociaux dans le capitalisme pour faire de la *praxis* révolutionnaire la condition du

rétablissement de la transparence [Lefèbvre, 1966, p. 52 *et sq.*]. Ainsi, raison et transparence s'opposent à idéologie et opacité. On ne s'étonnera donc pas des réductions théoriques déjà énoncées du marxisme. Car, à vouloir penser le futur, il est trop aisé d'oublier la définition essentielle de l'idéologie par Marx dans son rapport à la domination.

*L'idéologie « interpelle les individus en sujets »*

L'État, en tant qu'appareil de domination d'une classe sur les autres, occupe une place privilégiée dans la production et la diffusion de l'idéologie. En effet, l'État étant la forme « dans laquelle se résume toute la société civile d'une époque, il s'ensuit que toutes les institutions communes passent par l'intermédiaire de l'État et reçoivent une forme politique. De là l'illusion que la loi repose sur la volonté et, qui mieux est, sur une volonté libre, détachée de sa base concrète » [L'*Idéologie allemande*, p. 106]. C'est Louis Althusser qui a le mieux montré la fonction idéologique de l'État à travers sa thèse sur les appareils idéologiques d'État (*cf.* chapitre v). Il a questionné à nouveau la définition de l'idéologie, non pas seulement du point de vue de la domination, mais du fonctionnement de l'idéologie. Pour Louis Althusser, « l'idéologie est une représentation du rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence » [1976, p. 114]. C'est-à-dire que ce n'est pas leurs conditions réelles d'existence qu'ils se « représentent » dans l'idéologie, mais que c'est le rapport à ces conditions d'existence qui leur y est représenté. Autrement dit, les hommes trouvent dans l'idéologie des représentations toutes faites, déjà constituées, de leur rapport au monde réel. Or ces représentations, en tant que constructions imaginaires, sont déformées et acceptées (comme vraies).

Quoique Louis Althusser soit peu disert sur la production de ces représentations, on peut penser qu'elles sont éminemment sociales et largement empreintes des rapports de domination caractérisant la formation sociale. C'est-à-dire que s'y réfracte, avec toutes les déformations inéluctables à la domination, une certaine image erronée (renversée, comme l'a écrit Marx dans *L'Idéologie allemande* ; voir aussi Kofman, [1973]) de cette même domination et du monde réel.

Si l'image est fausse, en raison même du travail de l'imaginaire, pourquoi les hommes y adhèrent-ils ? Selon l'argumentation de Louis Althusser, « l'idéologie interpelle des "individus" en sujets » : « Nous suggérons alors que l'idéologie "agit" ou "fonctionne" de telle sorte qu'elle "recrute" des sujets parmi les individus (elle les recrute tous) ou "transforme" les individus en sujets (elle les transforme tous) par cette opération très précise que nous appelons *l'interpellation*, qu'on peut se représenter sur le type même de la plus banale interpellation policière (ou non) de tous les jours : "Hé, vous, là-bas !" » [Althusser, 1976, P. 126]. Dans l'interpellation, les individus se reconnaissent comme sujets. Jouant sur la double acception du terme « sujet » (d'abord, une subjectivité libre, un centre d'initiatives et un responsable de ses actes), Louis Althusser considère que l'individu concret interpellé en sujet l'est principalement pour être assujéti (deuxième sens du terme « sujet » qui signifie soumis à une autorité extérieure, donc dénué de toute liberté, sauf d'accepter librement sa soumission). Le sujet n'est pas à proprement parler assujéti à l'idéologie, mais au Sujet avec un grand S qui sera Dieu dans la religion, le Devoir dans la morale, le Droit dans la société, la Réussite à l'école, etc., nous dit Louis Althusser. Ce Sujet domine l'idéologie et en organise les moindres détails de fonctionnement, y compris pour favoriser l'interpellation et l'assujétissement ; ce qui fait dire qu'il n'y a pas d'idéologie sans pratique (prière, procès, salle de classe...).

À l'assujétissement des sujets au Sujet succèdent leur reconnaissance mutuelle, la reconnaissance des sujets entre eux (les fidèles, les condamnés, les écoliers...), puis la reconnaissance du sujet par lui-même : le sujet se reconnaît comme sujet du Sujet. Alors cette triple reconnaissance conduit le sujet à une garantie absolue pour son devenir : « Résultat : pris dans ce quadruple système d'interpellation en sujets, d'assujétissement au Sujet, de reconnaissance universelle et de garantie absolue, les sujets "marchent", ils "marchent tout seuls" dans l'immense majorité des cas, à l'exception des "mauvais sujets" qui provoquent à l'occasion l'intervention de tel ou tel détachement de l'appareil (répressif) d'État. Mais l'immense majorité des (bons) sujets marchent bien "tout seuls", c'est-à-dire à l'idéologie (dont les formes concrètes sont réalisées dans les appareils idéologiques d'État, dits AIE). Ils s'insèrent dans les pratiques, gouvernées par les rituels des AIE. Ils "reconnaissent" l'état des choses existant,



que "c'est bien vrai qu'il en est ainsi et pas autrement", qu'il faut obéir à Dieu, à sa conscience, au curé, à de Gaulle, au patron, à l'ingénieur, qu'il faut "aimer son prochain comme soi-même", etc. Leur conduite concrète, matérielle, n'est que l'inscription dans la vie de l'admirable mot de leur prière : "Ainsi soit-il !" » [p. 133].

Cette théorie de l'idéologie a été largement débattue : simpliste ou mécaniste pour les uns, « vraie » pour les autres parce qu'elle incorpore la conscience de l'individu-sujet ou bien parce qu'elle emprunte implicitement aux travaux de Freud et de Lacan. La problématique du fonctionnement des idéologies ne répond pas aux interrogations relatives à leur constitution ou à leur production sociale. Si la thèse marxienne de la domination vaut pour expliquer ce nuage mystique qu'est l'idéologie, les médiations qui la rendent opérationnelle à tout instant et en tout lieu de l'existence des hommes constituent un vaste champ scientifique à peine élaboré.

### *L'aliénation*

Comme le concept d'idéologie, le concept d'aliénation subit des fluctuations dans l'œuvre de Marx, dès les *Manuscrits de 1844*. Son sens le plus strict est celui utilisé dans *Le Capital* quand il s'agit de montrer que le résultat du travail de l'ouvrier lui est étranger en raison de la séparation de l'ouvrier de ses moyens de travail qui le contraint à l'échange salarial. Il lui est étranger (aliéné) puisqu'il ne peut plus en disposer. La force de travail étant payée à sa valeur, que la valeur du travail fourni soit supérieure à la valeur d'échange de la force de travail n'a pas d'importance : la survaleur ou plus-value reste propriété du capitaliste.

La caractéristique essentielle (qui fonde l'aliénation) du rapport entre capitaliste et ouvrier réside dans le fait que l'ouvrier est chaque jour contraint d'aller vendre sa force de travail, car il ne dispose pas des moyens de travail objectifs (les moyens de travail) et subjectifs (les moyens de subsistance) qu'il trouve toujours face à lui chez le capitaliste. C'est donc la thèse de l'exploitation inscrite dans les travaux de maturité de Marx qui fonde scientifiquement le concept d'aliénation déjà présent dans les œuvres de jeunesse. Ainsi, la critique économico-sociale du capitalisme par Marx devenu homme de sciences pourrait

### L'aliénation

« Le travail ne produit pas que des marchandises ; il se produit lui-même et produit l'ouvrier en tant que marchandise et cela dans la mesure où il produit des marchandises en général.

Ce fait n'exprime rien d'autre que ceci : l'objet que le travail produit, son produit, l'affronte comme un être étranger, comme une puissance indépendante du producteur. Le produit du travail est le travail qui s'est fixé, concrétisé dans un objet, il est l'objectivation du travail. L'actualisation du travail est son objectivation. Au stade de l'économie, cette actualisation du travail apparaît comme la perte pour l'ouvrier de sa réalité, l'objectivation comme la perte de l'objet ou l'asservissement à celui-ci, l'appropriation comme l'aliénation, le dessaisissement.

L'objectivation se révèle à tel point être la perte de l'objet que l'ouvrier est spolié, non seulement des objets les plus nécessaires à la vie, mais encore des objets du travail [...]. L'appropriation de l'objet se révèle à tel point être une aliénation que plus l'ouvrier produit d'objets, moins il peut posséder et plus il tombe sous la domination de son produit, le capital.

Toutes ces conséquences se trouvent dans cette détermination : l'ouvrier est à l'égard du produit de son travail dans le même rapport qu'à l'égard d'un objet étranger. Car ceci est évident par hypothèse : plus l'ouvrier s'extériorise dans son travail, plus le monde étranger, objectif, qu'il crée en face de lui devient puissant, plus il s'appauvrit lui-même et plus son monde intérieur devient pauvre, moins il possède en propre. Il en va de même dans la religion. Plus l'homme met de choses en Dieu, moins il en garde en lui-même. L'ouvrier met sa vie dans l'objet. Mais alors celle-ci ne lui appartient plus, elle appartient à l'objet. Donc plus cette activité est grande, plus l'ouvrier est sans objet. Il n'est pas ce qu'est le produit de son travail. Donc plus ce produit est grand, moins il est lui-même. L'aliénation de l'ouvrier dans son produit signifie non seulement que son travail devient un objet, une existence extérieure, mais que son travail existe en dehors de lui, indépendamment de lui, étranger en lui, et devient une puissance autonome vis-à-vis de lui, que la vie qu'il a prêtée à l'objet s'oppose à lui, hostile et étrangère » [*Manuscrits de 1844*, p. 57-58].

être le prolongement, sans rupture ni « coupure épistémologique », des thèmes philosophiques de jeunesse si largement imprégnés de la pensée de Hegel d'abord, mais aussi de Feuerbach et des économistes tels que Ricardo et Smith [voir aussi Haber, 2007].

### *Deux renversements dialectiques*

Après avoir défini l'aliénation et le dessaisissement du travail de l'ouvrier, Marx procède à un premier renversement dialectique en montrant que, nécessairement, si le produit du travail est l'aliénation, la production elle-même est l'aliénation en acte. Autrement dit, tout comme l'idéologie n'était pas le résultat de la domination mais lui était inhérente, l'aliénation n'est pas seulement le produit du travail, elle est intrinsèque au processus productif, c'est-à-dire à l'acte de travail lui-même dans le capitalisme. Alors, il peut soutenir que l'acte de travail est « extérieur à l'ouvrier, que le travail dans lequel l'homme s'aliène est un travail de sacrifice de soi, de mortification. Enfin, le caractère extérieur à l'ouvrier du travail apparaît dans le fait qu'il n'est pas son bien propre, mais celui d'un autre, qu'il ne lui appartient pas, que dans le travail l'ouvrier ne s'appartient pas lui-même, mais appartient à un autre » [*Manuscripts de 1844*, p. 60].

Dire que « l'ouvrier appartient à un autre », c'est décrire le servage ou l'esclavagisme et non le capitalisme. En 1844, Marx n'avait pas encore distingué la force de travail de l'ouvrier : le capitaliste n'achète pas le travailleur, mais l'usage de la force de travail de l'ouvrier durant un temps défini. Quoi qu'il en soit, nous sommes ainsi passés de l'aliénation de la chose à l'aliénation de soi [p. 61]. En effet, si le processus de production ou l'acte de travail dans le capitalisme aliène la chose (le résultat du travail), il aliène aussi le support de la force de travail (l'ouvrier) qui ne peut construire librement son œuvre puisqu'il ne dispose pas des moyens de travail.

Marx opère ensuite un second renversement en passant du travail aliéné, nécessaire à la vie physiologique de l'homme, à l'aliénation de l'homme à l'égard du genre humain : le travail aliéné rend l'homme étranger à la nature (puisque son produit lui est confisqué) et le rend étranger à lui-même pour la même raison. Alors « la vie elle-même n'apparaît que comme moyen de subsistance » [p. 62]. Une telle conclusion conduit à rapprocher l'existence humaine de la vie animale : « Tandis que le travail aliéné arrache à l'homme l'objet de sa production, il lui arrache sa vie générique, sa véritable objectivité générique et il transforme l'avantage que l'homme a sur l'animal (l'élaboration de son œuvre) en ce désavantage que son corps non organique, la nature, lui est dérobé » [p. 64].

*De l'« aliénation » à la « jouissance »*

Le régime de la propriété privée des moyens de production entraîne d'autres formes d'aliénation, cette fois dans la consommation (cf. encadré « L'aliénation dans la consommation ») : la création de nouveaux besoins ou l'appel à la jouissance constituent la dernière signification du concept d'aliénation que les critiques de la « société de consommation » et de l'« embourgeoisement de la classe ouvrière » ont repris dans les années 1960. La dimension est ici plus morale qu'économique ou scientifique. Il reste que ce passage des *Manuscrits de 1844* contient en germe tous les développements du capitalisme du <sup>xx</sup>e siècle avec le rôle stratégique de la publicité dans la constitution des besoins et l'excitation des désirs.

D'une certaine manière, ce passage invalide aussi les conséquences avancées dans *Le Capital* à propos de l'appauvrissement de la classe ouvrière dans le processus de création de la plus-value relative. En effet, l'allégorie du palais et de la chaumière [p. 78], c'est-à-dire le maintien de leur inégalité, peut conduire non pas à la révolte, mais tout aussi bien à la satisfaction des individus des classes sociales les moins favorisées, chaque famille possédant aujourd'hui plus de biens qu'hier. Si la domination trace la voie au travail aliéné, l'aliénation peut s'accommoder de la domination quand la majorité des besoins issus de la propriété privée sont satisfaits [Haber, 2007 ; Renault, 2006 ; 2017 ; voir l'ensemble du n° 39 d'*Actuel Marx*, mai 2006]. C'est bien à ce ouatage ou à ce feutrage des rapports de classes et d'exploitation que conduit le travail aliéné, en particulier lorsque l'idéologie contribue à en voiler la nature. Par exemple, Stéphane Haber montre comment la critique de l'aliénation est aujourd'hui banalisée, perdant tout son potentiel révolutionnaire en devenant ainsi une aliénation de « second niveau » pour laquelle il reste à inventer une démarche critique [2007, p. 368-374].

### L'aliénation dans la consommation

« Dans le cadre de la propriété privée, tout homme s'applique à créer pour l'autre un besoin nouveau pour le contraindre à un nouveau sacrifice, le placer dans une nouvelle dépendance et le pousser à un nouveau mode de jouissance et, par suite, de ruine économique. Chacun cherche à créer une force essentielle étrangère dominant les autres hommes pour y trouver la satisfaction de son propre besoin égoïste. Avec la masse des objets augmente donc l'empire des êtres étrangers auquel l'homme est soumis et tout produit nouveau renforce encore la tromperie réciproque et le pillage mutuel. L'homme devient d'autant plus pauvre en tant qu'homme, il a d'autant plus besoin d'argent pour se rendre maître de l'être hostile et la puissance de son argent tombe exactement en raison inverse du volume de la production, c'est-à-dire que son indigence augmente à mesure que croît la puissance de l'argent. Le besoin d'argent est donc le vrai besoin produit par l'économie politique et l'unique besoin qu'elle produit. La quantité d'argent devient de plus en plus

l'unique et puissante propriété de celui-ci ; de même qu'il réduit tout être à son abstraction, il se réduit lui-même dans son propre mouvement à un être quantitatif. L'absence de mesure et la démesure deviennent sa véritable mesure.

Sur le plan subjectif même, cela se manifeste d'une part en ceci que l'extension des produits et des besoins devient l'esclave inventif et toujours en train de calculer d'appétits inhumains, raffinés, contre nature et imaginaires. La propriété privée ne sait pas transformer le besoin grossier en besoin humain ; son idéalisme est l'imagination, l'arbitraire, le caprice et un eunuque ne flatte pas avec plus de bassesse son despote et ne cherche pas à exciter ses facultés émoussées de jouissance pour capter une faveur avec des moyens plus infâmes que l'eunuque industriel, le producteur, pour capter les pièces blanches et tirer les picaillons de la poche de son voisin très chrétiennement aimé [...]. L'eunuque industriel se plie aux caprices les plus infâmes de l'homme, joue l'entremetteur entre son besoin et lui, excite en lui des appétits morbides, guette chacune de ses faiblesses pour lui demander ensuite le salaire de ces bons offices » [Les Manuscrits de 1844, p. 100-101].

## Sociologie et dialectique matérialiste

### *La production sociale des connaissances*

Ce n'est pas seulement l'idéologie, mais toute la connaissance qui est influencée par le contexte social et économique. Marx a été l'un de ceux qui se sont efforcés de montrer le rapport étroit entre les conditions sociales de la production des savoirs et leurs contenus. Selon lui, les rapports de production et le

niveau de développement des forces productives influencent la superstructure juridique, politique et culturelle : « Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience » [*Contribution à la critique de l'économie politique*, préface, p. 4]. Parce que le langage et la conscience sont d'emblée des produits sociaux [*L'Idéologie allemande*, p. 59], ils dépendent à la fois des rapports qu'entretiennent les hommes entre eux et des techniques productives existantes. D'où l'importance des conditions sociales de la mise en œuvre de ces techniques, c'est-à-dire de la division du travail et plus particulièrement de la division du travail entre travail manuel et travail intellectuel. Car c'est à partir du moment historique où apparaît cette division que « la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel. À partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie "pure", théologie, philosophie, morale, etc. » [*L'Idéologie allemande*, p. 60]. Comme l'indique Marx dans la marge de son propre manuscrit, cette naissance du travail intellectuel spécialisé coïncide avec l'apparition des prêtres, première forme des idéologues.

Marx et Engels s'intéressent aux conditions de production des idées, des représentations et des connaissances. En particulier, ils s'attachent à montrer qu'il n'y a pas de mouvement des idées indépendant de la formation sociale dans laquelle elles sont produites. D'où leur critique du philosophe allemand Feuerbach : « Feuerbach résout l'essence religieuse en l'essence humaine. Mais l'essence de l'homme n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, elle est l'ensemble des rapports sociaux. Feuerbach, qui n'entreprend pas la critique de cet être réel, est par conséquent obligé :

- de faire abstraction du cours de l'histoire et de faire de l'esprit religieux une chose immuable, existant pour elle-même, en supposant l'existence d'un individu humain abstrait isolé ;
- de considérer, par conséquent, l'être humain uniquement en tant que "genre", en tant qu'universalité interne, muette, liant d'une façon purement naturelle les nombreux individus » [« VI<sup>e</sup> thèse sur Feuerbach », *L'Idéologie allemande*, p. 33].

Ce qui est mis en cause ici, c'est la conception de l'individu séparé de la vie sociale. L'individu — et donc sa pensée ou ses représentations — ne peut être défini, pensé ou conçu sans référence aux rapports sociaux qui le constituent. Ici, comme précédemment à propos de la domination ou de l'aliénation, on ne dira pas que c'est un phénomène extérieur — le social — qui « façonne » l'individu, mais que les rapports sociaux nécessaires entretenus entre les individus les constituent en tant qu'individus.

On peut ajouter qu'il ne s'agit pas d'une détermination ou d'un conditionnement de l'individu par le social qui lui retirerait toute liberté individuelle : cette manière de poser le problème est étrangère à la pensée de Marx qui ne se préoccupe ici que de définir l'individu comme être social et ses représentations comme insérées et produites par les rapports qu'il entretient avec les autres hommes.

### *La praxis*

Au-delà des seules représentations immédiates se pose la question de la connaissance scientifique du monde réel par les hommes, au sens de connaissance construite et raisonnée. Celle-ci passe nécessairement par l'activité humaine concrète, c'est-à-dire par la pratique. D'où la « II<sup>e</sup> thèse sur Feuerbach » : « La question de savoir s'il y a lieu de reconnaître à la pensée humaine une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance de sa pensée dans ce monde et pour notre temps. La discussion sur la réalité ou l'irréalité d'une pensée qui s'isole de la pratique est purement scolastique » [p. 31-32].

Autrement dit, la pratique fonctionne ici comme moyen de connaissance et comme preuve de la véracité de la théorie. On retrouve ici la notion de preuve par l'expérience caractérisant la plupart des sciences de la nature. Mais qu'en est-il dans les sciences sociales ?

Henri Lefèbvre place la *praxis* au centre de la théorie de Marx pour fonder une sociologie marxiste. À la place du terme « pratique » qui pourrait en être la traduction simple, il utilise le terme allemand de *praxis* qui signifie plutôt action pratique, c'est-à-dire pratique et action en vue de la connaissance avec

pour objectif dernier la transformation ou le changement. Pour Henri Lefèbvre, il s'agit tout à la fois de distinguer la *praxis* de l'actionnalisme des sociologues tels que Talcott Parsons (1902-1979) ou Alain Touraine et de marquer une volonté de distanciation à l'égard de l'orthodoxie marxiste en affirmant un projet de dépassement du politique et de la philosophie : « Dans la *praxis*, la pensée retrouve l'unité avec l'être, la conscience avec la nature sensible ou "matérielle", l'esprit avec le spontané » [Lefèbvre, 1966, p. 48]. La *praxis* renoue avec la notion de temps, à partir du temps de travail et de l'action des hommes sur le temps. Elle réhabilite le sensible dans l'activité humaine que la philosophie spéculative avait évacué. De même, elle réintroduit la créativité en transformant les instruments de travail, le travail lui-même (rapport de l'homme à la nature), puis les rapports des hommes entre eux.

Quant à la *praxis* révolutionnaire, c'est elle « qui introduit l'intelligibilité concrète (dialectique) dans les rapports sociaux. Elle rétablit la coïncidence entre les représentations et la réalité, entre les institutions (superstructures) et les forces productives (la base), entre formes et contenus. Nous retrouvons ici l'idée fondamentale du dépassement. Il crée l'intelligibilité comme la raison vivante dans la tête des hommes et la rationalité du social » [p. 44]. La *praxis* est la condition d'une théorie du réel, tandis que seule est vraie la *praxis* révolutionnaire [p. 47]. Autrement dit, l'accès à la vérité passe par la pratique révolutionnaire et dans le marxisme par la pratique révolutionnaire du prolétariat : « La pensée marxiste n'est pas seulement pensée orientée vers l'action. Elle est théorie de l'action, réflexion sur la *praxis*, c'est-à-dire sur le possible et l'impossible. La connaissance de l'État et de la bureaucratie ne se sépare pas de l'activité révolutionnaire qui tend à les surmonter. Nous savons à quel point la connaissance implique la critique radicale (le moment négatif) et inversement entretient cette critique. Or la pensée critique n'a de sens et de portée que par l'action pratique révolutionnaire, critique en acte de l'existant » [p. 139].

Ainsi, non seulement la connaissance vraie est critique, mais pour l'être elle doit être mise en acte : elle doit être pratique sociale et en particulier, nous dit Henri Lefèbvre, mouvement social mis en œuvre à partir d'une stratégie. Ce que conteste Raymond Aron pour qui « il importe à un marxiste comme à un non-marxiste de ne pas réduire la signification d'une œuvre



scientifique ou esthétique à son contenu de classe », car ce qui compte c'est la vérité universelle de certaines sciences et la valeur universelle des œuvres d'art [1967, p. 202].

Ce qu'a introduit Marx, c'est l'unité de la théorie et de la pratique ou, dit autrement, la connaissance par la *praxis*. La pratique sociale est pour Marx la composante inhérente au processus de connaissance et à la construction de la théorie. Non seulement la pratique est le moyen ou la mesure de la véracité de la théorie, mais elle est constitutive de celle-ci par la réintroduction du sensible, par l'expérience, conditions d'existence de la conscience qui interprète.

### *Le concret pensé*

Dans sa critique de la méthode de l'économie politique, Marx vise à la fois l'empirisme des économistes classiques et l'idéalisme de Hegel. Il rejette la méthode qui étudie d'abord le réel et le concret (comme, par exemple, la population) sans appareillage conceptuel (les classes, le travail salarié, le capital, par exemple) car cette méthode conduit à une représentation chaotique de la population. Au contraire, c'est en partant de l'abstrait, c'est-à-dire des concepts (eux-mêmes établis par l'analyse qui dégage quelques rapports généraux abstraits déterminants comme la division du travail, l'argent, la valeur...), que la pensée reconstruit le concret : « La méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'approprier le concret, de le reproduire sous la forme d'un concret pensé » [*Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 165].

Ce concret peut apparaître comme le résultat de la pensée, mais il s'agit d'une illusion dans laquelle est tombé Hegel : le réel préexiste à la pensée et ce n'est pas parce que la conscience philosophique conçoit tel ou tel objet que celui-ci n'a pas existé avant que celle-ci ne s'en préoccupe et qu'il ne lui survive pas. « La totalité concrète en tant que totalité pensée, en tant que représentation mentale du concret, est en fait un produit de la pensée, de la conception ; il n'est par contre nullement le produit du concept qui s'engendrerait lui-même, qui penserait en dehors et au-dessus de la vue immédiate et de la représentation, mais un produit de l'élaboration de concepts à partir de la vue immédiate et de la représentation. Le tout,

tel qu'il apparaît dans l'esprit comme une totalité pensée, est un produit du cerveau pensant qui s'approprie le monde de la seule façon qui lui soit possible, d'une façon qui diffère de l'appropriation de ce monde par l'art, la religion, l'esprit pratique. Après comme avant, le sujet réel subsiste dans son indépendance en dehors de l'esprit ; et cela aussi longtemps que l'esprit a une activité purement spéculative, purement théorique. Par conséquent, dans l'emploi de la méthode théorique aussi il faut que le sujet, la société, reste constamment présent à l'esprit comme donnée première » [*Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 165-166].

Le concret pensé est une représentation, à partir de concepts précédemment élaborés, d'un réel qui reste distinct et indépendant de l'esprit pensant. Cette conception d'un esprit pensant construisant une image du réel à partir des concepts a conduit à la « théorie du reflet » selon laquelle la connaissance était une réflexion du monde réel dans la pensée des hommes, plus ou moins « vraie » selon qu'il s'agissait d'une idéologie ou du résultat d'une pensée scientifique. Cette « théorie du reflet » extrêmement réductrice, présente dans toute l'orthodoxie marxiste, repose sur une interprétation erronée d'une critique de la méthode de Hegel qui se termine par cette fameuse maxime : « Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme » [*Le Capital*, I, I, t. 1, p. 29].

Bien sûr, le terme « réflexion » ne doit pas être pris au sens propre, c'est-à-dire au sens de reflet (immédiat, fidèle et immuable), mais dans son sens métaphorique qui conduit à l'affirmation de l'indépendance du réel et de l'esprit pensant, c'est-à-dire à la préexistence du monde réel par rapport à la conscience. Telle est la signification de la phrase rapportée à son contexte. Enfin, Marx parle du mouvement de la pensée, ce qui souligne l'importance du processus de connaissance qui mobilise des concepts construits à partir du concret pour le reproduire sous la forme d'un concret pensé. Ce mouvement de la pensée est un va-et-vient constant entre le concret et le cerveau, à la fois dans la production de l'appareillage conceptuel et dans la représentation de ce concret pensé.

### *Le matérialisme dialectique*

Le concept de matérialisme dialectique apparaît tardivement (1886) sous la plume d'Engels. Auparavant, le concept de dialectique matérialiste désignait la méthode mise en œuvre par Marx et Engels, étant entendu qu'il s'agissait de la dialectique de Hegel « remise sur ses pieds ». Par là, Marx reconnaissait sa dette envers Hegel tout en soulignant le renversement opéré à travers la primauté qu'il accordait au matériel par rapport à l'idéal. Par ailleurs, selon Marx et Engels, la dialectique n'œuvre pas seulement dans la pensée, mais dans le réel, dans les mondes organique ou animal et dans l'histoire (d'où d'ailleurs la notion de matérialisme historique forgée ultérieurement par les marxistes).

Le premier emprunt à Hegel est celui de contradictions dont Marx et Engels montrent qu'elles traversent toute la vie, la nature et l'histoire, car elles expliquent le mouvement. Or le réel est en mouvement permanent, du plus petit (l'atome) au plus grand (l'univers). La matière n'est pas une substance inerte (*Dialectique de la nature*). Bien au contraire, le principe constitutif de la matière est le mouvement. L'immobilité, la stabilité ou l'équilibre ne sont conçus que comme un moment particulier et momentané du mouvement.

« Le mouvement est contradiction ; par exemple, le simple changement mécanique de lieu lui-même ne peut s'accomplir que parce qu'à un seul et même moment, un corps est à la fois dans un lieu et dans un autre lieu, en un seul et même lieu et non en lui. Et c'est dans la façon que cette contradiction a de se poser continuellement et de se résoudre en même temps que réside précisément le mouvement » [*Anti-Dühring*, p. 150].

Le deuxième emprunt à Hegel est celui de « la loi d'après laquelle de simples changements dans la quantité, parvenus à certain degré, amènent des différences dans la qualité » [*Le Capital*, I, I, t. 1, p. 302]. Les exemples les plus classiques d'application de cette loi sont le passage de l'eau à l'état solide au-dessous de 0 °C, sous pression atmosphérique normale, ou son passage à l'état gazeux au-dessus de 100 °C. D'autres exemples peuvent être pris en chimie, en physique ou ailleurs. Dans l'histoire, la transformation des commerçants en capitalistes ou le passage de la manufacture à la grande industrie, ou bien

encore la nature de la coopération dans le travail, illustrent la permanence de cette loi.

Enfin, le troisième emprunt à Hegel est celui de la négation de la négation, constitutif de la contradiction et de son dépassement. Là aussi, Marx et Engels transfèrent la loi de la seule sphère de la pensée telle qu'elle fonctionne dans la logique de Hegel vers le monde réel. Engels prend l'exemple simple du cycle d'un grain d'orge pour illustrer son propos : un grain d'orge qui germe « disparaît en tant que tel, il est nié, remplacé par la plante née de lui, négation du grain. Mais quelle est la carrière normale de cette plante ? Elle croît, fleurit, se féconde et produit en fin de compte de nouveaux grains d'orge et aussitôt que ceux-ci sont mûrs, la tige dépérit, elle est niée pour sa part. Comme résultat de cette négation de la négation, nous avons derechef le grain d'orge du début, non pas simple, mais en nombre dix, vingt, trente fois plus grand » [*Anti-Dühring*, p. 165].

Dans l'histoire, les exemples ne manquent pas de négation de la négation conduisant chez Marx et Engels au concept de dépassement signifiant la transformation d'un extrême en son contraire, c'est-à-dire l'avènement d'une nouvelle situation issue de la contradiction précédente.

Pour Marx, la négation de la négation est le fondement même de l'inéluctabilité du communisme, expropriant les expropriateurs : dans la phase d'accumulation primitive du capital, les producteurs immédiats (petite propriété privée reposant sur le travail personnel) sont expropriés et dessaisis de leurs moyens de production. Puis, en raison de la concurrence et du développement des forces productives, le capital se concentre tandis que la résistance et les luttes de la classe ouvrière se renforcent. « Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés. L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation

avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation » [*Le Capital*, l. I, t. 3, p. 205].

La démonstration par la négation de la négation de la nécessité historique de la fin du capitalisme (d'ailleurs annoncée dans le même texte comme plus rapide que sa genèse, en raison du caractère collectif de la production) peut laisser perplexe au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle. Si la loi conserve sa validité en tant qu'explication du mouvement historique, l'application qu'en fait Marx à l'échelle macrohistorique ne tient pas compte des contre-tendances et des capacités que possède le capitalisme à résoudre provisoirement ses crises. Marx avait pourtant fait état de celles-ci, comme à propos de la baisse tendancielle du taux de profit, en insistant sur le fait qu'il ne s'agissait que d'une tendance puisque existaient des solutions limitées et provisoires à cette baisse du taux de profit. Mais, surtout, Marx n'a pas envisagé toutes les ressources que pouvait retirer le capitalisme pour sa survie des processus de production de plus-value relative, c'est-à-dire de réduction des prix des marchandises conduisant à une élévation des niveaux de vie des salariés et au feutrage des contradictions sociales.

### *Des contradictions à n termes*

La loi de la négation de la négation peut d'autant mieux conserver sa validité qu'elle sera enrichie des résultats acquis dans les sciences de la nature, dans les sciences sociales et généralement dans la théorie de la connaissance. En particulier, le concept de contradiction n'accepte que deux termes chez Hegel comme chez Marx : cette binarité pourrait être enrichie. En effet, l'introduction d'un troisième terme dans la contradiction (qui ouvre bien sûr le possible de *n* termes) permet de penser immédiatement la/les contradiction(s) et les alliances [Durand et Weil, 2006, chapitre xii]. D'une certaine manière, Marx a ouvert la voie à cette pensée avec *Les Luites de classe en France* et *Le 18 Brumaire*, qui distinguaient jusqu'à sept classes et fractions de classes s'articulant autour d'une contradiction principale.

De même, la négation de la négation pourrait ne pas être unique dans une même phase du processus historique, mais plusieurs de ces négations pourraient se superposer, y compris dans des sphères différentes (l'économique, l'idéologique, le

politique...) qui accéléreraient ou freineraient le processus historique.

Le matérialisme dialectique, malgré les dénaturations engendrées par le stalinisme, a fait avancer les connaissances économiques et sociologiques, y compris par son influence chez les non-marxistes. Mais l'affirmation radicale de l'existence de lois a empêché de voir que certaines bifurcations historiques n'avaient pas eu lieu sous l'empire de la nécessité et qu'elles relevaient en partie du hasard. Tel est au minimum le « résidu scientifique » non traité par le matérialisme historique. À l'opposé, en accordant toute l'importance qui lui est due à la production sociale des connaissances, les thèses de Marx ont joué un rôle historique.

## **V / Les marxistes contemporains face aux classes sociales et à l'État**

**M**arx a beaucoup plus influencé le xx<sup>e</sup> siècle que son propre siècle : non seulement plus du tiers de la population du globe a vécu les années 1950-1990 dans des pays dont les dirigeants se réclamaient officiellement du marxisme, mais la très grande majorité des penseurs de ce siècle se sont situés par rapport à Marx, qu'ils soient historiens, économistes, sociologues, anthropologues ou philosophes. Face à la difficulté de rendre compte de ces influences sur lesquelles nous reviendrons en conclusion, on observera l'évolution de deux chantiers théoriques laissés ouverts par Marx : les classes sociales et l'État.

### **Une théorie moderne des classes sociales**

Comme l'affirme à maintes reprises R. Aron [1967], Marx restera le penseur de l'antagonisme et de la contradiction dans le capitalisme. C'est la thèse de la polarisation en deux blocs, et deux seulement, qui organise l'édifice social marxien : celui constitué des travailleurs producteurs de plus-value et celui des capitalistes auxquels s'adjoignent quelques salariés participant à l'extraction de la plus-value en vue de l'accumulation capitaliste.

Pendant, de nouvelles catégories intermédiaires de salariés, déjà présentes au xix<sup>e</sup> siècle et décrites par Marx, n'ont cessé de se développer jusqu'à questionner l'opérativité de la thèse de la polarisation. Ces classes ou couches moyennes correspondent à bien des égards à la petite-bourgeoisie traditionnelle dont parlent les textes politiques de Marx. L'accroissement numérique

de ces classes moyennes tient aux transformations qu'a subies le capitalisme au cours du dernier siècle.

Le fait que des sociologues retiennent le concept de classe moyenne alors que d'autres choisiront celui de couches moyennes témoigne du caractère infini du débat parmi les sociologues contemporains. Enfin, le choix du singulier ou du pluriel montre l'étendue des incertitudes théoriques [Bouffartigue, 2004 ; Bouffartigue *et al.*, 2011].

### *La polarisation sociale aujourd'hui*

Le fait que les mouvements sociaux apparaissent moins nombreux que durant les Trente Glorieuses dans les pays industrialisés a fait conclure nombre d'auteurs à la disparition des classes sociales. Mais est-ce parce que la lutte des classes s'estompe dans sa forme que les contradictions sociales disparaissent ? Par exemple, F. Fukuyama [1989] peut-il décréter la fin de l'histoire et la victoire définitive du libéralisme américain sur tout autre système social ?

Bien au contraire, les contradictions de classes ont quitté l'espace national pour être portées au niveau mondial comme le pressentait Marx à propos de l'internationalisation des échanges et du capital. Et le capitalisme a bien survécu depuis deux siècles malgré ses crises. Alors, si Marx est le penseur critique du capitalisme, de ses contradictions et de ses antagonismes comme l'écrit Aron, il est d'actualité pour rendre compte des classes sociales aujourd'hui avec tous les concepts exposés précédemment : contradiction, polarisation, fractions de classes, alliance, etc.

La polarisation des classes peut être lue à deux niveaux : dans l'espace mondial et dans l'espace national (ou régional-continentale : Europe et Amérique du Nord). Dans les années 1960, nombre d'auteurs ont projeté la lutte des classes à l'échelle mondiale, scène où s'affrontaient des classes-nations : les pays impérialistes d'un côté et les pays du tiers monde de l'autre [Amin, 1970 ; Arghiri, 1969 ; Frank, 1970 ; Jalée, 1970]. Pour les plus radicaux, les classes ouvrières des pays impérialistes bénéficiaient aussi de la redistribution de la plus-value prélevée sur les populations du tiers monde : ce qui justifiait bien le vocabulaire employé. C'était toutefois omettre que, dans cette opposition centre-périphérie, les bourgeoisies d'État du tiers monde, soutenues par les capitalistes du centre, exploitaient



souvent féroce­ment leurs classes ouvrières et paysannes. De même, les classes ouvrières des pays impérialistes continuaient d'être exploitées par leur bourgeoisie.

Aujourd'hui, les analyses ont évolué et l'on ne parle plus guère de classes-nations ; les mécanismes d'exploitation subsistent et le différentiel de salaires entre le Sud et le Nord permet plus que jamais à la plus-value relative d'avoir cours : les produits fabriqués à bas coût dans les pays du Sud (vêtements, matériel hi-fi ou vidéo, composants automobiles, appareils ménagers, etc.) permettent de maintenir la pression sur les salaires dans les pays du Nord. La polarisation à l'échelle mondiale signifie aussi le maintien de populations dans des conditions de vie infrahumaines en Afrique ou dans certaines régions d'Amérique latine et d'Asie : 40 000 enfants continuent à mourir de faim chaque jour dans le monde ; les épidémies, les famines et les guerres déciment ou vont décimer des pays entiers sur ces continents. Tout se passe comme si la population excédentaire de Marx et Engels, celle dont le capital n'a pas besoin immédiatement, devait être contenue dans les pays du Sud comme elle l'était dans les villes industrielles de l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle. Lorsqu'elle ne peut plus l'être, elle alimente les flux migratoires, nouvelle problématique des pays du Nord.

La polarisation économique et sociale se renforce à l'intérieur des pays technologiquement avancés. À un pôle, la classe propriétaire des biens mobiliers (actions et obligations) et immobiliers ne cesse de s'enrichir puisque les revenus issus du patrimoine ont augmenté plus vite au cours des années 1980-2010 que ceux issus des salaires ; cette classe capitaliste rassemble aussi tous les dirigeants, même salariés des entreprises multinationales, des banques et assurances, etc. ; elle s'est récemment élargie aux traders et à aux cadres supérieurs de l'industrie financière spéculative<sup>1</sup>. C'est ainsi que 10 % des ménages reçoivent 30 % des revenus annuels en France et

---

1 Encore plus qu'hier, dans la phase actuelle de financiarisation du capitalisme, les analyses ne doivent pas porter seulement sur ce qui est visible (les classes sociales), mais doivent aussi s'intéresser à ce qui dépasse les classes sociales elles-mêmes en tant qu'actrices de l'histoire, à savoir une accumulation effrénée de capitaux qui se chiffre à plusieurs fois le produit mondial brut, détachée de l'économie réelle. La finance apparaît ainsi comme une *illusion* [Giraud, 2012 ; Durand, 2014] sauf que c'est elle qui gouverne le monde.

que 1 % des ménages les plus riches possèdent près de 20 % du patrimoine.

À l'autre pôle se situe la classe ouvrière, les employés, les cadres de proximité, les fonctionnaires d'exécution, etc. qui constituent plus de la moitié de la population active. Il faut y ajouter tous les exclus du travail que l'on dénomme de plus en plus les précaires [Standing, 2017] puisque, globalement, 25 % de la population active tourne plus ou moins régulièrement sur les 12 % d'emplois dits atypiques : intérimaires, CDD, emplois à temps partiel subi, autoentrepreneurs, stagiaires, etc. ; les autres 13 % constituent l'armée des chômeurs, plus ou moins durables selon l'âge et les diplômes. L'insécurité de l'emploi et donc l'incertitude des revenus dominant dans les classes populaires, y compris parmi les salariés en CDI qui redoutent en permanence les délocalisations ou les réductions d'effectifs. Pour mieux conduire les analyses des précaires, il est nécessaire de croiser l'analyse en termes de classes avec celle prenant en compte l'ethnicité (ce qui inclut la question des migrants, puis celles de l'intégration sociale et de la citoyenneté), voire celle du genre dans certaines catégories d'emplois (le *care* ou les services de nettoyage).

Dans les classes populaires [Bérout *et al.*, 2016], il nous faut inclure les bénéficiaires de petites retraites ou de petites pensions pour saisir que celles-ci constituent plus de la moitié de la population française. Enfin, les revenus des plus démunis tendent à baisser, parce que les allocations chômage et les diverses aides sociales ne cessent d'être réduites par les gouvernements qui se succèdent. Non seulement une partie non négligeable de ces classes populaires rejoignent les rangs des électeurs soutenant le populisme d'extrême droite — un constat international —, mais la distribution de ces aides attise les conflits avec les classes moyennes et avec la fraction salariée des classes populaires qui financent en partie les aides sociales aux précaires à travers l'impôt sur le revenu. Ce qui peut les conduire à rejoindre aussi les rangs populistes [Mauger et Pelletier, 2016].

Les caractéristiques essentielles des chômeurs et des précaires qui constituent cette armée de réserve décrite par Marx sont la dispersion et l'isolement, c'est-à-dire l'absence d'organisation sociale et politique. Voilà pourquoi cette fraction de classe la plus précaire s'apparente à la paysannerie parcellaire du 18 Brumaire « dont les membres vivent tous dans la même

situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres au lieu de les amener à des relations réciproques » [p. 126] — cf. encadré, p. 39. Cette armée de réserve continue par sa seule présence à faire pression sur les salaires, sur les conditions de travail et d'emploi de ceux qui travaillent, sans même pouvoir aspirer, pour une partie d'elle, à améliorer ses conditions de vie à partir d'un emploi durable.

Alors les explications en termes de rapport de classes et de contradictions socioéconomiques hier diffusées par les partis de gauche ne sont plus guère entendues dans les classes populaires parce que les partis de gouvernement (ou les institutions supranationales comme celles de l'Europe) n'ont jamais pris en compte l'ampleur de la crise structurelle du capitalisme dans sa phase financière. Ce qui, bien évidemment, n'enlève rien à la réalité de la polarisation sociale que nous avons brièvement esquissée.

#### *La « moyennisation » de la société*

En même temps que se renforce la polarisation des classes qui est au cœur de l'accumulation capitaliste se développent les classes et couches moyennes, dont les représentations feutrées du monde pénètrent tout le corps social.

Absorbé par sa thèse de la polarisation et par l'inéluctabilité de la révolution universelle conduite par la classe ouvrière, Marx n'a pas vu, ou a sous-estimé, l'importance de l'émergence de nouvelles fonctions dans la mise en valeur du capital : techniciens, ingénieurs, agents d'encadrement, mais aussi enseignants, médecins ou juristes, qui accompagnent les fonctions de production de plus-value. Pourtant, cet accroissement numérique des couches moyennes ne doit pas être confondu avec la tertiarisation de la société (le développement des activités de bureau par différenciation avec les activités manuelles) ni avec le développement des services (par opposition à l'industrie) : ces deux derniers phénomènes se sont accompagnés de la multiplication des emplois subalternes (employés, mais aussi ouvriers) relevant des classes populaires, et bien souvent d'emplois précaires comme dans les services de nettoyage, les voitures de transport avec chauffeur ou dans les livraisons à domicile : ils ne peuvent se confondre avec l'accroissement des

### Classes sociales : le débat Marx/Weber

Pour Marx, les classes sociales se définissent à partir des rapports de production et d'échange et les individus appartiennent à une classe en fonction de leur place dans le système de production. Mais Marx se préoccupe peu des individus et s'intéresse beaucoup plus aux classes en tant que regroupements sociaux constitués à partir de l'économie [*Le Capital*] ou du politique [*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Les Classes sociales en France*].

Max Weber appelle « situation de classe la chance [au sens de "possibilité"] typique qui, dans un régime économique donné, résulte du degré auquel et des modalités d'utilisation selon lesquelles un individu peut disposer (ou ne pas disposer) de biens ou de services afin de se procurer des rentes ou des revenus » [Weber, 1971, p. 309]. Selon Weber, trois types de critères peuvent définir une classe en tant que « groupes d'individus qui se trouvent dans la même situation de classe », ceux-ci pouvant être négatifs ou positifs :

- la possession des moyens d'édifier une fortune ou de constituer un capital. Les classes de possession privilégiées sont d'abord celles des rentiers : créanciers d'hommes, de biens-fonds, de mines, d'installations (usines), de navires, prêteurs, etc. Les classes de possession négativement privilégiées sont les esclaves, les déclassés, les débiteurs et les pauvres en général ;
- la mise en œuvre des moyens de production. Les classes de production positivement privilégiées comprennent les marchands, les amateurs, les entrepreneurs industriels, les banquiers, les professions libérales, etc. Les classes de production négativement privilégiées sont celles des travailleurs (ouvriers spécialisés, qualifiés et non qualifiés) ;
- la mobilité sociale, pour une personne donnée dans la succession des générations.

Pour Marx, l'appartenance de classe des individus détermine dans une large part leur comportement politique. Chez Weber, la question se pose différemment : d'une part, les classes sociales sont plutôt définies comme des « collections d'individus » et, d'autre part, les oppositions de

couches moyennes, même s'ils se sont déroulés de façon simultanée.

Tout en se développant numériquement, les couches moyennes ne se constituent pas en classe pour les raisons avancées par Marx : elles ne se heurtent pas, ne s'affrontent pas à d'autres classes en tant que groupe social. Ainsi, ces couches moyennes ne s'autonomisent pas en une classe et n'acquièrent pas une identité de classe. Bien au contraire, comme la petite-bourgeoisie des luttes de classes en France, les couches moyennes hésitent dans leurs alliances : tantôt avec la classe ouvrière et employée, tantôt avec la classe dominante dont elles se pensent plus proches.

de classes de possession (propriétaires fonciers/prolétaires, prêteurs/débiteurs...) ne sont pas assez dynamiques pour conduire à des luttes révolutionnaires : ces oppositions de classes de possession ont plus pour objet la redistribution de la production que le changement de régime économique.

Du côté des oppositions entre classes de production, Weber n'est pas disert. D'une part, il considère que les chances de passage à la petite-bourgeoisie « indépendante » s'amenuisent. D'autre part, il considère — en se référant à Marx — que l'unité de la classe des travailleurs, ou ce qu'il dénomme l'« action de classe, socialisée », est plus facile à créer contre un adversaire direct (travailleurs contre entrepreneurs), si un grand nombre d'individus sont dans une situation de classe semblable, typiquement de masse, quand il y a concentration sur le lieu de travail et « lorsque des chefs proposent des buts faciles à comprendre, qui sont, en règle générale, imposés ou interprétés par des individus n'appartenant pas à la classe (intellectuels) » [p. 313]. On reconnaît là une brève description du mouvement ouvrier tel que le marxisme l'a organisé.

Entre les classes de possession positivement ou négativement privilégiées et les classes de production définies de la même façon, Weber situe les classes moyennes. Nanties de biens ou d'instruction dont elles tirent profit, ou bien classes moyennes travailleuses (paysans, artisans, fonctionnaires, ouvriers hautement qualifiés...), elles sont aussi peu analysées par Weber que par Marx.

L'opposition essentielle entre Marx et Weber repose donc sur la priorité donnée à la reproduction sociale et au maintien des individus dans leur classe d'origine (Marx) face à la primauté accordée à la mobilité sociale découlant de la distinction — et du croisement — entre classe de possession et classe de production (Weber). On peut aussi faire l'hypothèse que cette opposition n'est pas aussi claire qu'il y paraît et que les partisans actuels des théories de la mobilité et de la stratification sociales ont interprété dans le sens qui leur était favorable que Weber considérerait seulement comme des pistes de recherche : en particulier, Weber s'attache à la mobilité dans la classe sociale et non à la mobilité interclasses, pour définir le concept de classe.

De fait, les couches moyennes salariées vivent sous tension [Bouffartigue, 2004 ; Bouffartigue *et al.*, 2011] car elles hésitent en permanence entre recherche d'une identité propre (mais sur quoi la construire ?) et éclatement par attirance de l'un ou de l'autre pôle. Qui plus est, ces catégories sont particulièrement hétérogènes (les uns détiennent d'importants pouvoirs, d'autres non) tandis que leurs statuts et leurs emplois apparaissent très instables dans le secteur privé ou dans le parapublic. En même temps, de par leurs fonctions, ces couches moyennes jouent un rôle idéologique très important : elles produisent les théories et les modes, diffusent les idées et par là sont regardées comme

des modèles. D'où la facilité avec laquelle d'autres fractions de classes s'identifient à ces couches moyennes.

Ainsi, ce qui est dénommé fréquemment « moyennisation de la société française » n'est peut-être pas tant réel par la croissance numérique des couches moyennes que par l'identification d'une partie de la classe ouvrière et des employés à celles-ci. Identification qui se trouve renforcée par le fait que nombre d'auteurs (en particulier à destination du grand public) tendent à situer la classe ouvrière et les employés dans les couches moyennes : on en arrive ainsi, comme aux États-Unis, à placer dans les couches ou les classes moyennes tous ceux qui ont un emploi pérenne à plein temps !

La critique gauchiste de Mai 68 n'a cessé de crier haro sur l'embourgeoisement de la classe ouvrière. De fait, la consommation de certains objets ou services (l'automobile, la résidence secondaire, les vacances...) sert de support à l'identification de la classe ouvrière à d'autres catégories sociales. En effet, les réalités et ce qui fut appelé le « rapport salarial fordien » ne sont rien d'autre que la mise en œuvre des découvertes de Marx sur la plus-value relative : la réduction des coûts des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail lui permet de satisfaire ses (nouveaux) besoins sans que les salaires n'augmentent ; on retrouve aussi la métaphore du palais et de la chaumière dans la polarisation sociale qui se perpétue.

Mais ce que n'avait pas envisagé Marx, c'est l'importance des nouvelles marchandises et des nouveaux besoins (même satisfaits en partie) dans l'occultation du rapport de classes et de la polarisation sociale. Sur le lieu de travail, les différences de classes se perpétuent (encore que les nouveaux modes de gestion des « ressources humaines » cherchent à impliquer et à responsabiliser une partie des salariés d'exécution dans leurs tâches jusqu'à masquer là aussi les différences de statut entre l'encadrement et eux-mêmes) tandis qu'elles s'estompent dans la vie sociale hors travail. L'achat vestimentaire est une première source d'occultation possible, mais c'est l'accession à la propriété du logement, et en particulier de la maison individuelle, qui est le meilleur vecteur de cette moyennisation. Ne dit-on pas, dès 1930, lors du vote de la loi Loucheur sur l'habitat pavillonnaire, que « la propriété ouvrière adoucit les rapports sociaux » ? Par ailleurs, tous les politologues reconnaissent dans le patrimoine un facteur influent dans les élections. Ouvriers

et employés possèdent plutôt un patrimoine de consommation qu'un patrimoine de rapport comme en possèdent la classe dominante et les couches moyennes, mais cette propriété immobilière joue un rôle non négligeable dans l'identification de classe. Aujourd'hui, en particulier chez les jeunes ouvriers et employés salariés, ce sont certainement les similitudes de modes de vie à travers l'automobile, les voyages à l'étranger et les modes vestimentaires qui servent de support à cette identification. Le rôle d'Internet et des réseaux sociaux avec la diffusion massive d'images reste à analyser pour comprendre ce qui apparaît comme une uniformisation de la société malgré les dénis de la réalité quotidienne.

En même temps, dans les couches moyennes comme dans les « assimilés » (ceux qui s'identifient à la catégorie sociale immédiatement supérieure), les individus sont en général très isolés, en particulier sur le lieu de travail où les directions cultivent la concurrence et la méritocratie à la japonaise. Cet isolement, souvent mal vécu, prend le nom d'individualisme sous la plume de la plupart des analystes de la société présente. Pourtant, cette idée d'individualisme (ou de société individualisée) n'est en réalité que le produit de l'idéologie libérale qui valorise l'individu au détriment du collectif. La concurrence interindividuelle imposée par le mode de gestion et de rétribution du travail est celle que dénonçait déjà Marx à propos de la concurrence entre ouvriers en leur recommandant la constitution de syndicats. Mais, sauf exception, les techniciens, cadres et ouvriers ou employés assimilés aux couches moyennes se représentent différemment leur univers et les voies pour améliorer leur situation que l'action collective ou syndicale. Et « exiger le contraire équivaudrait à exiger que la concurrence ne doive pas exister à cette époque historique déterminée, ou bien que les individus s'ôtent de la cervelle des conditions sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle en tant qu'individus isolés » [*L'Ideologie allemande*, p. 91].

Alors, les raisons qui empêchent de faire des couches moyennes une classe sociale (ils ne se représentent pas les autres classes dans un rapport conflictuel à eux-mêmes), l'isolement qu'ils vivent au travail et l'attachement qu'ils accordent à leur patrimoine donnent à leur situation subjective beaucoup plus d'importance qu'à la réalité objective. Ils apparaissent comme les paysans parcellaires du 18 Brumaire : pas de similitude de

leurs intérêts qui créerait entre eux une communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique assez puissante pour les représenter en tant qu'eux-mêmes.

En résumé, la « moyennisation de la société », si on la compare à la situation de la paysannerie parcellaire de la France du XIX<sup>e</sup> siècle, pourrait être un facteur d'explication de l'affaiblissement du mouvement syndical hier dirigé par l'élite ouvrière et de l'apathie du corps électoral de la plupart des pays industrialisés. Tout se passe comme si cette moyennisation idéologique conduisait à une position de retrait politique (pas d'intérêt politique puisque l'ensemble social distingue de moins en moins de classes antagoniques) dans l'attente d'un homme providentiel (voir les élections américaine et française en 2016 et 2017), renforçant par ailleurs la présidentialisation de nombre de systèmes démocratiques dans le monde. Ce qui nous conduit à l'État et aux analyses que les marxistes en proposent depuis deux décennies.

## Les marxistes et l'État

La conception première de l'État chez Marx et Engels est celle d'un État bourgeois utilisé par les capitalistes contre le prolétariat. En même temps, Engels souligne combien la bourgeoisie tient à distance l'État et ne veut pas être phagocytée par celui-ci : « La libre concurrence ne veut pas de limites, pas de contrôle d'État ; tout l'État lui pèse, son vœu le plus cher serait d'être dans un régime tout à fait dépourvu d'État où chacun pourrait exploiter son prochain à cœur joie. Mais comme la bourgeoisie ne peut se passer de l'État, ne serait-ce que pour tenir en respect le prolétariat qui lui est tout aussi nécessaire, elle utilise le premier contre le second et cherche à tenir l'État le plus possible à distance en ce qui la concerne » [*La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, p. 338].

Marx montre, quant à lui, quel est l'intérêt matériel de la bourgeoisie pour un appareil d'État d'autant plus important qu'elle y « case sa population superflue et complète, sous forme d'appointements, ce qu'elle ne peut encaisser sous forme de profits, d'intérêts, de rentes et d'honoraires » [*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 63]. Ce que l'on peut aujourd'hui vérifier dans nombre d'États africains, asiatiques, voire en Russie et



même en Europe ou aux États-Unis. Ainsi, l'appareil d'État est un lieu refuge, mais plus encore il est traversé de conflits et de contradictions, comme l'est la bourgeoisie ou l'alliance de classes au pouvoir.

### *Critique de la conception instrumentaliste de l'État*

Cette spécificité du fonctionnement de l'État, sa complexité et la multiplicité de ses appareils indispensables à la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat ont conduit à un affinement de la théorie marxiste de l'État au <sup>xx</sup>e siècle. Tout en maintenant la problématique de la reproduction des rapports de production capitalistes dans laquelle l'État joue un rôle complémentaire à celui de la séparation des ouvriers de leurs moyens de travail dans la sphère économique, les auteurs vont interroger le comment de cette reproduction : en effet, l'État ne maintient pas la domination par la seule violence, il utilise d'autres voies comme l'intégration sociale et l'idéologie. Il se présente comme un État de droit « incarnant l'intérêt général de toute la société, comme substantialisant la volonté de ce corps politique que serait la nation » [Poulantzas, 1971, t. 1, p. 129] tout en maintenant la domination de la bourgeoisie sur les autres classes.

Ce constat induit la critique, aujourd'hui largement partagée, de la conception instrumentaliste de l'État selon laquelle il ne serait que l'instrument de domination des capitalistes sur le prolétariat. D'une part, l'État ne possède pas que cette fonction politique à finalité économique, il remplit bien d'autres fonctions sociales (en matière de santé, d'éducation, de logement, de régulation du rapport salarial, etc.) et idéologiques ou culturelles. D'autre part, il n'existe pas une bourgeoisie unique, mais plusieurs fractions de la bourgeoisie aux vues et aux intérêts divergents, sans compter le rôle que peuvent jouer certains fonctionnaires dans la défense de leurs intérêts propres.

Ainsi, l'on peut donner des définitions plus riches de l'État, comme celle de Nicos Poulantzas qui le pense comme la « condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fractions de classes » [Poulantzas, 1978, p. 141]. Autrement dit, « l'État doit être considéré comme la résultante des contradictions de classe inscrites dans la structure même de l'État » [p. 145]. Les contradictions de classe, au sein de la classe

### Le « bloc au pouvoir », par Nicos Poulantzas

« L'État capitaliste et les caractéristiques spécifiques de la lutte des classes dans une formation capitaliste rendent possible le fonctionnement d'un "bloc au pouvoir", composé de plusieurs classes ou fractions politiquement dominantes. Parmi ces classes et fractions dominantes, une d'elles détient un rôle dominant particulier qui peut être caractérisé comme rôle hégémonique. Dans ce sens, le concept d'hégémonie recouvre la domination particulière d'une des classes ou fractions dominantes d'une formation sociale capitaliste.

Le concept d'hégémonie permet précisément de déchiffrer le rapport entre ces deux caractéristiques du type de domination politique de classe que présentent les formations capitalistes. La classe hégémonique est celle qui concentre en elle, au niveau politique, la double fonction de représenter l'intérêt général du peuple-nation et de détenir une dominance spécifique parmi les classes et fractions dominantes : et ceci, dans sa relation particulière avec l'État capitaliste » [Poulantzas, 1971, t. 1, p. 148].

dominante, constituent l'État ; il est un rapport social — comme le capital d'ailleurs — et il est aussi un produit social [L'*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, p. 156 et sq]. En même temps, on ne saurait perdre de vue l'existence et le rôle des classes dominées. C'est pourquoi « l'État concentre non seulement le rapport de forces entre fractions du bloc au pouvoir, mais également le *rapport de forces entre celui-ci et les classes dominées* » [Poulantzas, 1978, p. 154]. Le « bloc au pouvoir » rassemble les fractions de classes de la bourgeoisie détenant le pouvoir d'État. Le concept de « bloc au pouvoir » est forgé à partir de celui de « bloc social et politique » élaboré par Antonio Gramsci dans les années 1930 [Gramsci, 1975] pour définir un ensemble de classes et de fractions de classes sociales réunies par une idéologie qui cimente ce bloc social.

Au risque de compliquer un peu l'analyse de l'édifice État, on remarquera que certaines fractions de la bourgeoisie au pouvoir peuvent contracter des alliances avec les classes dominées (petite-bourgeoisie, classe ouvrière, paysannerie) contre d'autres fractions au pouvoir afin de renforcer leur marge de manœuvre à travers l'élargissement de la « base de masse » de l'État ou au moins de certaines de ses composantes. Alors, si l'État est le lieu d'organisation stratégique de la classe dominante dans son rapport aux classes dominées, il s'agit d'un arrangement singulièrement complexe.

### La théorie marxiste de l'État, par Louis Althusser

« Pour résumer la "théorie marxiste de l'État", nous pouvons dire que les classiques du marxisme ont toujours affirmé :

- 1) l'État, c'est l'appareil répressif d'État ;
- 2) il faut distinguer le pouvoir d'État de l'appareil d'État ;
- 3) l'objectif de la lutte des classes concerne le pouvoir d'État et, par voie de conséquence, l'utilisation par les classes (ou alliance de classes ou de fractions de classes) détentrices du pouvoir d'État, de l'appareil d'État en fonction de leurs objectifs de classe ;
- 4) le prolétariat doit s'emparer du pouvoir d'État pour détruire l'appareil d'État bourgeois existant et, dans une première phase, le remplacer par un appareil d'État tout différent, prolétarien, puis dans les phases ultérieures mettre en œuvre un processus radical, celui de la destruction de l'État (fin du pouvoir d'État et de tout appareil d'État) » [Althusser, 1976, p. 94].

C'est la raison pour laquelle on ne peut penser l'État capitaliste qu'en termes d'autonomie relative de celui-ci par rapport à la classe dominante d'une part (en raison des contradictions entre fractions de classes qui la traversent) et par rapport aux autres « instances » économique et idéologique d'autre part, si l'on se réfère à la construction structuraliste de Louis Althusser ou de Nicos Poulantzas. En même temps, l'État capitaliste possède une unité propre [Poulantzas, 1971, t. 2, p. 81], c'est-à-dire une cohésion interne spécifique qui empêche la parcelisation du pouvoir à partir des fractions de classes qui le composent.

#### *Pouvoir et appareil d'État*

Le pouvoir d'État est la capacité d'une classe ou d'une fraction hégémonique de classe de réaliser ses intérêts objectifs spécifiques. Selon cette conception, l'État peut apparaître comme disposant d'une « réserve de pouvoir » en quantité illimitée qui lui permet de faire valoir ses intérêts de classe ; en fait, il est nécessaire de resituer l'État et le pouvoir d'État dans son contexte structurel social, à savoir le rapport de classes antagoniques. On peut alors distinguer, d'une part, le pouvoir d'État qui reproduit la domination de classe et de fractions de classes sur la société et, d'autre part, l'appareil d'État [Lénine, *Œuvres*, t. 33, p. 284 et sq], ce dernier rassemblant l'ensemble

des fonctions économiques, sociales (éducation, santé, transport, logement, etc.), politiques, répressives, idéologiques, etc., ainsi que les personnels affectés à ces fonctions.

Parmi les fonctions de l'appareil d'État, il en est une qui a pris de l'importance au cours du xx<sup>e</sup> siècle, c'est la fonction économique. Non seulement l'État organise la reproduction de la force de travail au plus bas coût par sa politique du logement social, des transports publics, de l'éducation et de la santé, mais il participe à la lutte contre la crise de la suraccumulation du capital. Cette thèse, reprise par Nicos Poulantzas [1978], a été développée dès le milieu des années 1960 par les économistes du Parti communiste français autour de Paul Boccara [1974] et de Philippe Herzog et popularisée dans l'ouvrage collectif *Le Capitalisme monopoliste d'État* [PCF, 1971]. Cette thèse, empruntée à Marx [*Le Capital*, I, III, t. 1], porte sur le fait que, à un certain niveau de développement du capitalisme, il y a surproduction de capital dont une partie ne peut être valorisée : c'est l'État qui participe à la résolution de la crise, soit en dévalorisant une partie du capital public (infrastructure, transports...) au bénéfice du capital privé, soit en soutenant la concentration des firmes industrielles et financières, soit par une politique fiscale appropriée.

Cette phase du capitalisme a préparé la phase de financierisation absolue du capitalisme qui caractérise le xxi<sup>e</sup> siècle. Ici, les États et les hommes politiques qui les gouvernent se sont effacés devant les puissances financières (fonds de pension, fonds de placement, fonds souverains étrangers, banques, assurances, etc.) qui créent des masses financières considérables largement autonomes par rapport à l'économie réelle [Orléan, 2009 ; Chesnais 2011 ; Lordon, 2008 ; Bachet, 2015 ; Morin, 2013 ; Durand, 2014]. Les États sont devenus les appendices de ces institutions financières, leur rôle n'étant plus que celui de résoudre les crises financières toujours plus profondes, tout en maintenant l'ordre social par la violence ou par l'intégration idéologique.

### *Les appareils idéologiques d'État*

Selon Louis Althusser, l'appareil d'État est d'abord un appareil répressif fonctionnant essentiellement à la violence (armée, police, tribunaux, prisons, etc.), mais recourant aussi à l'idéologie pour organiser la cohésion des « corps » spécialisés dans

la répression. À côté de cet appareil répressif d'État existent un certain nombre d'appareils idéologiques d'État (AIE) fonctionnant de façon prévalente à l'idéologie (la violence y est aussi présente à travers les exclusions et les excommunications) :

- l'AIE religieux (le système des différentes Églises) ;
- l'AIE scolaire ;
- l'AIE familial ;
- l'AIE juridique ;
- l'AIE politique (le système politique et les partis) ;
- l'AIE syndical ;
- l'AIE de l'information (presse, radio-télé, etc.) ;
- l'AIE culturel (Lettres, Beaux-arts, Sports, etc.).

Ces appareils ont pour fonction première l'intégration sociale, c'est-à-dire le maintien de l'ordre social ou, dit autrement, les rapports de production capitalistes. L'idéologie qui les traverse et les unifie est celle de la classe dominante. Car « aucune classe ne peut durablement détenir le pouvoir d'État sans exercer en même temps son hégémonie sur et dans les appareils idéologiques d'État » [Althusser, 1976, p. 99]. Voilà pourquoi ces derniers sont non seulement l'enjeu, mais aussi le lieu d'affrontement des classes. Car si la classe dominante tente d'y faire valoir son idéologie, les classes dominées peuvent aussi s'y exprimer et offrir toutes les résistances aux initiatives de la classe dominante. Alors la lutte des classes, au niveau idéologique, se trouve portée aux marches de l'État.

L'ensemble de ces analyses, affinant la théorie marxiste de l'État et de son fonctionnement, allait de pair, durant les années 1970, avec des luttes multiformes dans toutes les dimensions de la vie sociale. C'est bien la preuve que la dissociation entre État et « société civile » relève plus de l'arbitraire que de l'analyse sociologique. La théorie de l'État est un élément stratégique de l'édifice marxiste. Elle est d'autant plus difficile à travailler que l'État est à la fois au cœur des luttes des classes et qu'il est traversé par les contradictions entre fractions de classes au pouvoir, réfractant elles-mêmes les premières.

## Conclusion / Marx, le retour ?

**S**i le marxisme a vécu un certain effacement au cours des années 1980-2000, il connaît un réel regain depuis le début du nouveau siècle, certainement en raison de la relative paupérisation sociale et culturelle renforcée par la crise de 2008. Ce retour de Marx ne touche guère que les milieux intellectuels et l'on ne saurait s'attendre à une audience semblable à celle que Marx a connue dans les années 1960-1970 en raison à la fois de la puissance du mouvement ouvrier essentiellement communiste en Europe de l'Ouest, de l'existence d'un « camp socialiste » et du tiers-mondisme qui empruntait analyses et modes d'organisation au marxisme.

Marx a incontestablement influencé les théories sociologiques depuis plus d'un siècle. La filiation est évidemment facile à établir chez les sociologues qui se déclarent marxistes. À l'opposé, l'influence de Marx est plutôt diffuse et malaisée à démontrer chez les autres. Les emprunts à Marx passent en général par l'utilisation des concepts marxistes comme ceux de classes sociales, d'exploitation, d'aliénation, de contradiction, de luttes sociales (conflits), d'idéologie, de division sociale du travail, etc. En même temps, Marx et le marxisme n'ont pas l'exclusivité de l'usage de ces termes, mais leur signification se situe presque toujours par rapport à celle que leur a donnée Marx.

L'école de Francfort (en particulier Theodor Adorno et Max Horkheimer) a prolongé ses travaux en diversifiant les champs d'application. Herbert Marcuse et Jürgen Habermas, issus de cette école, ont cherché à dépasser les travaux de Marx à partir des données sociales nouvelles du <sup>xx</sup>e siècle. La théorie critique de l'école de Francfort a été la plus grosse tentative

de dépassement de la pensée de Marx en interrogeant le rôle de la raison dans l'histoire après la barbarie nazie. Une autre tentative de dépassement a été celle de Karl Polanyi qui, dans *La Grande Transformation* [1983], essaie de montrer que, après un siècle de domination par le libéralisme (se prétendant auto-régulé), l'économie est aujourd'hui encastrée dans la société. Au-delà de certaines tentatives d'intégration des pensées de Marx et de Polanyi [Burawoy, 2012], il est probable que la violence du libéralisme du *xxi<sup>e</sup>* siècle ait raison de la thèse de la Grande Transformation.

Plus près de nous, Alain Touraine a été influencé par Talcott Parsons qui se dit lui-même redevable de l'« idéalisme allemand tel qu'il s'est transmis de Hegel à Weber à travers Marx » [Parsons, 1973]. Surtout, Touraine a emprunté à Marx certains des termes du cœur de sa théorie, en particulier celui de classes sociales se définissant dans leurs rapports [Touraine, 1973]. Il place ainsi le travail au centre de son appareil théorique, y compris pour rendre compte des orientations sociales et culturelles des sociétés tout au long de l'histoire. Mais Touraine écarte la notion de contradiction qu'il remplace par celle de tension, réduisant la portée explicative de ses thèses. Enfin, à partir de 1984, tous ses écrits valorisent l'acteur ou le sujet [Touraine, 1984], de plus en plus libéré des contraintes, devenant lui-même mouvement social. Ce sujet libre devient bien vite éthéré dans ses derniers écrits.

De son côté, Raymond Boudon rejette la théorie de Marx à laquelle il reproche de donner la primauté aux structures au détriment de l'intentionnalité de l'individu. Pour faire valoir sa thèse de l'individualisme méthodologique selon laquelle ce sont les comportements individuels qui créent le social (thèse de l'agrégation dans *La Logique du social* [1979]), Boudon s'empare des résultats de Marx et transforme leur signification théorique : par exemple, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit selon laquelle chaque capitaliste qui investit en capital constant nuit à la rentabilité globale des capitaux des autres capitalistes confirme que les lois socioéconomiques (ici, la baisse du taux de profit) sont le résultat de l'agrégation des actions individuelles. Mais aucune interrogation ne traite chez Boudon des contenus ou des fonctions de la production, des échanges, etc. Au tournant du *xxi<sup>e</sup>* siècle, le conventionalisme [Boltanski et Thévenot, 1991] puis le pragmatisme

[Chateauraynaud, 2011] reprennent à leur compte le cadre théorique de l'individualisme méthodologique de Boudon et font des thèses marxistes leurs premières cibles, sans offrir d'innovations à l'explication du social. L'ultralibéralisme irriguant la pensée occidentale — en général de façon masquée —, les paradigmes individualistes dominent toutes les sciences sociales et la sociologie en particulier.

Pierre Bourdieu a de commun avec Marx d'avoir développé une œuvre critique. Le sous-titre du *Capital* est *Critique de l'économie politique* tandis que Bourdieu rappelle ses positions critiques tout au long de ses ouvrages (cf. en particulier *Questions de sociologie* [1984]). On peut trouver dans le concept d'habitus utilisé par Bourdieu un prolongement des conceptions de l'individu comme être social qu'avait décrites Marx [*Manuscripts de 1844*, p. 88-89], c'est-à-dire de l'élaboration, par l'appartenance à un groupe social, d'habitudes, de comportements, de structures mentales, etc. (cf. Goldmann dans *Structuralisme et Marxisme* [1970]). L'affirmation de Marx selon laquelle « c'est l'être social qui détermine la conscience des hommes » va dans le même sens. Cette possible influence de Marx n'enlève rien au rôle qu'a joué Panofsky dans l'adoption par Bourdieu du concept d'habitus. Enfin, l'utilisation des termes « capital », « classes sociales », etc., malgré les remaniements conceptuels effectués par Bourdieu, peut être imputée au poids de Marx dans la pensée sociale. Dans tous les cas, l'influence n'est pas linéaire et reste bien souvent floue, et ce d'autant que Bourdieu se défendait d'être marxiste dans les années 1980 afin d'élargir son lectorat.

Au-delà des sociologues théoriciens, Marx et le marxisme ont pénétré tous les champs de la sociologie en prenant la plupart du temps le contrepied des idées dominantes. C'est vrai à propos du travail [Naville, 1963 ; Rolle, 1971 ; Durand, 2012 ; 2017 ; Bouquin, 2006 ; Bachet, 2007 ; Postone, 2009 ; Jacquot, 2016], de la ville [Lefèbvre, 1968 ; Lojkine, 1977 ; Harvey, 2010 ; 2011], de l'État, des classes sociales (cf. chapitre v), du temps [Grossin, 1996], de la nature [Foster, 2011], etc.

La grande ligne de partage entre théories sociologiques ne se situe certainement pas dans l'adoption ou le rejet en bloc des apports de Marx. Ce qui divise les sociologues aujourd'hui réside dans le choix qu'ils font entre donner le privilège à une approche holiste ou à une approche individualiste : préfèrent-ils entrer dans l'analyse du social par les effets des systèmes et



des structures sociales ou choisissent-ils d'expliquer les phénomènes sociaux par les comportements individuels ? Parmi les théoriciens holistes, on retrouve Marx et les critiques de l'ordre social ; à l'opposé, les tenants de l'approche individualiste défendent la plupart du temps l'ordre établi quoiqu'ils en pensent : le spectre de Marx rôde toujours. S'il est moins présent qu'hier, c'est aussi parce que la sociologie a beaucoup perdu de sa dimension critique dans une société ultralibérale et parce qu'elle s'est éloignée de la théorisation en multipliant les études empiriques commanditées par telle ou telle administration ou entreprise.

En même temps, les idées de Marx sous-tendent toujours de nombreuses initiatives académiques telles que des colloques récurrents comme « Penser l'émancipation », des revues (*Actuel Marx*, *La Pensée*, *Période*) disposant toutes de sites Internet. Des auteurs tentent de rénover la pensée marxiste dans la sociologie ou à sa périphérie en mettant en tension les découvertes de Marx et les faits saillants de la société contemporaine. Par exemple, Frédéric Lordon [2010] tente de reprendre à partir de Marx et de Spinoza les notions d'aliénation, d'exploitation et de domination en reliant faits économiques et affects ; d'autres comme Pierre Dardot et Christian Laval [2015] imaginent une alternative par le développement des communs, afin que cesse l'appropriation par une petite oligarchie des ressources naturelles, des espaces et des services publics, des connaissances et des réseaux de communication.

L'échec du « socialisme réel » a discrédité la pensée de Marx dans sa dimension téléologique. Mais Marx demeure le penseur des contradictions et des antagonismes du capitalisme qui domine aujourd'hui la planète avec sa violence destructrice de la Terre et des hommes dans les guerres, dans les famines ou dans le travail lui-même. Telle est la cause fondamentale de la persistance de la pensée de Marx depuis un siècle et demi, accompagnée des multiples tentatives de renouvellement qui font porter le sens de l'histoire à d'autres classes que la seule classe ouvrière...

## Repères bibliographiques

- ADORNO T. W., *Dialectique négative*, Paris, Payot, 1966.
- ADORNO T. W. et HORKHEIMER M., *La Dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974 (1947).
- ALTHUSSER L., *Positions*, Paris, Éditions sociales, 1976.
- *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1973 (1965).
- AMIN S., *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, Paris/Dakar, Anthropos/IFAN, 1970.
- ANDERSON P., *Le Marxisme occidental*, Paris, Maspero, 1977.
- ANDREANI T., *De la société à l'histoire*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989.
- ANSART P., *Idéologies, conflits et pouvoir*, Paris, PUF, 1977.
- ARGHIRI E., *L'Échange inégal*, Paris, Maspero, 1969.
- ARON R., *Les Étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.
- *Le Marxisme de Marx*, Paris, Éditions de Fallois, 2002.
- BACHET D., *Les Fondements de l'entreprise. Construire une alternative à la domination financière*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007.
- *Critique de la finance capitaliste. Pour un financement solidaire*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2015.
- BALIBAR E., *La Philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, « Repères », 1993 (rééd. La Découverte, « Poche/SHS », 2014).
- BENSAÏD D., *Marx l'intempestif. Grandeurs et misères d'une aventure critique (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Fayard, 1995.
- BENSUSSAN G. et LABICA G., *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1982 (réédition en 1985).
- BÉROUD S., BOUFFARTIGUE P., ECKERT H. et MERKLEN D., *En quête des classes populaires. Un essai politique*, Paris, La Dispute, 2016.
- BETTELHEIM Charles, *La Transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1974a.
- *Les Luites de classes en URSS*, Paris, Maspero/Seuil, 1974b (réédition en 1977).
- BOCCARA P., *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris, Éditions sociales, 1974.
- BOGDANOV A., *La Science, l'art et la classe ouvrière*, Paris, Maspero, 1977 (1904-1918).

- BOLTANSKI L. et THÉVENOT L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
- BOUDON R., *La Logique du social*, Paris, Hachette, 1979.
- BOUFFARTIGUE P. (dir.), *Le Retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 2004.
- BOUFFARTIGUE P., GADÉA C. et POCHIC S. (dir.), *Cadres, classes moyennes. Vers l'éclatement ?* Paris, Armand Colin, 2011.
- BOULIN J.-Y., CETTE G. et TADDEI D. (dir.), *Le Temps de travail*, Paris, Syros, 1993.
- BOUQUIN S., *La Valse des écrous. Travail, accumulation du capital et actionnariat*, Paris, Syllepse, 2006.
- BOURDIEU P., *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984.
- BOYER R. et DURAND J.-P., *L'Après-fordisme*, Paris, Syros, 1993.
- BRAVERMAN H., *Travail et capitalisme monopoliste. La dégradation du travail au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Maspero, 1976.
- BURAWOY M., « Manufacturing Consent revisité », *La Nouvelle Revue du travail*, [www.nrt.revues.org/122](http://www.nrt.revues.org/122), n° 1, 2012.
- CHATEAURAYNAUD F., *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Paris, Petra, 2011.
- CHESNAIS F., *Les Dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Paris, Raisons d'agir, 2011.
- COMBEMALE P., *Introduction à Marx*, Paris, La Découverte, « Grands Repères/Manuels », 2018, 3<sup>e</sup> édition (2006).
- DAHRENDORF R., *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*, Paris/La Haye, Mouton, 1972.
- DARDOT P. et LAVAL C., *Commun. Essai sur la révolution au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2015.
- DURAND C., *Le Capital fictif. Comment la finance s'approprie notre avenir*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014.
- DURAND J.-P., « La pensée critique peut-elle être utile ? », *Revue du MAUSS*, n° 9, 1997.
- *La Chaîne invisible. Travailler aujourd'hui. Du flux tendu à la servitude volontaire*, Paris, Seuil, 2012 (2004).
- *La Fabrique de l'homme nouveau. Travailler, consommer, se taire ?* Lormont, Le Bord de l'eau, 2017.
- DURAND J.-P. et MERRIEN F.-X., *Sortie de siècle. La France en mutation*, Paris, Vigot, 1991.
- DURAND J.-P. et WEIL R., *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot, 2006 (1989).
- FARRO A., PORTIS L. et THIRY B., « Les sociologies marxistes », in DURAND J.-P. et WEIL R. (dir.), *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot, 2006.
- FOSTER J. B., *Marx écologiste*, Paris, Amsterdam, 2011.
- FRANK A. G., *Le Développement du sous-développement*, Paris, Maspero, 1970.
- FRIEDMANN G. et NAVILLE P., *Traité de sociologie du travail*, Paris, Armand Colin, 1962.
- FUKUYAMA F., « La fin de l'histoire ? », *Commentaire*, n° 47, automne 1989.
- GABEL J., *La Fausse Conscience*, Paris, Minuit, 1962.
- GIRAUD G., *Illusion financière*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2012.

- GOLDMANN L., *Structuralisme et Marxisme*, Paris, UGE, « 10/18 », 1970.
- GRAMSCI A., *Gramsci dans le texte*, Paris, Éditions sociales, 1975.
- GROSSIN W., *Pour une science des temps. Introduction à l'écologie temporelle*, Toulouse, Octarès, 1996.
- HABER S., *L'Aliénation. Vie sociale et expérience de dépossession*, Paris, PUF, *Actuel Marx*, 2007.
- HARVEY D., *Géographie et Capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse, 2010.
- *Le Capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Amsterdam, 2011.
- HORKHEIMER M., *Théorie critique*, Paris, Payot, 2009 (1978).
- JALÉE P., *L'Impérialisme en 1970*, Paris, Maspero, 1970.
- JACQUOT L., *Travail, gouvernementalité managériale et néolibéralisme*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- KEUCHEYAN R., *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones, 2013, nouvelle édition.
- KOFMAN S., *Camera obscura. De l'idéologie*, Paris, Galilée, 1973.
- KOLAKOWSKI L., *Histoire du marxisme*, Paris, Fayard, 1987.
- LECOURT D., *Lyssenko. Histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, Paris, Maspero, 1976.
- LEFÈVRE H., *Sociologie de Marx*, Paris, PUF, 1966.
- *Le Droit à la ville*, Paris, *Economica*, 2009 (1968).
- LÉNINE V. I. O., *L'État et la Révolution*, Moscou, Éditions du Progrès, 1969 (1917).
- *La Maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1960 (1920).
- *Œuvres*, Moscou, Éditions du Progrès, 1976, 45 vol.
- LOJKINE J., *Le Marxisme, l'État et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977.
- *La Révolution informationnelle*, Paris, PUF, 1992.
- LORDON F., *Jusqu'à quand ? L'éternel de la crise financière*, Paris, Raisons d'agir, 2008.
- *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, La Fabrique, 2010.
- LUKÁCS G., *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minuit, 1960.
- MARCUSE H., *Philosophie et Révolution*, Paris, Denoël-Gonthier, 1969.
- *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Minuit, 1976.
- MAUGER G. et PELLETIER W., *Les Classes populaires et le FN. Explications de votes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2016.
- MORIN F., *La Grande Saignée. Contre le cataclysme financier à venir*, Montréal, Lux Éditeur, 2013.
- NAVILLE P., *De l'aliénation à la jouissance. La genèse de la sociologie du travail chez Marx et Engels*, Paris, Anthropos, 1970.
- *Vers l'automatisme social ?* Paris, Gallimard, 1963.
- ORLÉAN A., *Le Pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 2009.
- PARSONS T., *Le Système des sociétés modernes*, Paris, Dunod, 1973.
- PCF, *Le Capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Éditions sociales, 1971.

- POLANYI K., *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983 (1947).
- POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale. Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, Paris, Mille et une nuits, 2009 (1993).
- POULANTZAS N., *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1971.
- *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974.
- *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 1978.
- RENAULT E., « Du fordisme au post-fordisme : dépassement ou retour de l'aliénation ? », *Actuel Marx*, mai 2006.
- *Reconnaissance, conflit, domination*, Paris, CNRS Éditions, 2017.
- RICARDO D., *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 1999 (1817).
- ROLLE P., *Introduction à la sociologie du travail*, Paris, Larousse, 1971.
- SMITH A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), Paris, Gallimard, 1976.
- STANDING G., *Le Précarariat. Les Dangers d'une nouvelle classe*, Paris, Éditions de l'Opportun, 2017.
- TOURAINE A., *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- *Le Retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.
- VADÉE M., *Marx, penseur du possible*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1992.
- WEBER M., *Économie et société*, Paris, Éditions Plon, 1971 [1922].

## Table des matières

<b>Introduction</b>	3
Karl Marx et Friedrich Engels	3
Les influences sur Marx	5
Marx et la sociologie	6
□ Encadré : <i>Bibliographie chronologique de Karl Marx et Friedrich Engels</i> , 7	
 <b>I Théorie de l'exploitation</b>	
<hr/>	
De la marchandise à la théorie de la plus-value	10
Valeur d'usage et valeur de la marchandise, 10	
La marchandise force de travail, 12	
La valeur de la force de travail, 14	
□ Encadré : <i>Marx contre Malthus</i> , 16	
La reproduction du rapport de production capitaliste	17
Les différents types de plus-values	20
Taux de plus-value et plus-value absolue, 20	
La plus-value relative, 21	
La plus-value extra, 22	
La contradiction entre forces productives et rapports de production	25
De la non-correspondance à la contradiction, 24	
Le rejet de la détermination simple, 26	
Le débat moderne sur la détermination, 28	
 <b>II Vers une sociologie du travail</b>	
<hr/>	
La place du travail dans l'humanité	33
Travail et dialectique, 34	
La domination de l'homme sur la nature, 35	

Division du travail et coopération	36
La division sociale du travail, 37	
La coopération, 39	
□ Encadré : <i>L'opposition ville/campagne</i> , 39	
La division technique du travail, 43	
Actualité de Marx : critique du taylorisme, 45	
□ Encadré : <i>L'ouvrier spécialisé dans la grande industrie</i> , 46	
Le changement technique :	
du machinisme à l'automatisation	48
Marx et la « révolution de l'intelligence », 49	
La neutralité des techniques, 51	
Mécanisation, automatisation et exclusion de la force de travail, 52	
L'intensification du travail, 54	

### III Classes sociales, État et lutte des classes

---

Classes et rapports de classes	57
Définition des classes sociales, 58	
□ Encadré : <i>La paysannerie parcelaire est-elle une classe ?</i> 59	
Sept classes et fractions de classes, 60	
□ Encadré : <i>Fractions de classes dans la bourgeoisie et représentations</i> , 61	
□ Encadré : <i>Alliance de classes</i> , 63	
Polarisation et paupérisation, 65	
La lutte universelle du prolétariat, 66	
L'État chez Marx	68
L'État de la domination d'une classe, 68	
Le dépérissement de l'État, 69	
La dictature du prolétariat, 70	
L'État dans la révolution, 72	
Histoire et luttes des classes	73
□ Encadré : <i>La transition vers le capitalisme</i> , 74	
La vision marxienne du communisme, 75	
L'approche téléologique de Marx, 76	

### IV Idéologie et sociologie de la connaissance

---

L'idéologie	79
La problématique de l'idéologie dominante, 80	
De la « fausse conscience » au relativisme, 81	
L'idéologie « interpelle les individus en sujets », 83	
L'aliénation, 85	
□ Encadré : <i>L'aliénation</i> , 86	
Deux renversements dialectiques, 87	
De l'« aliénation » à la « jouissance », 88	

Sociologie et dialectique matérialiste	89
La production sociale des connaissances, 89	
□ Encadré : <i>L'aliénation dans la consommation</i> , 89	
La <i>praxis</i> , 91	
Le concret pensé, 93	
Le matérialisme dialectique, 95	
Des contradictions à <i>n</i> termes, 97	
<b>V Les marxistes contemporains</b>	
<b>face aux classes sociales et à l'État</b>	
<hr/>	
Une théorie moderne des classes sociales	99
La polarisation sociale aujourd'hui, 100	
La « moyennisation » de la société, 103	
□ Encadré : <i>Classes sociales : le débat Marx/Weber</i> , 104	
Les marxistes et l'État	108
Critique de la conception instrumentaliste de l'État, 109	
□ Encadré : <i>Le « bloc au pouvoir », par Nicos Poulantzas</i> , 110	
Pouvoir et appareil d'État, 111	
□ Encadré : <i>La théorie marxiste de l'État, par Louis Althusser</i> , 111	
Les appareils idéologiques d'État, 112	
 <b>Conclusion / Marx, le retour ?</b>	 115
 <b>Repères bibliographiques</b>	 119





## Collection

---

*R E P È R E S*

Créée par Michel FREYSSINET et Olivier PASTRÉ (en 1983).

Dirigée par Jean-Paul PIRIOU (1987-2004), puis par Pascal COMBEMALE,

avec Serge AUDIER, Stéphane BEAUD, André CARTAPANIS, Bernard COLASSE, Jean-Paul DELÉAGE, Françoise DREYFUS, Claire LEMERCIER, Yannick L'HORTY, Philippe LORINO, Dominique MERLLIÉ, Michel RAINELLI, Philippe RIUTORT, Franck-Dominique VIVIEN et Claire ZALC.

Coordination et réalisation éditoriale : Marieke JOLY.

Le catalogue complet de la collection *REPÈRES* est disponible sur notre site :

**[www.collectionreperes.com](http://www.collectionreperes.com)**



---

Composition Facompo, Lisieux (Calvados).

Achévé d'imprimer en mai 2017 sur les presses de  
La Nouvelle Imprimerie Laballery à Clamecy (Nièvre).

Dépôt légal : XXX 2018

N° de dossier :

*Imprimé en France*